

- 1923-25 -

- 12 -

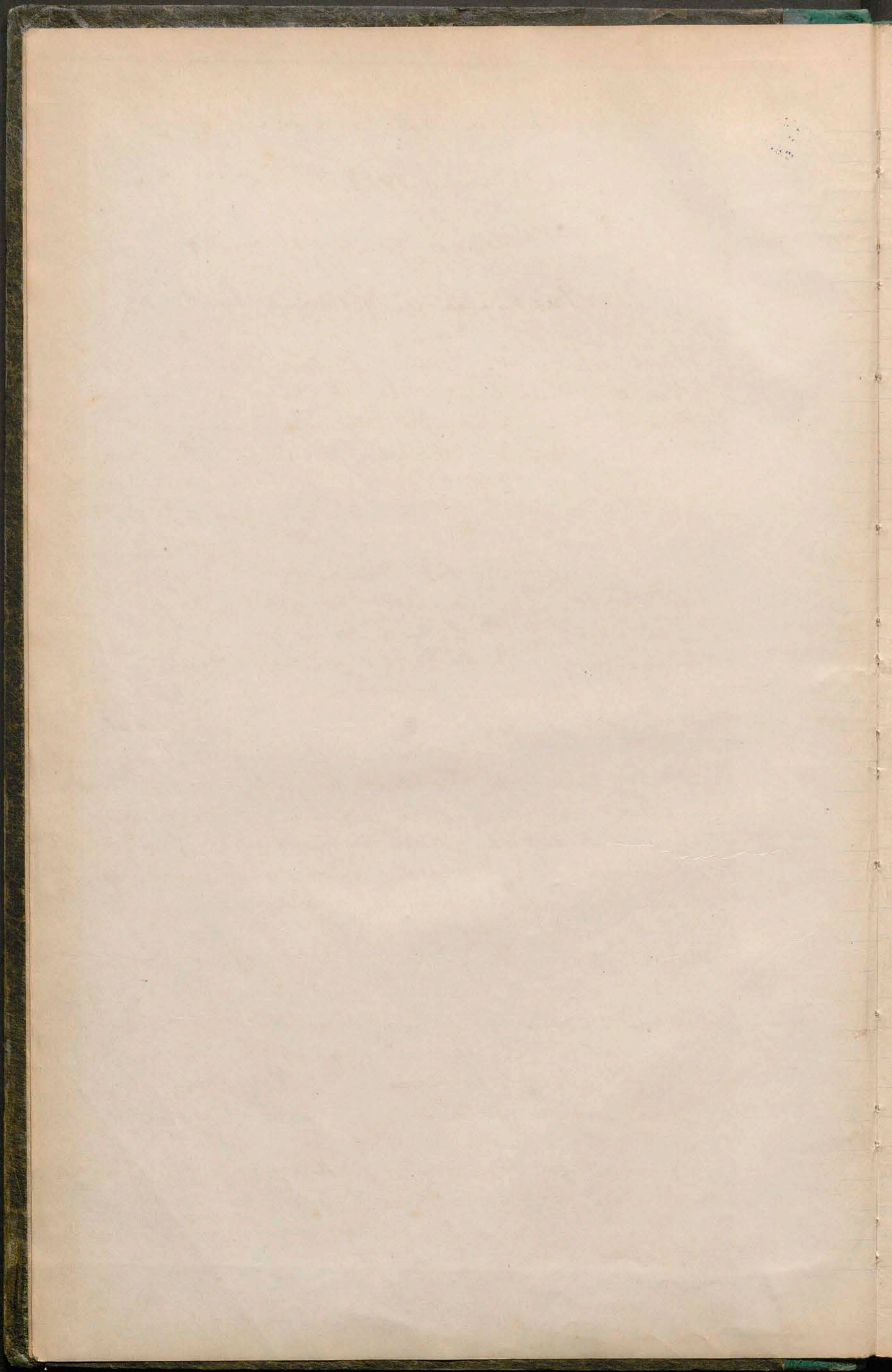
Commerce, Industrie, Travail et Postes.

MM.

AMIC.
BABIN-CHEVAYE.
BERSEZ.
BILLIET.
BRENIER.
BUSSY.
CHAPSAL.
COIGNET.
DELAY.
DELONGLE (Charles).
DIÉBOLT-WEBER.
MARQUIS DE DION.
DRIVET.
DUROUX.
ENTOLRAS.
GARNIER.
HAMBLIN.
HENNESSY.

MM.

JAMIN.
JAPY.
JOSEPH COURTIER.
LOUIS PASQUET.
LUGOL.
MANDO.
MARIO ROUSTAN.
MARROT.
MASOURAUD.
PERDRIX.
PORTEU.
RANSON.
RÉGNIER (Marcel).
ROY (Henri).
SERRE.
THUILLIER-BURIDARD.
TOURNAN.
VILLETTE GATÉ.





Commission du Commerce

Année 1923.

1^{re} Séance - (Vendredi 26 janvier)

Présidence de M. Mascureau, Président d'Age

Sont présents: MM. Bouvier, Buhon, Cadillon, Chapral, Clémentel, Pierre Godet, Gognet, Deloncle, Lujolles, Hervey, Jean Philip, Maudo, Mascureau, Mazuris, Pasquet, Pédrip, Pivrot-Dumarchais, Roustan, Roy, Serre -

La Séance est ouverte à 14^h 30.

Constitution du Bureau.

Président - M. Clémentel

Vice-Présidents: MM. Deloncle et Serre

Secrétaire: M. M. Roustan et Henri Roy.

Le Bureau est ainsi constitué, par acclamation et à l'unanimité.

Présidence de M. Clémentel.

M. Clémentel, Président remercie ses collègues de la nouvelle marque de confiance qui s'y viennent lui renouveler et adresse au nom de la Com. la bienvenue à M. Chapral, nouveau membre nommé en remplacement de M. Laisin, décédé.

Nomination d'un rapporteur - M. Chapral est désigné pour agir de l'art. 14 de la loi de finances de 1922 sur le projet de remplacer le taux de statistique et d'accroître par une imposition supplémentaire de 20% ad valorem des marchandises importées.

Transport des Farines M. Chapral attire l'attention de la Com. sur la réduction nécessaire au prix de transport des blés de farine et demande qu'on prenne des résolutions.

applicable au 1^{er} février.

M. Cadilhon est surpris que la Com.^a du C.^a n'ait
pas été consultée sur ce point.

M. Ray estime qu'il s'agit d'une initiative gouvernementale et il est d'avis qu'on appelle l'attention du gouvernement sur la nécessité de réduire les tarifs de transport dans le but d'arriver économiquement à une diminution du prix du pain, et en tout cas pour que ^{tout au moins} celui-ci ne soit pas augmenté.

Après une courte discussion la Com.^a adopte une motion de M. Hervey demandant que le prix des transports de blé et farine soit abaissé sans délai.

L'envoi de cette motion au Président du Conseil est décidé et le texte suivant adopté à l'unanimité:

"La Commission du C.^a préoccupée de la hausse des cours des blés et farines et craignant une ripercussion correspondante sur le prix du pain demande à M. le P.^r du Conseil ce qu'il veut bien lui faire de la question en vue d'une action immédiate devant avoir pour effet l'abaissement ou tout au moins la limitation du prix actuel.

"Elle lui signale comme un moyen possible de réaliser une réduction du prix des transports de blés et farines et insiste pour qu'une solution, depuis longtemps attendue, intervienne dans le plus bref délai."

La prochaine séance est fixée à mercredi 31 janvier, 16 h.

La séance est levée à 15 h.

Le Président

Le Secrétaire,

M. [Signature]

M. [Signature]

La séance du 31/1 a été reportée au 7/2, postérieurement à la coïncidence avec la réunion de la gauche Démocratique (loi du recensement) et l'anniversaire

2

Séance du mercredi 7 février 1923

Présidence de M. Clémentel

Assistants - M. Clémentel, Président

Batet, Auvray, Billiet, Bouveri, Duban, Gaudillon, Guépin,
Goyet, Garnier, Maudo, Marsot, Roustan, Lere,
Chiriac Guiraud.

La séance est ouverte à 16 h.

Prop. Delahaye (avis à donner aux délégués de cette à l'arrivée)

M. le Président donne à la C^m connaissance d'une lettre de M. Ruffier, rap-
porteur de la C^m de M. Delahaye indiquant qu'il a reçu deux lettres en
vues de ces lois publiées lui faisant savoir que les versements sont dirigés
à l'introduction dans les règlements des tarifs P.V. et G.V. deux articles 11 bis et
12 bis qui, par voie administrative donnent satisfaction à la mesure rela-
tive par M. Delahaye. Il serait donc inutile de porter à cette réforme
par voie législative. La C^m autoriserait d'apporter à ces lois en matière
qui clest favorable et l'homologation rapide des deux nouveaux ar-
ticles proposés par les verseurs.

La C^m à l'unanimité déclare autoriser M. Ruffier à
venir aux ministères dans le sens qui vient d'être indiqué.

Cour. France Italienne - M. le Président donne communication d'une
lettre du Syndicat des vignerons relative à la Cour. France
Italienne - Cette lettre est lue au rapporteur de la Cour,
M. Baquet.

Désignation de rapporteur - M. Roustan est désigné comme rapporteur
pour avis : 1^o de la prop. Lenoir (reforme hebdomadaire dans le
Office ministériel)

2^o au fond : du projet relatif à l'immatriculation
au registre du C^m voté par la Chambre -

Surveillance de D. 10 - M. le Président donne communication d'une lettre
de M. Armichand, Président de l'Union Verte, portant
à la C^m de l'Union de D. 10. Cette lettre est lue au
à M. Cherpas, rapporteur qui est chargé de déposer
un rapport pour l'avis de la C^m le mercredi 14 février
suivant, au début de la séance, la C^m se réunira et sera

4
concernant à l'avis des ministres du Commerce et de
l'Agriculture des lois relatives à la répression de la fraude
dans le commerce de la margarine.

Zones franches - M. Anquet signale que le St. de la nuit a adressé une
lettre à M. Muel. Prés. de la B^{re} des Douanes pour le
prier de hâter la détermination du projet de loi sur les zones
franches, le referendum devant avoir lieu
le 18 pr. prochain.

M. Bagnat est chargé de présenter le rapport à la
C^{te} mercredi prochain et d'en discuter les dispositions en avis
debats en séance publique à la tribune.

Marchés étrangers - M. Serre est chargé de centraliser toutes les
communications relatives aux C^{tes} et de présenter
un rapport périodique.

Tarifs de transport

M. Cardon fait connaître que la C^{te} a en ce
moment le tarif de transport.

Ausujet des fournisseurs d'acier on a de suite et en
raisonnable que l'Union métallurgique qui proteste
contre les tarifs actuels avec satisfaction - M. Serre envoie
l'exportation, un décret récent l'a interdite, mais ce
décret ne vise pas l'Italie et l'industrie métallur-
gique craint surtout que l'interdiction d'exporter
s'applique également à ce pays.

M. Bagnat suggère qu'au lieu de la police
absolue on établisse un droit de sortie comme
cela se fait pour les os.

M. Serre a été aidé et M. Cardon est chargé
d'écrire au ministre des Tr. Pub. pour lui faire
connaître l'opinion de la C^{te}.

En ce qui concerne le Charbon M. Cardon fait
connaître que les C^{tes} ont décidé de l'abaissement de
tarifs suivant les régions, la destination du charbon, son
emploi et le fait qu'il est destiné ou non à l'exporta-
tion. Or la loi sur l'industrie atteint jusqu'à 85%.

Le régime actuel tend à favoriser la vente de charbon
au Centre et au Sud.

Pour le charbon de la Sarre on a envisagé
la création d'un courant d'écoulement par voie de

mes (via la Rhénanie, fard, Anvers) vers nos ports de la Manche, de l'Océan, voire même de la mer d'Irlande, avec échange des charbons en potsaux de mines fournis par les régions de West et du Sud-Ouest. Une expérience va être faite prochainement et M. Cadillon en rendra compte à la Cam^{te}. Si la tentative réussissait, elle aurait pour résultat de permettre à nos charbons de l'Est et de la Saxe de concurrencer efficacement les charbons anglais - mais il y a à l'heure c'est mauvais vouloir de l'Admⁿ.

M. Chapsal estime qu'il est anormal que le flux ^{des ports} ~~quantité~~ en charbons de la Saxe soit interrompue et l'échange ancien d'être réservé à la France. Les tarifs devraient être modifiés pour pousser le charbon de la Saxe vers l'Allemagne de l'Est et quant aux potsaux de mines, l'échange pourrait se faire avec la Westphalie toute proche, au lieu d'aller les chercher jusqu'à l'Alsace du Sud-Ouest.

M. Serre répond que la Société des ports ~~de la Saxe~~ a fourni 43% du charbon de la Saxe à l'Allemagne et qu'il faut avoir bien en tête cet approvisionnement et l'État s'en rend compte. Contrairement à ce que pense M. Cadillon il n'y a pas mauvais vouloir de l'Admⁿ de la Saxe, mais difficulté de s'adapter à une situation nouvelle - Avec le développement actuel on va pouvoir envisager une fourniture par radeaux pour les besoins de la France, le cas échéant transférés en Allemagne, mais il faut modifier pour cela entièrement le plan de transport et il faut le faire, réaliser le programme qui, certainement aura pour effet d'aider le pays de la Saxe, de favoriser l'industrie charbonnière dans la lutte contre la concurrence anglaise.

M. Baquet ajoute qu'il est bien dans l'intention des usages de remplacer le charbon anglais par celui de la Saxe ce que ne fournissent pas le charbon de l'Est qui ne répond pas aux mêmes besoins.

Sur le projet de spécifier la loi de déviation d'appuyer M. Cadillon pour qu'il obtienne toutes mesures des acceptations de substituer le charbon de la Saxe au charbon anglais. M. Cadillon indique enfin qu'il a obtenu un dégrèvement tarifaire pour les vins, la bière, le cidre, le poiré - les eaux minérales.

Pour l'approvisionnement en liquides, seul de tous les réseaux, l'Est s'est résolu à abaisser de 10 à 15% les tarifs. M. Cadillon

a introduit au p^res de l'Assemblée l'Assemblée une réserve au sujet de
cette allocation du réseau de l'Est. Il est probable que le ministre
pourra amener la loi de l'Est à l'Assemblée -

M. Cerdillo n'a que l'intention de voir à obtenir également
des modifications favorables p^r le Canal, (52%) d'abaissement pour le
littoral de Bretagne. et qui est en négociations avec le réseau pour
les engrais, les A. ayant promis une solution prochaine.

M. le Président remercie M. Cerdillo de son exposé
et la séance est levée à 18^h 1/2

Le Président,

Le Secrétaire,

M. Roustan

Séance du mercredi 14 février 1923

Présidence de M. Lerro, Vice-Président

La séance est ouverte à 16h.

Membres Présents: M. Lerro, Président, Henri Buisson, Ladeyron, Boquet, Deloncle, Supolras, Paclhy, Mando, Mazuris, Provost-Dimarchais, Marcel Rognier, Bourdon, Roy, Thuchet, Duranton.

Prop. ^{re} Antony Ratier relative aux modifications à apporter à la loi du 22 nov. 1913 sur le régime des sociétés.

M. Henri Roy, donne lecture de son avis. Il insiste notamment avec le rapporteur de la C^m de Légit^{re} civile, M. Chatelet, sur le caractère anachronique et périmé de la loi de 1867. La C^m du Commerce n'a pas examiné en droit les propositions de modifications apportées par M. Ratier, elle n'a dû se préoccuper que de les apprécier en fait, en notant tout d'un regard la portée pratique. Elle se fonde sur elle ne peut que les approuver et souhaiter leur mise en application à bref délai. Les modifications ^{essentielle} consistent dans l'attribution conflictuelle aux assemblées spéciales aux assemblées générales tout au moins de ce qui leur appartient que de leur délibérations ou de leur convocation et dans la suppression de la clause des Statuts limitant le nombre des vix dont un seul actionnaire peut disposer dans les assemblées.

M. le rapporteur conclut à l'adoption du C^m de Légit^{re} civile par le rapporteur de la C^m de Légit^{re} civile, M. Chatelet.

Les conclusions de M. Roy sont adoptées et il est autorisé à déposer son avis.

Jour, franches - M. Boquet donne lecture de son avis sur le projet de loi avec la suite relatif aux jour, franches. Les divers modalités de cette loi lui paraissent concilier les intérêts des parties de chaque côté de la frontière et il conclut à la ratification.

A M. Mazuris qui demande ce qu'il en est

les produits manufacturés, le rapporteur répond qu'ils sont "contingents" proportionnellement aux besoins des Joniques.

M. le Préfet fait remarquer que l'adoption du projet contribuera à la suppression de la fraude qui s'exerceait en grand tout le circuit des Joncs français.

M. Buhon estime que mieux qu'il ne soit possible que de donner un avis d'ensemble, favorable ou défavorable, il y aurait avantage pour l'intérêt des Joncs français d'un rejet du projet par le représentant suisse qui doit avoir lieu le 18 courant à l'introduction d'un projet d'ordre général, de façon que l'on ne vienne pas s'opposer plus tard une approbation que l'on aurait donnée sans aucune restriction.

M. le Préfet répond que le représentant suisse se prononcera sur le projet, et y aura lieu à l'élaboration d'une nouvelle convention par conséquent à de nouvelles discussions.

M. le Rapporteur ajoute que ce qui est le plus important pour les Joniques c'est une augmentation de la somme de 40⁰⁰ francs et allouée pour le dimanche, et la répartition complète en ce qui concerne les droits de marchandises ^{contingentes} de chaque côté de la frontière. Le dernier point de vue est indiscutable, car le contingentement est établi d'après les statistiques existantes, et elles sont tout à fait différentes en France et en Suisse. Il est naturel que les nombres diffèrent, mais en fait il n'y a eu aucune omission en ce qui concerne les droits.

M. Mayrion appuie notamment le projet d'une augmentation de M. Thuit - Barisaut ajoute qu'une semblable augmentation apportera une grande satisfaction aux Joniques. A ce sujet il donne lecture d'une lettre d'un correspondant qui confirme l'opinion émise par M. Buhon et M. Mayrion.

Tout le bénéfice d'une addition mentionne cette espèce d'ordre général, M. Cognet est autorisé à déposer son avis dans les termes dont il vient de donner lecture.

Reforme au Code de Commerce - M. Roustan donne lecture de rapport relatif à la modification à apporter aux articles 2, 586, 6170 du Code de Commerce.

Il rappelle que la proposition a pour objet de rétablir dans le Code la nécessité de la transcription au registre du Commerce et l'obligation de l'affichage actuellement prescrite pour ces articles. La proposition a reçu l'approbation de la quasi-unanimité des C. de Commerce. Seule celle de Paris a émis des protestations. Elle demande notamment qu'on "V. cet art. 2 le mot "enregistré", figure dans le texte et qu'on cite: "V. si en outre, l'acte d'autorisation n'a pas été enregistré et inscrit ^{sur} le registre du Commerce". Mais elle fait remarquer, en outre que la disposition finale de l'art. 1^{er} "Toutefois cette formalité n'est pas requise lorsque l'autorisation donnée au mineur a pour objet un acte de commerce" est en opposition avec l'article 3 qui se trouve dans le Code et qui a pour but la protection des tiers. Elle demande la suppression de cette phrase. Mais pourrait-elle lui être donnée des explications. Mais la grosse difficulté ou plutôt le seul point relatif dans l'art. 6170 de la Chambre de Commerce de Paris qui est cause de ces contestations des articles se rapportant à y ajouter l'obligation de la transcription au registre. Et ajoute M. Roustan en réponse à une question de M. Dreyfus et Buhay sur les raisons qui ^{amènent} la Chambre de Paris à demander ce maintien, il n'y a pas si comme le veut cette chambre, une garantie supplémentaire; au contraire, la coexistence de 2 obligations, celle de l'affichage et celle de la transcription serait une complication inutile et il causerait de l'incertitude à la proposition. Il examine ensuite successivement les art. 6170 et suivants sur ce qui le concerne les conclusions qu'il a prises.

Après un court débat la Com^m autorise M. Roustan à déposer le rapport dont les conclusions sont af-

prouvé.

M. Sijthoff et autres se font observer que la décision que vient de prendre la Com. aura peut-être pour effet souhaitable d'amener la conclusion d'un annuaire général du Commerce, ainsi que cela existe déjà en Allemagne.

Tarif de transports (Courriers d'air) M. Cardon rappelle que la Com. lors de la dernière séance avait pu conclure l'existence d'un droit au transport général pour les courriers d'air, après de longues difficultés et industries electro-metallurgiques fortement concurrencées par l'Italie de fait que la prohibition visée par le droit ne s'applique qu'à ce pays. Depuis M. Cardon, après enquête a pu se rendre compte que la solution proposée par la Com. est inapplicable par ce qu'il faut établir un droit tellement élevé qu'il a boutirait en fait à une prohibition. Donc, au lieu de rechercher la solution dans l'application d'un tarif de domaine il paraît préférable de la trouver au côté tarifaire - transports - et il propose donc qu'on accepte que un traitement spécial aux courriers d'air, de façon forte pour les circulations en France, traitement dont ces produits ne bénéficient pour leurs transports à destination de l'Italie.

M. Delancey approuve la proposition de M. Cardon, mais il propose que l'on ne vise pas seulement l'Italie, et puisque le ministre peut être appelé pour accéder à étendre au retourner la prohibition, il demande qu'on dise : "pour l'Italie et tout autre pays où l'exportation viendrait à être autorisée."

M. Cardon répond que la réaction lors congrès en termes généraux, visant l'exportation de ces produits, pour quelque fait que ce soit, et dans ces cas là, le bénéfice au tarif de transport spécial et subsidier ne s'appliquera pas - (approbation)

La séance est levée à 17.46
Le Secrétaire
H. L. L. L. L.
H. L. L. L. L.

11

Séance du mercredi 7 mars 1883

Présidence de M. Clémentel

Séance at ouverte à 11 h.

Sont présents: MM. Clémentel, Président
Babin, Berge, Carillon, Chapsal, Codet,
Cognat, Deloncle, Driess, Eyrolles, Foully,
Girard, Maudo, Mesquière, Pasquet, Provost-
Lumarchais, Roustan, Roy, Thérin, Du
vidart.

Représentation la fausse dans le Commerce
de la margarine
M. Chéron, ministre de l'agriculture
M. Dior, ministre du Commerce et des
Rég. directeurs des Services, Scientif. et Sav.
Sav. au ministère de l'agriculture)

M. Roustan, rapporteur sur le Com^m qui a
a rem. de M. le ministre de l'agriculture qui
exposant les raisons qui le font s'associer
Com^m de l'agriculture pour s'opposer au vote du
projet et qui il est supporté par le Com^m de
Commerce - C'est pourquoi le ministre de
Commerce ayant demandé antérieurement à
la Com^m de voter le projet et qui il avait été
présenté par la Com^m a cru devoir
entendre les deux ministres intéressés pour
obtenir les explications de chacun et de posséder
de la part l'attitude qu'elle doit prendre.

M. le Président donne tout d'abord la
parole à M. le ministre du Commerce.
M. Dior, ministre du Commerce fait tout
d'abord remarquer qu'il avait été d'accord avec
son collègue de l'agriculture, le président de
la Com^m, pour déposer le projet rapporté
favorablement par la Com^m de Commerce.

12
Et depuis la venue au ministère de l'agriculture
et de la culture, l'administration a recueilli
son opinion sur le projet, et au ministère com-
mercial, à faire ^{connaître} les objections graves qui
motivent ce changement d'attitude.

Il s'agit d'une politique économique d'ordre
déployée successivement pour des moyens de
production, et un compartiment de ce grand et
particulièrement en vogue, - et l'on s'en
aperçoit à l'examen de la balance commerciale
- et de celle de l'agriculture. Il est tout
d'abord à considérer les doléances de ceux qui souffrent
et à faire en considération les arguments de
ministère de l'agriculture, mais il lui faut aussi
les connaître.

M. Henry Chéron, ministre de l'agriculture,
voit que la loi qui depuis s'applique au ministère
et a été un des premiers de protection, et le
projet de loi. Les fraudes sont faciles avec la
possibilité de vendre dans les mêmes locaux du
beurre et de la margarine. Sans doute
M. Roustan, dans l'exposé des motifs, a fait
d'ailleurs, et il mentionne la possibilité de con-
férer la margarine dans le beurre par le moyen
de l'huile de céline, mais ce n'est qu'au
laboratoire que l'expérience peut être faite, et
l'acheteur n'a aucun moyen de reconnaître
ce beurre quand il se trouve et la copie ou
le rémède. L'étiquette obligatoire n'est pas
une garantie suffisante et enfin, selon M.
Roustan, que le vote du projet aura pour con-
séquences d'assurer les cultivateurs à vendre
leur beurre à l'étranger.

Il est aussi partisan que quiconque se
consacre à la production agricole, mais les
cultivateurs rencontrent des difficultés très
graves : cherté de la main d'œuvre et de la
facilement observé que les cultivateurs qui se
voient ^{confrontés} à la protectionnisme et à la

utroux le droit protecteur, dont il jouirait au A.
guerre - Le Com^{te} de l'Agriculture entend et
l'Académie d'Agriculture se sont prononcés, et le
projet, le ministre ne peut que suivre leur avis
autorisé.

M. le Président demande alors comment est
né le projet et M. le Ministre des Commerce
~~et de l'Industrie~~ répond qu'il a été exposé l'accord entre l'agri-
culture et le producteur de M. Bligny - Le Dépar-
tement de Commerce et ne s'est fait à son
projet de une; l'Agriculture ne voyait pas, à
ce moment, d'inconvénient au projet; M.
Chéris, aujourd'hui, a une opinion différente
et, avec l'appui de M. Roux il vient déclarer
qu'il avait ses fautes et une atteinte à la
production lucrative - L'autre agriculture veut
produire beaucoup et à bon marché; elle faut
une grande stabilité et de larges débouchés en
France, avec des débouchés à l'étranger pour la
surplus de sa production. Et on n'aurait pas à la
fois ^{et par} production agricole un marché intérieur et l'extérieur
à un marché extérieur jamais on ne produira à
bon marché. Pendant la Guerre, on a été surpris
de voir qu'en certains régions, à la suite d'in-
suffisance d'engrais phosphatés et de manque de
bois pour le charbon, bien que la production
de bœuf ait diminué les fais soient restés les
mêmes - Par conséquent en augmentant la production
à doubler la production actuelle on ne double pas
le fais, et par conséquent, on diminue son
prix de revient.

M. le Ministre de l'Agriculture répond
à M. le Ministre des Commerce ^{ministre de l'Agriculture} (troupe) l'absence
d'un manque de main d'œuvre. Il est les affi-
cations de l'agriculture pour faire les va-
ches - Il faut donc inciter le cultivateur
à rester à la ferme; et si on prend une
mesure qui lui apporte une incitation il re-
manera à la production, qu'il a

122
Il est indispensable que le cultivateur retire de
ses produits ce qu'il gagne sa vie.

M. le Président fait observer à M. le Ministre de
l'Agriculture que les producteurs ont bien vu que
le projet ne leur apportait pas de garanties suffisantes et les
pousse.

M. le Ministre de l'Agriculture répond qu'il ne
peut lui demander de prouver la solidité de ses
projections jusqu'à l'appareil dont on s'est fait et qui
l'huile de sésame est sans doute très intéressante
et la margarine à l'huile chimique, mais
pour l'industrie et on a aucune garantie, selon lui.
M. Henri Roy demande quelle est cette production,
surtout à quelle sont les importations de beurre en
France.

M. Roustan, rapporteur répond, en indiquant que
l'importation de beurre en France en 1920
5016 ^{milliers de} quintaux métriques pour une valeur en
50694 millions de fr., en 1921 192176 ^{millions de} (qui valent
fr. 208.062 ————, en 1922 280.068 ————
fr. 218650 ————

M. le Ministre de l'Agriculture fait observer qu'il ne
voit pas la cause de la faiblesse et l'accroissement de la
représentation comme production nationale qui est
prohibée, et que les producteurs ont une idée
de production beaucoup due à la crise actuelle.

En ce qui concerne la production et on ne peut
pas produire pour pouvoir répondre à M. Roy
mais il faut admettre néanmoins qu'elle
est insuffisante.

M. Provost Demarchais demande si, pour
éviter efficacement la fraude il ne serait
pas possible de colorer la margarine, de
façon à la distinguer nettement du beurre.

M. Chapsal se montre surpris que les producteurs
aient attendu actuellement un ^{meilleur} résultat que
qu'il soit sous le régime de la loi de 1906
qui permet le sucre dans le même temps
où l'on achète de la margarine — ce serait

J

donc une pierre, même qui a été le ministre de
l'agriculture, que la margarine ne fera pas la
beurre.

Le rapporteur du projet M. Chancel, M. Mercier, un
homme très qualifié pour discuter de cette ques-
tion fait qui est dirigé 1150 fabriques qui vendent pour
300 millions et, ne vendent pas la margarine, peut
on dire, de beurre et de la margarine. Il est là une
constatation qui rassure au sein du théopâtre et on
pourrait dire qu'il estime que le régime de fabrication
n'ayant nullement inquiété les intérêts aux fa-
briques que M. Mercier, il faut le maintenir inattaqué.
Que soit cela le projet, - on l'a vu et vraiment
M. le ministre de l'agriculture estime qu'il est
dangereux, alors comme on ne peut vraiment le
maintenir la Cour Commune de la dégrader,
il faut pour un autre motif le projet. Le C^{te} ainsi
dérainé se pourra que l'indigne.

M. le ministre de l'agriculture répond qu'il n'a pas
qualité, seul pour dire ce qu'il croit ou ce qu'il
croit. Il lui faut bien l'entendre avec l'écou-
ler, M. D^{te}, mais il est facile de le voir? ce
divine à qui, personnellement il pense s'at-
tacher.

M. Chancel ajoute qu'il comprend très bien qu'on
ait pu, au jour d'origine des locaux séparés pour la
vente du beurre et ceux de la margarine, mais
actuellement, avec les prix des locaux qui sont
une telle exigence et qui était établie, arriverait
facilement en pratique l'abandon de la
vente de la margarine. Evidemment, ce serait
excellent pour le beurre!

M. le ministre de Commerce fait également
observer que c'est plutôt la question de quantité que
celle du prix qui intéresse, et ce qui est fait
pourrait être un moyen pratique d'encourager que
la margarine soit vendue sous le nom de beurre.
C'est là un problème technique qui relève du
Service des Pannes.

2. Pasquet demande donc quelles proportions la production nationale beurrière est contenue par la "Cohabitation" du beurre et de la margarine ?

M. Lemaître, ministre de l'Agriculture, répond qu'elle n'est pas connue actuellement, mais il craint pour l'avenir. Il fournira ultérieurement le Com. du Commerce les statistiques qu'on lui a demandées quant à la production nationale beurrière. Il a un autre intérêt à faire monter le prix du beurre et il est, d'ailleurs, persuadé que celui-ci diminuerait si on se préoccupait d'autant en ce moment de la crise laitière, et il ne faut pas en cette crise justement rajouter le fait de la concurrence des multiples de dégrèvement pour la concurrence que fait plus la margarine vendue en fraude de beurre.

3. Pasquet demande si l'on a autorisé l'exportation du beurre.

M. le ministre de l'Agriculture répond que la liberté d'exportation a été établie, et que par conséquent les produits agricoles étrangers, légumes, viande, etc. devraient protéger quoiqu'on ait dit, alors que les seuls exportations permises subissaient des droits presque prohibitifs. Depuis le 1^{er} Mars 1922 la liberté a été rétablie. Quand on aura réouvert la balance commerciale des produits alimentaires comme on l'a déjà faite pour les produits manufacturés, la situation économique sera certainement meilleure.

M. Boët constate que si l'on a importé du beurre étranger, c'est qu'il était moins cher que le beurre français, mais il craint d'être surpris que l'on a pu signaler la présence d'une faible quantité de margarine dans le beurre hollandais et danois. Il est si peu à cette cause qu'il a avec la France dont ne jouit le beurre étranger, du fait de leur prix inférieur ?

M. Roux, directeur des services sanitaires, lui répond qu'il est impossible de détecter la présence de la margarine dans le beurre au moyen

107
M. Cochet peut affirmer - les souvenirs sont les
petits qu'en 1901, dans les beurres sucrés et l'oléo-
dans il y avait 20% de margarine.

M. Chapsal estime qu'il ne faut pas prouver au
prix élevé du beurre - L'ou repart 18^e sous
l'industrie laitière se forme des 6 beurres et il y a
plus de lait pour l'enfant. L'industrie, c'est que le
service des familles trouve un moyen de distin-
guer la margarine du beurre et la question sera
tranchée.

M. le Président demande à M. le Ministre de
l'Agriculture qu'il agisse. Les uns n'ont que la
solution soit nette : ou bien on retire le
projet de loi à la C^{te} ou on l'accepte, ou bien
on le laisse à la C^{te} libre de le proposer. Mais, a-
juste lui si on exige la vente en margarine depuis
c'est la fermeture forcée d'un grand nombre de
petits boulangers ou la disparition du commerce
de la margarine.

M. Luján, représentant l'Inde suggère pour la
Bourse d'Amsterdam de demander à l'un peut
colorer la margarine sans la rendre nocive.

M. Roux, directeur des services vétérinaires, répond
qu'une seule coloration pourrait convenir pour le
circuit, celle en jaune, mais cette proposition est
couleur de certains beurres. L'huile de colza
endure rapidement - la coloration en rouge
par l'addition d'acide chlorhydrique.

M. le Ministre de l'Agriculture, répondant à
d'aucuns indique qu'il n'y a que 3 solu-
tions : on retire le projet ou l'accepte.

M. le D^{re} demande à M. Roux de faire
étudier pour le service la possibilité de colorer
la margarine de façon à éviter toute confusion
forte, ainsi que l'a suggéré M. Porrot.

Demandant la solution ne saurait qu'être
mandat, pour le service ou service national.
M. Cochet ajoute qu'il faut, en tout, prouver la
nécessité de chaque acheteur pour une coloration
très vive.

M. Monro, avant que M. le ministre ne
l'agriculture se retire lui donnee
dans quelles proportions le debet de nous a
pris notre place sur le marche anglais, et d'autre
part s'il est a craindre, que le faux au
change, les Anglais ne viennent a selever
notre beurre ?

M. le ministre de l'agriculture donnee une
meilleure position sur le P. point. Sur le 2^e point,
il peut affirmer qu'il n'y a pas eu au au
moment d'importer de notre beurre par le marche
anglais a la faveur du change.

M. le ministre du commerce et de
l'agriculture se retire apres que M. le
President les a remerciés de leur declaration.

Regleme^{ent} de la vente des terres a feu

La Com. entend ensuite une declaration de la
Commission d'armes, de M. Stienne, conduite par
M. Minart, de cette que, qui veut exposer le
desir des armuriers relativement a la proposition
de la Com. P. Le Roux, supportée par M. Foulhy

M. Minart donnee lecture d'un memorandum
et s'explique en disant que la
vente des armes doit être réservée uniquement aux
armuriers patentés, c'est-à-dire a tous les
marchands d'armes, et ceci en vue de supprimer
le commerce interlope de ceux qui trouvent
leurs

M. Delouche fait observer qu'on fait au ne
donne presque jamais l'autorisation de faire
d'armes et de vendre d'armes pour une autre
utilisation que abuse

M. Minart ne croit pas que l'on puisse
modifier grand chose a ce qui existe actuellement
et que la proposition ait un caractere formel.
Le seul remède en son efficace sera arriver
a la proposition l'autorisation de la vente par
tous autres que les armuriers.

(La delegation se retire)

Propriétés tendant à attribuer aux régions
économiques le caractère d'établissements publics.

M. Roustan donne lecture des rapports. Il admet
son travail en 2 parties : 1^{re} étude de la décentrali-
sation économique ou aux que se trouvent les régions ;
2^e Résultat des activités des régions économiques.
Celles-ci peuvent être classées en 3 régions - Ce qui autre
actuellement leur essor, c'est qu'elles sont privées de
la personnalité civile ; elles ne possèdent pas le carac-
tère d'établissements publics, et c'est à leur attribuer ce
titre que tend le projet de loi.

M. Roustan fait ressortir l'illogisme - si l'on peut dire,
de la situation actuelle qui fait que le caractère de l^{re}
fournissent de la personnalité civile quand elle sont
isolées, et qu'elle ne l'ont pas quand elles se groupent.
Pour prendre une seule note à titre d'exemple. Il
cite l'exemple de la 12^{me} région (franche) qui n'a
pu encore valoir les entreprises de création d'hôtels
pour la route des Alpes, - celui de la 14^{me} région (saône)
qui n'a pas de même même à Lyon en ce moment
général sur Rhin entre Huningue et Strasbourg,
celle de la 4^{me} région, qui s'occupe de l'attribution des routes en
la Bretagne. Tous ces travaux sont ou vont
être faits de fait que les régions se voient opposer quand
elles cherchent à surmonter cette question préalable :
n'étant pas des établissements publics, elles ne peuvent avoir
de concessions. La conclusion est donc qu'il faut au
plus tôt leur attribuer ce caractère, et M. Roustan
demande à la C^m des propositions exprimées de vote sur
le projet.

M. Chapral demande de quelle manière les
régions pourraient quand elles auront le caractère
d'établissements publics.

De toutes les ressources dont disposent les
communes, M. Roustan répond M. Chapral fait observer alors que n'ayant que les
recettes mêmes des communes, et celles-ci fournissant
le tiers de la région à leur profit et le reste pour
l'ensemble, n'est-ce pas une suggestion ?

possibilité d'accorder aux régions la faculté de créer ces ressources directes par des centimes, annuels
le tout réglé par la loi de 1890.

Kaplan que l'Assemblée doit à être qu'un
économique, et qu'elle s'occupe de politique et ne porte
ce ne pas briser le cadre départemental.

M. Roustan rappelle M. Chapuis. Il est
millement questions de touches au département. La
réforme n'a qu'un caractère purement économique.

M. Henry demande pour appuyer les observations
de M. Chapuis, si les départements, maintenant, ne
pourraient pas affecter une partie des centimes de
la loi de 1890 aux régions?

M. le Président répond qu'il n'y a rien d'atten-
dre sur ce point et ne pas imposer cette
obligation. La réforme suivra d'elle-même,
peut-être un peu plus tard, mais elle sera faite pour le bien de
l'impôt actuel.

M. Roustan est donc autorisé à se retirer.
Demande à déposer son rapport.

La séance est levée à 17 h. 15.
Président, Secrétaire,

Henry Roy

Commission du Commerce

Lance du mercredi 14 mars

Présidence de M. Clementel

Membres présents: Mm. Clementel, Prindt
Billiet, Bouvier, Buisson, Chapsal, ^{Delmelle} Cadet, Cognat, Foully,
Marssot, Kasquet, Philip, Mayoux. Provisoirement Dumas
Lagrange, Poudon, Lere - Roy.

Prop. de M. Delchamps modifiant l'art. 106 du C. de C.^{de}
M. Prindt donne communication d'une lettre de M. Ruffet
rapporteur, transmettant son avis sur une délibération de la
C. de C. de Lyon - Cette dernière s'élève contre la possibilité
pour le président du Tribunal de déposer facultativement le serment
aux parties et est l'appel à l'impudence de personnes autres
que les destinataires et les transporteurs. M. Ruffet
demande à la C. de C. de passer outre à la protestation de la
C. de Lyon et de maintenir la décision première.
M. Cognat fait observer que la C. de C. des Douanes, pour
l'organe des rapporteurs, M. Vieu, a adopté le fait de
ne de la Chambre de C. de Lyon.

M. Mayoux croit que les juges exigent ou l'exi-
geront pour le serment suivant les régions, ce qui est
déjà à l'égard en difficulté; mais il ne pense pas
qu'on puisse exiger le serment de l'expert, car celui-ci
soit qu'il soit un honnête homme, et le fait de
fêter le serment n'apporte pas une garantie supplémentaire.
M. Roy ne pense pas qu'il y ait obligation de fêter le serment
atmosphère beaucoup le procédé, et d'ailleurs, selon
l'usage de 90% des cas, le juge dispense du serment.
M. Lere fait remarquer que, actuellement, dans
toutes les expertises le juge a le droit de faire prêter
le serment.

Finalement, la C. de C. maintient ses décisions
préviées dans les précédents; on demandera toutefois
à M. Ruffet de s'entendre avec M. Vieu et de si-
férer ensuite, s'il y a lieu, un rapport supplémentaire.

rapport hebdomadaire
 Prop. Louis relative au rapport des clercs avec les
 Offices ministériels -

La Commission, sur la prop. de M. le Directeur,
 adopte les conclusions du rapport de M. Bismarck-
 Chappuis, au nom de la C^m de Législation,
 par conséquent repousse la prop. de l'abbé
 Louis en admettant toutefois le principe
 d'un repos compensatoire un jour par semaine
 dans le cas où le clerc aura procédé le dimanche
 à une adjudication -

Sur la prop. de M. Codet la phrase finale
 de l'article unique : "Le jour sera fixé par le préfet,
 sur la demande de l'officier ministériel, est
 supprimée -

M. Roustan, rapporteur pour avis, supplé-
 ant à l'absence de M. le Directeur, se retire de la
 décision de la C^m -

Règlementation de la Vente, Cession et usage des Cultures
Mathématiques

M. Mazurier, rapporteur pour avis, donne lecture
 du rapport sur le projet de loi au fond par M.
 Catalogue au nom de la C^m de Législation -

M. Mazurier indique qu'il a vu M. Catalogue
 et qu'il est d'accord avec lui pour proposer l'adopi-
 tion du projet, avec une légère modification
 aux art. 1 et 3 -

Cette modification consiste à l'art. 2, à substituer
 à l'expression "sans une prescription" ^{la phrase} "sans une
 demande écrite faite", et à lire ainsi l'article : "Aucune vente
 ou cession de culture minière ne peut être faite
 sans une demande écrite - etc." car les vétérinaires
 docteurs en sciences, etc. auxquels la loi est destinée
 ne prescrivent pas. L'art. 1 a pour but de mettre
 la loi en concordance avec la disposition nouvelle
 de l'art. 2 et il ajoute, par conséquent, à l'énuméra-
 tion des docteurs en sciences, vétérinaires, etc.
 ceux des vétérinaires, docteurs et ne fait mention, à l'art. 2,
 M. Mazurier a soutenu à propos son avis -

38

Communication de M. Chomel, P.^r du Comité Ré-
publicain de C^{ie} en ces Indes

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. Chomel,
Président du Comité républicain du Commerce et de
l'Industrie, protestant au p^r du monde de sa fi-
délité contre le classement dans les industries de luxe
des industries de la cuisine du Nord-Est.
Cette lettre est renvoyée p^r examen à M. Lave-

Communication de M. Chapal des le remplacement
de la ~~taxe~~ de Statistique et de divers taxes accen-
tués par une taxe ad valorem sur les marchandises
importées

M. Chapal expose à la Com. que l'art. 49 de la loi
de finances supprime les droits de Statistique, la
Lave p^r le développement du Commerce extérieur,
qui au fait est attribué à l'Office national du
Commerce extérieur, le droit de permis en ce qui
concerne l'exportation, le droit de traite p^r les
acquets à caution, les taxes de plombage et d'ém-
ballage et les redevances pour dérogations aux
entrées et sorties, pour les voyages par une taxe
unique ad valorem de 0.10 sur les marchandises
importées, taxe qui s'ajouterait à celle de 1.10
qui existe déjà à l'importation.

Les taxes existant actuellement avaient
été fixées suivant la nature et l'importance de ces
opérations imposées aux douaniers, c'était une
liste de rémunération de leur effort, mais l'ad-
mⁿ des douanes a fait valoir que ces taxes appor-
taient aux opérations une g^rde complication et c'est
pourquoi elle a demandé leur suppression et leur
remplacement par la nouvelle taxe ad valorem
de 1.10 centimes.

Son droit, il aurait de perdre les opérations
cela donne plus simples et plus rapides, mais il
faut voir les dépenses de la réforme projetée.

Les taxes actuelles s'élevaient 40 millions -
 La taxe nouvelle passerait certainement l'in-
 crement en faveur, et surtout les ~~matières~~
 par la répercussion sur le coût des matières
 premières - Il est évident que nos produits ma-
 nufacturés, à la sortie seront haussés de
 20 centimes, par la hausse de la matière
 première - D'autre part, on aboutit à des
 écarts considérables - Ainsi, actuellement
 pour le coton, les taxes de statistique et
 autres droits passent cette matière à un droit
 total de 30.66 - par balle - Avec le
 nouveau régime le droit ^{ad valorem} ~~(droit)~~ ^{porté} à
 322⁺ - Pour 100 balles de coton on a calculé
 que le taux ad valorem représenterait 17 fois ^{1/2}
 le montant des taxes actuellement perçues.

Pour la laine, les droits seraient de 100⁺ -
 Pour le café, 1 tonne valant 500⁺ paye
 actuellement 5.20 elle paierait 10⁺
 Pour les machines agricoles, la taxe qui est
 actuellement à 0.50 par 1000 Kilo attein-
 drait 8⁺ - Pour les fûts de bois, le taux s'ele-
 verait de 0.50 par 1000 R. à 2⁺ - Pour les
 fruits oléagineux de 0.50 à 7⁺ également

Pour conclure, il semble donc que la
 présence d'une transformation dangereuse
 qui tendrait à faire passer sur notre
 marché français une proportion de cherté
 exorbitante. C'est ce qui ne saurait pas, si la
 mesure n'est pas débattue avec les
 acheteurs, les exportateurs, étrangers.

Il y a intérêt à simplifier la tâche
 de la douane, il importe par contre de ne pas
 surcharger le commerce français

C'est pourquoi la Commission douane a
 proposé la disposition de l'article 49
 de la loi de finances, etant entendu qu'un
 projet spécial sera déposé ultérieurement après
 étude de ce point particulier.

M. Chapuisat propose à la Com. de Commerce ce
prononce également en faveur de cette disposition.
M. Blinval, Président, rappelle sous quelles condi-
tions a été établie la taxe pour le développement du
Commerce extérieur; c'est lui-même qui en fait
l'initiation, et elle est très importante pour notre
offre nationale au Commerce extérieur. De même
la taxe de Statistique ne saurait disparaître
sans inconvénient. Sans l'œuvre actuelle
européenne et sans le but au moins maintenant
de deux taxes. Par ailleurs, il était savoir que
M. Henry Driancourt ne fera pas grande opposition à
la disposition.

M. Bagnat ajoute que l'Assemblée des Représentants de
Chambre de Commerce, le 11 nov. 1922, a émis le
vœu que le produit de la taxe pour le développement du
Commerce extérieur soit maintenu.

M. Chapuisat expose alors son système de remplace-
ment qu'il a imaginé et qui lui paraît très
simple; il ne nécessite aucune opération compli-
quée et ne fait passer aucune marchandise
qui ne supporte pas déjà un droit de douane.
Il s'agit d'un cas supplémentaire de 0.01 sur
marchandise déjà frappée d'un droit de douane.

Actuellement ces marchandises supportent ^{même} alle-
ments le double de millions. Sur portait de
0.02 la taxe qu'il propose n'aurait que 40 mil.
lions de remplacement. Le système aurait
Parantages: 1° d'exemption complètement de
matières premières; 2° de l'abolition du droit de douane
sur la taxe sur la contenance des
de la politique économique 3° elle ne passera
la marchandise qui a l'outlet; 4° elle n'est pas
soudée à la taxe actuelle de 1.10 qui peut dis-
paraître. Mais qui concerne l'Office national du
Commerce extérieur, l'autre domi qui actuellement 22%
de l'exportation à cet Office ne peut décider que la taxe
de 2 millions ira également à l'Office 22%
M. Bagnat se rallie volontiers au système

que nous s'opposent à Chapuis, mais il
voudrait que tout au moins fût main-
tenue en droit de statistique et l'exportation
et sur les marchandises qui entrent en
franchise. Cela permettrait peut-être de
ne majorer que de 0.01 au lieu de 0.09
M. More ajoute que, même dans l'intérêt
du Commerce extérieur c'est faux mais
devant la taxe de statistique, c'est si peu
importante peu, l'on n'aura pas suffisamment
d'argent pour la reprise de la Chapuis.
M. le Président estime également qu'il
conviendrait de maintenir la taxe pour Commerce
extérieur; on pourrait ainsi alléger la taxe de
statistique et se contenter d'une taxe sou-
verne à l'importation de 0.01.

Toutefois, il n'est pas approprié de prendre
une décision quant au système à adopter
actuellement, actuellement, étant donné
surtout que l'admission des Domaines, comme
M. Chapuis l'indique, expérimente sérieusement
le système ^{proposé} ~~proposé~~, mais d'ores et
dès l'instant peut se prononcer en faveur de
la disjonction, comme l'a fait la Com.
des Domaines.

Si le ministre combat la disjonction,
M. Chapuis aura mission de parler à la
tribune au nom de la Com. des Domaines
pour soutenir la disjonction.

(Haut ainsi décidé)

Commerce des mines. La Com. combattant le
retard de la commission quant à la proposition
de M. Paul Le Douar, chargé son rapporteur,
M. Foully, se lui présente un rapport supplé-
mentaire pour la prochaine séance.

La séance est levée à 17 heures 1/2
Le Président. Le secrétaire.

Séance du 11 Mars 1921

Présence de M. Delahaye
vice-président

Sont présents:

M. Delahaye, Président Bouvier, Chapuis,
Cordet, Coignet, Rivet, Foulhy, Herry,
Mondot, Maguères, Robert Dumarchay,
Duska

Prop. de M. Delahaye sur l'obligation des
voituriers d'accepter la destination de l'ami-
cable des colis

M. le Président fait part d'une commu-
nication verbale de M. D. Delahaye qui
demande à la C^{on} en C^{on} de bien vouloir
rapporter favorablement sa prop^{osition}, bien que
elle ne doive en partie recevoir satisfaction
pour l'homologation prochaine par le Comité
de la même pièce par le Conseil et qui consiste
à ratifier la disposition proposée pour les
voitures. M. Delahaye fait observer que
la même pièce ne s'applique ni les C^{on} de car-
gaison, ni les transports par eau, ni les
transports par terre (voitures) et ce par ce
qu'une telle loi est applicable en la
matière d'un décret homologué suscitée
d'être rapportée.

M. Coignet combat la prop^{osition} de
demande que l'on s'en tienne à la décision
prise antérieurement, le décret de quel on
n'est pas très prochainement.

M. le Président fait observer que l'on
ne peut trancher la question en l'absence
du rapporteur, M. Ruffier. Ce dernier est
actuellement malade. A la suite de
vacances de l'équipe, la C^{on} mettra la question
à l'ordre du jour et la discussion en sera
rapportée tout au plus prochainement.

Prop.^{re} uen. Paul Le Roux sur le Commerce des Armes
 de Fouilly, rapporteur donne lecture d'un
 rapport, en disant d'avis son assemblée de la
 d'après cet. prop.^{re}, avec quelques modi-
 fications.

Une discussion s'engage alors sur chacun
 des articles.

À l'art. 1^{er} qui oblige au poinçonnage des
 "armes, armes prohibées, telles que revolver, Brow-
 ning, etc." après une intervention de M.
 Chapsal, Drivet, Roustan, Bodeh, le
 Com.^{re} décide que la prop.^{re} ne devant être
 que les armes à feu de poche, il enjoint de
 supprimer les mots et et armes prohibées par
 remplace l'art. proposé par le suivant:

"Toutes les armes à feu de poche, notam-
 ment pistolets, revolvers, Browning, scout-
pot reconnus..."

Pour la prop. de M. Roustan, le Com.^{re}
 décide également de ~~laisser à la Commission~~
 qui pourraient empêcher la vente de ces armes
 non seulement les armes armées, mais tous
 les commerçants inscrits au registre du
commerce.

La Com.^{re} décide également de sup-
 primer le § 2 de l'art. 1^{er} relatif à la
 licence d'achat, qui pose la question du
 sort d'armes, estimant qu'il s'agit de s'oc-
 cuper des conditions de vente par le com-
 merce - Il est également maintenu

À l'article 3 l'obligation prévue
 au § 1^{er} pour les commerçants qui vendent
 des armes, d'avoir un registre spécial,
cote, passé par le maire et le com-
 missaire de police ai devront être inscrits les
noms, qualités et adresses des acheteurs.

Pour la proposition de M. Boigues et
 des Bouvieri il est décidé que les maires et
maires devront conservés une liste à jour de

commerçants vendent ces armes, qui auront été inscrites au registre spécial -

A l'article 3, la Com.^{te} décide que la raison de l'arme ne pourra s'effectuer que contre la preuve fournie des faits par l'acheteur de son identité, et à défaut de cette indication, l'acheteur devra se faire accompagner de 2 témoins qui auront à justifier de leur identité.

Sur la prop.^{te} de M. Roustan il est admis que les acheteurs et témoins devront signer le registre spécial.

A l'art. 4, M. Roustan fait préciser que l'autorisation de vendre aux mineurs devra être donnée par le père, la mère ou le tuteur sur papier timbré, légalisé.

Il n'est rien changé à l'art. 5 qui porte 4 sanctions pour infractions à la loi (16 à 100^e d'amende et 6 jours à 3 mois de prison).

A l'art. 6 qui prévoyait que la loi serait applicable en Algérie et aux colonies, M. Chapsal fait observer qu'une législation spéciale régit l'Algérie et croit-il la Corse. Il serait donc prudent, avant de le proposer sous la forme de décret au préfet, et s'il n'existe pas ce département, en supprimer purement et simplement l'art. 6.

L'avis contraire, la loi ferait d'une main spéciale, il sera bon de mentionner que rien n'est changé en ce qui concerne la Corse, à ce régime.

Il n'est rien décidé de la loi.

Sur la demande de M. Roustan en article supplémentaire et ajouté stipulant que l'art.

ministres, Douaïg et le commissaire pro-
tels ne pourront vendre les armes (ainsi
usuellement et aux seuls armuriers ou com-
merçants inscrits au registre des armes).

Les propositions sont ainsi modifiées, M. Foully et autres s'ajoutent son rapport.

La séance est levée à 18^h.

Le Préfet

Belouin

Le Secrétaire,

M. Roustan

Séance du 28 mars 1903

Présence act. selon le
vice Président

La séance est ouverte à 16 h

Sont présents: num. selon le Président

Billet, Bapsal, Eysolras, Hervey, Foulhy, Maudo,
Marasch, Philip, Roustan, Kere.

Exposition des arts décoratifs et industriels - M. Kere donne
lecture des faits, favorable aux projets.

M. Delorscle, président. Demande que l'on ne
donne la décoration des Parcs et jardins (adopté)

M. Hervey craint que le rapporteur n'ait un peu trop
insisté sur le côté pessimiste en ce qui concerne notre
situation en fait de ces arts décoratifs et que ce rapport
de ce fait, soit exploité par nous à l'étranger.

M. Bapsal estime également que le tableau
est un peu pessimiste au sujet - Depuis le premier un mou-
vement s'est produit en France en faveur
de la décoration - L'on a abandonné la voie qui
consistait à copier uniquement les anciens modèles et
l'on s'est en accordant, il y a un effort heureux à
certaines. Dans les grands magasins notamment
on peut se rendre compte que nous ont pris nos
décorations modernes et les petits marchands de
meubles ou de statuaire ont également renouvelé
leurs modèles.

Il est aussi nécessaire de faire une place dans
l'exposition à tout ce qui concerne la forme de la
ville (par ex. l'ornementation des bords de
rivières ou canaux), ceci pour rentrer dans le plan
qui est par conséquent qu'on s'occupe de la décoration
des jardins.

M. Kere, rapporteur, déclare qu'il tient à
compte ces observations, échangées, en atténuant les expres-
sions "trop morose", selon le mot de M. le Président et
en introduisant quelques modifications concernant les

l'avis est ensuite adopté et la seule autorité à le déposer -

Prop. Lennie re le repos hebdomadaire des clercs dans les administrations -

M. Roustan ayant demandé s'il n'est pas chargé de l'avis à donner sur la prop. M. Henry accepte de rédiger cet avis, conformément aux conclusions adoptées par le Com. dans sa séance du 14 mars.

Dispense de l'immatriculation au registre du Commerce des sociétés coopératives agricoles -

Avant qu'une décision définitive soit prise sur la question, le Com. charge M. Roustan, rapporteur d'aller au ministre des finances pour poser une fois pour toute quelle attitude il entend prendre vis-à-vis de ces sociétés, au sujet de leur exonération de la taxe de timbre d'affaires. Si une décision favorable du ministre intervenait et que les seuls dépens de cette taxe, il est évident qu'une loi nouvelle les dispensant de l'immatriculation sera à peu près sans objet -

Projet tendant à l'obligation de l'inscription, des papiers de Commerce de l'immatriculation au registre du Commerce -

M. Roustan, rapporteur, indique que le Com. lui avait retourné avec certaines modifications aux importants, mais qu'il propose, d'une manière finale, d'adopter pour éviter de nouveaux débats dans ce vote de cette loi.

Tout d'abord la Chambre a débattu et l'expression générale employée primitivement de "tous documents à destination du public", une énumération s'ajoutant aux papiers sur lesquels doit figurer la mention - L'article devient donc: "Tous actes, ... etc. et leur mention dans les factures, lettres, notes, documents, tarifs, annonces et prospectus... le nom du tribunal de Commerce où ils ont été immatriculés..." - Cette modification est adoptée par le Com.

La Chambre a supprimé également la 2^e énonciation

et l'art. 1^{er} relatif à l'effiçage. M. Roustan propose une
règle sur cette section qui a ce qui sera même claire et
logique soit comme règle cette question (adopté)

La Chambre a supprimé l'art. 2 qui portait que
les contraventions seraient constatées par les agents des
enregistrement, des douanes, de la répression des
fautes et des infractions des pharmaciens.

Le fait, la loi ne chargeant personne de
constater les manquements c'est le droit commun
qui va s'appliquer.

M. Chapuis estime que c'est là un point sur lequel
il importe de souligner spécialement dans le amendement
si le Sénat ratifie ce projet ne sera les agents de la
police générale des États pourront relever les contraventions.

M. Leve fait observer que ce seront les seuls qui
ne les relèveront pas, car on ne voit guère les agents de la
police établis dans les cantons pour une surveillance de
l'impression des papiers de commerce.

M. Chapuis répond que c'est précisément à quoi
aboutit le vote de la Chambre, et le Sénat en le votant
avait à l'esprit, mentionner les agents des enregistrements
et des douanes, estimant qu'ils étaient plus qualifiés
pour faire rapport la loi en question que les agents de la
police - les laissons à cet égard les commissaires
constater tous le droit commun ou les créer une
situation pire; ce n'est certainement pas ce qui a
voulé la Chambre, c'est à quoi cependant elle
aboutit par son vote et il faut l'indiquer dans
le rapport.

M. Hervey estime aussi que le régime du droit
commun sera celui de l'arbitraire brutal et de la
fantaisie.

M. Chapuis propose comme M. Roustan
d'adopter la suppression de l'art. 2 votée par la Chambre,
pour ne pas retarder l'application de la loi, mais
l'expérience montrera les effets de l'absence de
régime et il ne convient pas de revenir sur la
décision.

La Com.^{me} décide donc de supprimer également l'art. 2

mais en faisant toutes réserves sur le vote de la Chambre
et en se proposant de prendre ultérieurement toute décision
que fournira d'elle l'expérience.

L'art. 3 visant les ambulants n'a pu être modifié.
H. a décidé qu'une phrase explicative sera introduite dans
l'annuaire pour indiquer que la loi s'applique tous les am-
bulants sans exception.

Al'art. 4 la Chambre a supprimé la sanction apportée
par le Com. du C. qui avait prescrit qu'aucune action
ne pourrait être introduite devant un trib. de C. si
l'as n'était pas matériellement enregistré au C.

M. Laroche proteste vivement et cette décision
de la Chambre et M. Roustan estime également qu'elle
est fâcheuse, mais peut-être la forme adoptée par le
Com. était-elle un peu brutale, et M. Chapuis est d'a-
vis qu'on pourrait introduire la sanction non pas sous forme
briève d'une défense, mais comme une exception de
procédure.

M. Roustan appuie la proposition. Il ajoute qu'il
conviendrait pourtant de voter sur quel la loi, mais en même
temps on pourra présenter une proposition distincte modifiant
l'art. 61 du Code de procédure pour y introduire l'exception
déjà faite de nos communications au registre du C.

(Adopté) - M. Laroche ^{insiste qu'il sera} la mettra en rapport, il le
rapporte avec M. Payer, rapporteur de la Chambre (Approbation)

Al'art. 5 la Chambre a introduit une modifica-
tion concernant les listes électorales des Amérindiens -
que M. Roustan propose d'adopter - (Adopté) sur le projet
de M. Laroche et sera insérée dans l'annuaire que
l'as a entendu voter les "Amérindiens en exercice"

L'art. 7 porte 6 mois, au lieu de 3, le délai pour la
promulgation de la loi, pour son application - Cette modification
a également été adoptée ainsi que la suppression de l'art. 8 qui avait
trait à l'obligation d'affichage.

M. Roustan est autorisé à déposer son rapport
en l'insérant les observations échangées.

Expédition Canadienne - M. Roustan est autorisé à déposer un avis
favorable au projet relatif à l'Exp. Canadienne en France.

La séance est levée à 17^h 30

Le Secrétaire,

J. Laroche

Le Président,

M. Roustan

Le 16 mai 1923

Présidence de M. Clémentel

Tout présents : M. Clémentel, Président
Maurice, Bouhaux, Chapsal, Coder, Deloncle,
Duboult-Weber, Foully, Jean Philip, Mandel,
Marsot, Maguier, Mollat, Pérois,
Pérot, Lemaire, Marcel Regnier,
Roustan.

La séance est ouverte à 16^h 45.

Nominations d'un rapporteur

M. Duboult-Weber est désigné
comme rapporteur du projet de loi relatif aux
réseaux téléphoniques en Alsace-Lorraine
(après le 1^{er} mai sous le no 344)

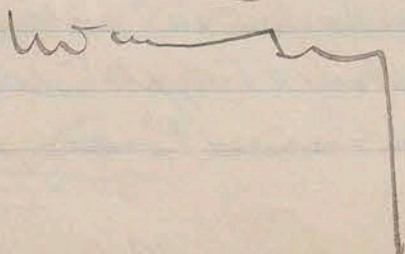
Assemblée plénière. L'attention est attirée sur
cette question qui sera remise à l'ordre du jour
pour être traitée en même temps le représentant
haut des ministres de l'Intérieur, M. Charmet,
directeur des Archives au ministère de
l'Intérieur, M. de Foras, M. Fernand David,
M. du Tourmaire et M. de Jouvencel.
Congrès de Rome. M. le Président fait un
rapport de ce qui s'est passé au Congrès de
Rome où il était délégué en la France.

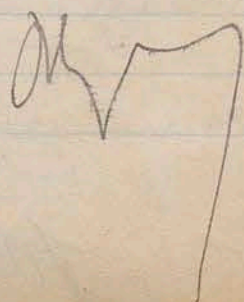
Il conclut en indiquant que si on a pu
l'impression que ^{l'action de} notre pays pour la paix
est en général bien vue et comprise.
L'étranger et qui on peut espérer d'heureux
résultats, des délibérations qui ont eu lieu
à Rome, tant pour l'avenir de la France
que pour la paix du monde.

La séance est levée à 17^h 15.

Le Président,

Le Secrétaire





27

Séance du Vendredi 18 mai 1923.

Présidence de M. Clémentel

La séance est ouverte à 15^h

Sont présents: MM. Clémentel, Fédor, Chapot, Coignet, Hervey, Mando, Mascaraud, Mollard, Serre, Thiviers-Buridard.

Organisation du Crédit hôtelier

Assistent à la séance pour être entendus contradictoirement avec M. Mollard, auteurs d'un contr. projet

M. M. Charmeil, Directeur du Crédit au Ministère du C^{te}
de la Marche, Inspecteur G^l du Crédit
de la Gorse, Secrétaire f. du Comité d'Initia-
tive du Crédit hôtelier

Barrier, Préf. de la Chambre N^{le} de l'Alsace
Fernand David, Secrétaire, Préf. de l'Office national
de Tourisme

Hugues Le Roux, Préf. de la Chambre de Commerce au
Sénat

M. le Président expose en quelques mots le but de cette
séance exceptionnelle. C'est M. Mollard qui a eu
même demandés à être entendus des contr. projet;
le ministre du C^{te}, de son côté, a fait le Contr. d'écouter
également les représentants du ministère pour exposer le f. de
gouvernement. La question est urgente et il est important que
la Com^{te} de finances qu'il s'agit de, comme à Paris
de la Com^{te} du C^{te} qui aura à donner un rapport et
avoir entendu les deux thèses en présence.

M. le Président donne donc la parole à M. Mollard
pour l'expliquer son contr. projet.

M. Mollard expose qui a divers reprises le Comité f. des di-
partement (le savoir) s'est préoccupé d'abord au regard
pensées tourmentées; il a lui-même reçu du maire
de Chambéry une lettre indiquant que la Commune
avait disposé à contribuer avec la Commune de la
région de la Chambre de Commerce à l'organisation de

Crovi. hotelier, le traîner de l'univers elle-même après un délibé-
ration à la majorité pour le vote d'un ^{emprunt de 10} millions ce qui, dont le capital se-
rait remboursable en 10 annuités, à 8.317. - Devant ce mouvement,
M. Mollat a pensé qu'il fallait ramener le concours de tous ceux qui
s'intéressent au tourisme, C'est de la même façon, hôtels, communes,
Chambre de C^{te}, particuliers et après avoir longuement étudié la
question et a déposé d'abord un projet, - ou plutôt un projet, - le 17
février, car il ignorait à ce moment le projet voté par la
Assemblée et qui a été incorporé dans un article de la loi de
finances. Il avait alors demandé qu'un rapport des ministres
du C^{te} existât sur cette question, mais malgré les sollicitudes, il n'a
pu en avoir connaissance au ministère et il ne l'a connu
que par le C^{te} de la Chambre.

quoiqu'il en soit le projet de fonder ne s'arrête pas, relay
lui aux préoccupations de la Chambre de Commerce de
Aix-les-Bains - Il paraît alors rapidement en vue le mécanisme
de ce projet, dont le but est surtout d'organiser les hôtels
Il y aurait un Comité Consultatif Central et des Succursales
Le Conseil d'Administration - en réalité la Banque Hôte-
lière, - serait composée d'ingénieurs, d'hôteliers ou anciens
hôteliers - Il importe donc de s'occuper avant toute chose
cette Banque, les moyens d'action, son champ d'opérations
et leur nature - Il n'a pas encore eu de consultation
complète, mais il sait que c'est une banque créée pour
aider les hôtels existants, avec un capital de 500.000
et qui a déjà fait pour deux millions d'opérations (es-
comptes, prêts, etc.) et rendre, il faut le dire, de grands
services. Son Conseil d'Adminⁿ compte les directeurs de son
1^{er} groupe hôtelier de Paris -

mais, dit le Holland, le tourisme a une
pas seule ment l'hôtel, on a en grand le projet de le
surtout le rendre étroit. Ce qui importe c'est un seul
ment l'amélioration et l'industrie hôtelière, mais l'a-
meinement de la région au point de vue touristique. Or,
dans une région comme Aig. le, Brian, où il y a beau-
coup d'hôtels on n'a guère fait grand chose au point de vue du
tourisme, on peut même dire, par exemple, que dans la
région du Lac du Bourget, par exemple, il n'y a rien de
vraiment remarquable, tout est organisé au point de vue des routes et de

les mises en valeur de la région

Donc au projet du jour, tout a fait insuffisant, le M. Daud appose le sien qui, sans méconnaître l'hôtel, se préoccupe surtout du tourisme. Il n'est pas bon, d'ailleurs, de susciter une concurrence trop éparse aux hôtels existants déjà en ^{en} existence d'autres à venir s'installer auprès. Son projet se résume en 2 idées simples : faire appel à tous ceux que le tourisme intéresse et créer à la tête de l'organisation une sorte d'Office National qui recenser la subvention. Actuellement déjà 20 millions disponibles provenant des bénéfices réalisés par la Banque de France dans ses opérations l'année avec l'Etat ; dont 5 millions ^{de ces} forcément devraient aller au crédit à court terme et 15 millions au crédit à long terme. Il faut les répartir entre les caisses locales, qui devraient avoir une annuité établie par programme approuvé par l'Office Central. Elles ne devraient se subvenir à l'Etat qu'à la condition d'avoir reçu au moins par moitié des subventions locales et régionales et d'avoir leur programme entièrement approuvé par l'Office.

Il existe actuellement déjà un Office des Tourisme présidé par M. F. David et des Banques populaires. Le projet en question ne pourrait en rien nuire à ces organismes, ni le gêner en quoi que ce soit. Il demande à la Com. de l'Étude et de l'Adoption de passer à celui du fait qui ne vise qu'un côté de la question du tourisme : le problème hôtelier et par conséquent ne s'occupe pas le problème de toute l'industrie.

M. Rarnaud, directeur du Crédit défend alors le projet du gouvernement. Il fait observer que l'article de la loi sur les finances instituant le crédit hôtelier prévoit nettement l'emploi des 20 millions dont a parlé M. Daud.

Il y a longtemps que ce projet est étudié. Au 1^{er} projet, - trop vaste, avec des moyens d'action trop limités, - a dû être abandonné. Il faut actuellement le contourner de celui, plus modeste, voté par la Chambre.

Le crédit hôtelier doit être commercial, hypothécaire, industriel. Excessivement technique il ne peut être appliqué que par des techniciens et non des banquiers ordinaires.

Il doit comprendre 2 compartiments : le crédit à court terme, le crédit à long terme, ce dernier étant destiné aux améliorations, développer ou entretenir des hôtels. Il ne peut être prêté qu'au moyen d'obligations.

Le goût hollandais n'est pas sectaire avec l'Alcazar, mais avec moyens et
faibles listes; qu'il vise à améliorer ou aux des constructions d'autres

M. Armand Rapelle qui a des idées justes sur le fait le plus
à long terme, lors de l'organisation des banques populaires pour toute la
la difficulté de constituer la technique. En matière de banque, l'acti-
thérialisation est un danger, et si la spécialisation doit se faire
par régions, le danger est multiplié. Il n'y a pas à avoir
un organisme unique, centralisant le fonds et les distribuant
les principes tout au long de la loi des banques populaires. Il y a
à Paris une Banque d'Hôteliers fondée sur ces principes
Il a donc suffi de l'admettre à elle pour constituer l'organe
Central unique cherché. Ce qui lui fait, un fonds et un
capital à 5000.000 et en plus de crédit à court terme
garanti par le warrant. Il lui donne l'autorisation de
fournir du crédit à long terme. Si le projet de banque au profit
hôteliers, est une chose dans le tourisme, l'hôtel est la partie
essentielle à combler. Il faut savoir se limiter et prendre
le problème par son côté étroit. Le projet est donc par trop
étroit, comme le pense le hollandais, c'est celui qui est trop
étroit. Au point de vue national, au-dessus du crédit local
il y aura un organe central, le Comité Centralisé - si l'on
représente le Comité Centralisé - et qui sera élaboré un
programme. Cette tâche ne sera pas dévolue à la Banque
Il y aura, en plus, des Comités régionaux qui feront les
rapports sur les hôtels existants et l'encouragement qu'il y a
à leur d'accorder à chacun. Le Comité Centralisé aura donc
un rôle directeur et un rôle de contrôle, la Banque n'aura
qu'un rôle d'exécution.

Pour se retourner le projet n'est pas voté, mais il
vite a obtenu un résultat immédiat.

M. Fernand David a porté à R. Com^{te} le dossier de l'Office National du Tourisme dont il est président.

Les conclusions, dit-il, vont à peu près être ce li.
Charmail, et on y est arrivé finalement, après deux
séances. - Le programme de M. d'Alond lui semble
assez à M. Charmail, très vaste. Faire des aides, habiles
et sévères officiels; pour faire des aides. Toutefois il
faudrait les ressources immenses dont dispose l'état

L'Office National du Tourisme a donc examiné avec bien-

vidant le projet en fait. Il n'y a que 2 observations à présenter: 1° dans le Comité Consultatif, pour subvenir tout projet et l'achèvement, devant figurer à côté des hôteliers qui devraient être toutefois la majorité, et représentant des intérêts nationaux (O. de commerce, etc) 2° Que pour ne pas s'occuper uniquement des intérêts - et l'intérêt même des hôteliers intelligents est la multiplication des hôtels dans des endroits judicieusement choisis -

Pour conclure, le projet hollandais serait trop long à faire voter et à réaliser; il faudrait attendre de longues années. Cependant moi-même bien venue peut-être, le projet du savoir est viable même - d'instaurer -

M. de la Gorce, apporte l'opinion du Comité d'Initiative du Crédit hôtelier. Aucune des personnes qui sont ici, dit-il ne fait partie de la Banque des hôteliers.

M. le Président souligne que d'ailleurs cette banque n'est pas une affaire privée, mais une banque publique, du système coopératif.

M. de la Gorce poursuit en énumérant les noms et qualités des personnes qui font partie du Comité d'Initiative. Il ajoute que le Crédit hôtelier n'est jamais à l'hôtellerie parisienne qui n'en a pas besoin. Le Crédit hôtelier s'adresse aux hôtels de province, plus distants et il est donc très fait actualité. On ne saurait donc enlever à aucune suspicion à l'égard de la Banque des hôteliers ou plutôt vis-à-vis d'elle ^{des suspicions}.

M. Molloy proteste contre ces paroles, en disant qu'il n'a jamais entendu parler la suspicion sur cette Banque ^{ou plutôt sur que la loi} et il relate aussi brièvement les termes d'une lettre dans laquelle M. de la Gorce lui a écrit pour se plaindre de la qualification de pari.

Repondant à M. F. David il déclare que son projet n'est pas un phénomène, un enfant d'adulte. Rien et que tout ce qui concerne le tourisme ne saurait être mis entre les mains de quelques hôteliers - Quant au Comité Consultatif, en général, il est connu pour en avoir eu déjà fait mal: ce sont surtout des comités d'administration mutuelle qui ne font pas grand chose. Qui répugne, de plus, de donner, par décret, un blanc-seing au ministère - Neut rien lui accorder 5 millions de la note à court terme, mais à crédit à long terme avec pas de la compétence de la Banque des hôteliers. Pour venir au Crédit Touristique le soin de se constituer.

M. Charmeil, directeur du Ministère du Commerce répond que si on
 Tuerpouder de dépositaire de crédit à long terme ou crédit
 à court terme qui ne saurait être que raisonnable, et par
 conséquent ne pourrait pas répondre aux besoins multiples des hôteliers
 la nature de crédit hôtelier, le crédit à long terme est
 une nécessité. D'ailleurs, les conditions matérielles attribuées par
 le Gouvernement au crédit hôtelier, et de toute façon ce
 n'est pas avec cette somme qu'on pourrait faire un crédit
 touristique -

M. Bouquet demande quel rôle sera réservé aux
 représentants de province dans le Conseil d'Adminⁿ.

M. Charmeil répond que, comme l'a fait observer
 M. de la Gorce, le Banque, ou plutôt le crédit hôtelier
 intéresse peu l'Hôtelier, et que par conséquent il
 ne faut pas oublier que le Comité d'Initiative de province
 non seulement entrent dans le Conseil d'Adminⁿ -
 mais apporteront des fonds - D'ailleurs il en feront partie
 que ceux qui apporteront des fonds -

M. de la Gorce termine son exposé interrompu en
 donnant lecture de l'Etat de syndicats d'Initiative de
 province approuvant le projet du Gout^t. (Le Syndicat de
 en la province notamment l'Initiative de syndicats
 d'Initiative du Limousin, du Sud-Ouest, de
 Bretagne, de Gironde, et de Rouen - Besançon,
 Moulins, Vichy.)

Par conséquent, au nom de l'Hôtelier et
 des Syndicats d'Initiative et demande que le
 projet de la Chambre et du Gout^t soit voté au plus tôt.

M. Hauges de Rouen apporte également à ce projet
 l'appui du groupe du Tourisme du Sénat dont il
 est le président - Le groupe a entendu déjà M. L. Barrière,
 Président de la Chambre Syndicale de l'Hôtelier, de la
 Gorce, de Jouvence et, à l'unanimité et à ce titre
 a voté dans la loi de finances le projet du Gout^t.

Faisant visiter précédemment le Sénat, au moment
 d'être en séance, à un groupe de journalistes anglais
 de la Saturday Evening Post, il a été heureux de
 leur annoncer que le Sénat s'intéressait spécialement
 à cette question de l'Hôtelier et du Tourisme qui

préoccupe tout le Américain qui nous rendant visite, et que
l'une de ses bon^{nes} s'était réunie spécialement pour en délibérer.

Il ne faut pas attendre plus longtemps l'élaboration d'un projet
plus vaste, mais très concret - primo vivere - et en conséquence
il demande au nom de son groupe l'incorporation du projet
dans la loi existante -

M. Barrier déclare au nom de la Commission
de l'Hôtellerie française que l'hôtellerie est la pièce
angulaire du Tourisme - Avant 1915 il n'y avait pas
d'unité hôtelière - C'est à qui a suscité la création d'une
Commission Nationale de l'Hôtellerie - En la qualité de
Belge qui a voyagé en France que l'hôtellerie est la
France une source incalculable de richesse - Si on la
gère convenablement, point besoin ne sera de la protéger.
Les ^{de Paris} connaissent l'Allemagne pays à : c'est le monde entier
qui y apporte son or. Mais il faut savoir recevoir les
étrangers. Actuellement il ne viennent ^{pas} de États-Unis
notamment, - que passagèrement. Ils ne résistent point si
ce n'est d'une façon sporadique - C'est une reçu qui
défaut des uns, mais ne rate pas, faite d'un bon outillage
hôtelière. L'hôtellerie n'est pas une industrie ou une industrie
comme les autres : c'est l'auxiliaire de tous les commerces et
des industries - On comprend donc qu'il lui faille un crédit
spécial, un crédit hôtelier - Le tourisme est à la base de
l'amélioration économique, mais nos hôtels ne sont pas
aménagés, ni outillés - On ne parle pas de Palaces -
pour recevoir les étrangers qui sont habitués au confort des
hôtels américains en Suisse. Le projet actuel ^{du gouvernement} tend à donner
aux hôtels français et aménagés qui surpassent,
la Commission française de l'hôtellerie l'appui de son
comité.

M. Mallouf répond en quelques mots aux observations de
chacun des orateurs précédents. Si M. de la Gorce peut apporter
des réponses favorables des syndicats d'industrie, il peut, ce
1/2 vote donner les délibérations de conseil général favorable
à son contre-projet. A M. Hugues le Prop il fait observer
qu'il n'a pu assister à la séance du groupe du Tourisme
lorsque celui-ci a débattu de la question, enfin à M.
Barrier il répond qu'il a voyagé également beaucoup,

ni il attire les hôtes admissiblement au lieu où se sont
formés les 5 parties du monde - mais que l'Hotelier n'est pas
tout le tourisme et que s'il faut le favoriser, ce dont il
convient aisément, il faut regarder la question d'un en-
semble, ainsi qu'il l'a déjà l'admirer.

M. Goguet pose une dernière question: le local hôtelier
sera-t-il un monopole? Les banques populaires ne pourront-elles
participer, par exemple, aux subventions.

Si, répond M. Guerniel, mais à condition de ne
pas refaire concurrence -

M. le Président estime qu'après quelques observations
qui viennent d'être échangées, il y a place pour une transac-
tion - La Com^m désigne un rapporteur. Celui-ci
se mettra immédiatement en rapport avec M. Molard,
auteur du c/popé, M. Guerniel et M. Fernand David
et ces messieurs étudieront les moyens de trouver un terrain
d'entente - La Commission se réunira mercredi après que
le rapporteur aura été entouré de toutes les opinions
au cours d'une réunion ^{avec M. M. Guerniel et David} préalable qui pourrait avoir lieu
mardi prochain, et ainsi éclairée, la Commission pourra
alors statuer soit sur un projet transactionnel si l'on
arrive à une transaction, soit en faveur de l'un ou
l'autre projet -

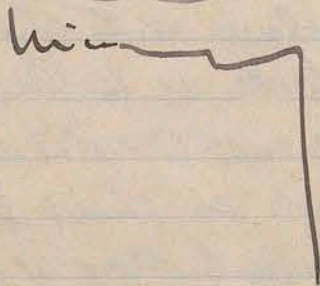
Il en est ainsi décidé.

M. M. Guerniel, de la Jorrie, Barrière, de la Marene et
Hugues le Roux se retirent.

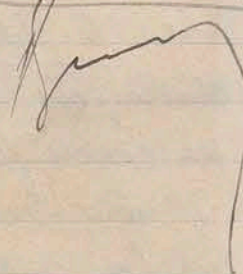
La Com^m désigne comme rapporteur M.
Serre -

La séance est levée à 17 h.

Le Président,



Le secrétaire hyp.



Léance du mercredi 13 mai 1923

Présidence de M. Clémentel

La séance est ouverte à 14 h 30

Sont présents : MM. Bouveri, Bonhan, Arpsal, Clémentel, Coignat, Deloncle, Guyot, Foulhy, Hervey, Maurel, Marsot, Masureaud, Marcel Régnier, Roustan, Tene.

Après l'avis de M. le Ministre du Commerce et de M. Pouille sur le projet relatif attribuant le caractère d'établissements publics aux groupements régionaux des Chambres de Commerce.

M. le Président indique que M. Pouille a déposé sur le projet relatif par M. Roustan un amendement sur lequel il a demandé à être entendu en présence de M. le Ministre du Commerce.

Voici cet amendement :

ARTICLE UNIQUE.

Rédiger comme suit cet article :

« Des groupements économiques régionaux et permanents de Chambres de commerce peuvent être constitués sur la demande de Chambres de commerce appartenant à des départements limitrophes.

« Ils sont constitués par décret, après avis favorable des Chambres de commerce intéressées, et après consultation des conseils généraux des départements où se trouvent ces Chambres de commerce et du conseil municipal de la commune choisie pour être le siège d'un groupement économique régional et permanent de Chambres de commerce.

« Ils constituent des établissements publics.

« La loi du 9 avril 1898 relative aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures leur est applicable, les mêmes règles devant régir désormais les groupements économiques régionaux et permanents de Chambres de commerce et les Chambres de commerce.

« Les groupements régionaux de Chambres de commerce, déjà autorisés par arrêtés du Ministre du Commerce, par application des articles 18 et 24 de la loi du 9 avril 1898, devront être considérés comme bénéficiant de plein droit de la présente loi, sans avoir besoin de recourir à la procédure prévue au paragraphe 2 ci-dessus; les Chambres de commerce les composant pourront toutefois, dans le mois qui

suivra la promulgation de la présente loi, faire connaître à M. le Ministre du Commerce qu'elles cessent de faire partie du groupement régional de Chambres de commerce auquel elles avaient antérieurement adhéré; passé ce délai, et en cas de silence de leur part, elles devront être considérées comme définitivement adhérentes à ce groupement. »

M. le Président avoit qu'il n'y a pas une 2^e discussion et vu entre le ministre et M. Poule qui est resté d'accord sur une transaction, à laquelle fournirait le fait le C^{te}. Il donne la parole à M. le Ministre.

M. le Ministre de Commerce expose alors le C^{te} que l'avis de M. Poule tendait surtout à déterminer les conditions d'adhésion et la procédure d'adhésion des C^{tes} de Commerce dans les groupements régionaux. La 1^{re} modification consistait dans la consultation des conseils généraux et municipaux. Il faut dire que cette affaire est difficile, pour les quelques groupements qui ne sont pas encore officiellement constitués et surtout pour ceux des départements d'Alsace-Lorraine où l'on peut craindre des conflits politiques, des querelles locales qui ont été fréquentes. Enfin de tous ces détails de procédure et M. le Ministre ajoute que finalement dans un but de transaction et pour être tout à fait sûr à ces points, M. Poule a consenti à se fier au C^{te} sans en faire la place du § 2 relative à cette consultation. Le § 2 dirait seulement : " Les seuls contributeurs for de cet après avoir favorable des Chambres de Commerce intéressées. » Le reste de l'article était le même.

Dans ces conditions le vote est à l'unanimité sans aucune difficulté et le C^{te} pourrait l'adopter.

M. Poule s'associe aux paroles du Ministre et demande que le C^{te} également se soit d'accord à tout donner d'après la transaction qui s'est faite.

Il ajoute qu'il s'agit d'un acte de conciliation et d'union.

pour les group^s régionaux un bon coup d'action plus
certe que celui qui leur est reparti sur lui. Il
estime qu'une loi de ce genre pour les
notre d'élever leur action. Renseignants, no-
tamment pour la rééducation, et com-
plices - en supprimant un certain nombre de
autres qui existent actuellement quand il
s'agit pour eux de solliciter la législation
nécessaire.

M. le Président fait un rapide historique
de la loi qui a organisé les group^s régionaux, dont
c'est la paternité. Il rappelle qu'à l'origine il
avait voulu ^{également} consulter les conseils généraux et
également les grands syndicats patronaux agricoles et
les syndicats ouvriers, mais le ministre de l'in-
térieur d'alors s'y était opposé, faisant valoir que
le conseil général et les conseils généraux de l'époque
étaient du ministère de l'Intérieur et qu'il était
raisonnable de leur laisser le projet qui aboutit à la création
des 18 ou 20 groupements régionaux actuels.
Actuellement, cette consultation n'a plus que
un intérêt pécunier car il ne reste plus à voter
que les 4 ou 5 groupements, et ceux
de l'Alsace Lorraine - Toutefois le jour où l'on
voudra aller plus loin et envisager la réforme
que préconise M. Pouille il faudra revenir sur
cette consultation des conseils généraux.

M. Chapral estime que le Président et le
ministre ont amené à la Pouille
constituer un grand progrès sur le type pri-
mitif imaginé par Roustan, qui lui paraît
être un peu trop bref - Il approuve notam-
ment la référence à la loi de 1898,
mais il regrette que M. Pouille ait à
l'Académie son idée de consulter les
conseils généraux et les municipalités, car
selon lui, il n'était pas nécessaire que
le département et le village intéressés eussent
leur mot à dire; toutefois il faut reconnaître que

l'auteur de l'amendement lui-même, en une
réfutation, il avait eu raison grâce à l'hostilité
de son côté.

Après une courte discussion à laquelle prennent
part M. M. Chapsal, Cognat, le Préfet, le Ministre
M. Poincaré observe qu'il n'y a aucun doute en
ce qui concerne la possibilité pour une chambre
de faire partie de 2 groupements et que le
Préfet n'existe pas les avantages de ce
système (il cite notamment l'exemple
de groupement du Velay et de la Forç).

De même, les observations de M. Cognat en
faveur de la loi précitée qu'une chambre n'a
à l'intérieur peut changer de groupement. Le qui en
décide a fait un autre œuvre peut se défendre.
Le ministre ajoute que le fait d'une loi de
ce caractère faite de 2 groupements peut présenter
des difficultés au point de vue de la répartition
des charges dans le travail à entreprendre, mais
non une responsabilité. On peut être choqué de
ce fait, mais c'est le résultat d'une situation
historique - qui n'a rien de technique, ce
fait de l'Etat - par une loi de ce genre
soit les intérêts en fin de compte et pour la
loi, qui elle participe aux faits pour la
fait de ces intérêts en chaque région. - et le
objectif régulariser les charges situation existait.

M. Hervey appuie vivement cette manière de
voir qui ajoute. Et il ne le change nullement,
au contraire.

La Commission consultée se déclare en faveur de
l'amendement de M. Poincaré, modifié par la
suppression de la fin du 2^{ème} paragraphe, c.à.d. la
suppression de la constitution des conseils généraux et
des municipalités.

M. Poincaré s'engage à ne pas intervenir en
faveur subordonnée puisque la Commission accepte l'amendement.

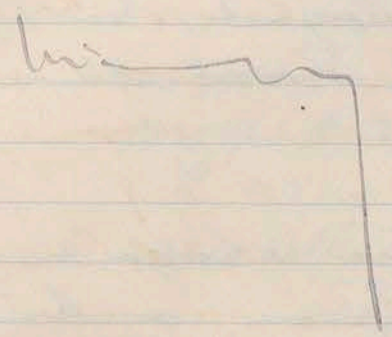
Il est décidé qu'aucun texte nouveau

ne sera présenté pour la Com^mune elle-même, mais
en séance publique, le rapporteur M. Florentin,
de Clame, au nom de la Com^mune, accepta l'amen-
dement modifié de M. Voille.

La séance est levée à 15^h 30

Le Préfet

Le Secrétaire



Séance du mercredi 30 mai

Présence de M. Clémentel

La séance est ouverte à 16^h.

Sont présents: MM. Clémentel, Billiet, Rouvier, Bihan, Cadillon, Chapoal, Bodet, Coignet, Driest, Dupéras, Maudo, Marsot, Mollard, Porot, Dumasarchien, Roustan, Serre

Cédit hôtelier - La Com^{te} charge M. Serre rapporteur des Com^{tes} des Finances de lui présenter un rapport écrit sur cette question - M. Mollard s'élève comme rapporteur Paris

Grouperments régionaux des Chambres de Commerce
(M. M. Poulet et Fiquet, députés au Ministère du C^o, assistent à la séance)
M. le Président rappelle que le Sénat a voté hier sur le rapport de M. Roustan, la loi relative aux franchises d'exportation, en 1^{re} lecture -

La Com^{te} a demandé au Ministère du C^o de lui vouloir les apporter un nouveau texte pour une délibération, en vue de donner satisfaction à un vœu exprimé au cours de la discussion dans le Com^{te} Coignet -

Il faudrait arriver à trouver un texte indiquant de quelle façon, - s'agissant de franchises d'exportation - à entreprendre pour le group^t - les centimes additionnels seront votés - soit par exemple à une majorité de 2/3, soit proportionnellement au chiffre de la patente des membres de la Com^{te} faisant partie du group^t, soit proportionnellement au nombre des électeurs de chaque Chambre -

M. Coignet précise que la question est de savoir si la Chambre régionale devra soumettre sa décision à la ratification des Chambres adhérentes, ou bien si elle pourra l'imposer d'office à une majorité déterminée -

47

Selon M. Pouille le texte voté hier ne s'engage rien à la loi de 1878 sur les ^{groupes de} ~~ch.~~ de C^e et l'art. 11 de cette loi, en cas d'opposition d'une seule chambre du groupement, oblige les autres chambres à se déclarer sur le projet. Par conséquent, l'adoption d'une extension des pouvoirs des groupements à cet égard est adhérente à la suggestion en bonnet.

M. Chapsal est d'avis également de faire un pas en avant, qui conseille aux à donner au groupement le droit de délibérer sur tous le travail. Il estime qu'un texte pourrait à cet égard être ainsi libellé:

"Chaque Ch. de C^e est représentée dans le groupement régional par un nombre de députés, fixé proportionnellement à la valeur de centime en matière de contributions foncières, comparée au montant total des contributions foncières de l'ensemble des chambres."

ainsi, dans un groupement il y a 4 chambres dont le centime vaut au total 4000^{fr} (mille) et que la répartition entre chaque chambre soit de 100^{fr}, 200^{fr}, 300^{fr} et 400^{fr}, les députés de chaque chambre au groupement seront en nombre proportionnel à ces sommes.

M. le Président appuie également cette manière de voir, car il y a intérêt à ne pas entraver l'action d'un groupement, d'appréhender d'un grand travail d'intérêt général, face à l'opposition d'une petite chambre de C^e dont, pour le moment, la seule opposition suffit à tout arrêter.

M. Moland fait une réserve à cet égard, car il craint que les grandes Ch. de C^e ne disposent alors d'une majorité écrasante. Il faut limiter, dit-il, le nombre des voix représentées au groupement pour chaque chambre.

Toutefois, elles ne pourront individuellement avoir plus d'un tiers de ces voix.

M. le Président objecte mieux avec plus de tiers de la dépense, en général.

M. Moland répond que son système est analogue à celui de 1878, où il ne paraît avoir eu consistant

20
M. Maysal estime dangereuse la proposition. Mollard
On peut estimer qu'il est nécessaire que les délibérations
soient prises à une majorité de deux tiers - p. 100 -
mais la représentation dans le groupement ne saurait être
limitée: elle doit être proportionnée aux intérêts de
la région.

M. Figueroa, Directeur administratif de l'Union
donne alors lecture du texte proposé qui a été préparé
pour la 1^{re} délibération et qui est soumis à l'Assemblée.
Voici ce texte:

Les Groupements Economiques Régionaux de Chambres
de Commerce sont qualifiés pour entreprendre et réaliser les
travaux d'intérêt général susceptibles de concourir utilement
au développement économique de la Région.

Pour les autorisations à requérir et les conditions
dans lesquelles les travaux doivent être exécutés, ces Groupe-
ments procèdent dans les mêmes formes que les Chambres de
Commerce qui les constituent.

Ils peuvent être autorisés, comme ces Compagnies, à
émettre des emprunts ou à percevoir des taxes de péage desti-
nées à couvrir les dépenses d'exécution des travaux entrepris.

Pour la réalisation de ces travaux, les Chambres de
Commerce adhérentes aux Groupements Economiques Régionaux sont
tenues de garantir au Comité chargé de l'administration du
Groupement le paiement des parts contributives qui leur sont
assignées, soit d'un commun accord entre les membres du Grou-
pement, soit pour chaque Chambre de commerce, au prorata du
montant des sommes pour lesquelles elles concourent à l'éta-
blissement du budget régional.

Dans les votes à intervenir, soit pour décider
l'exécution de travaux d'intérêt général, soit pour en fixer
les modalités d'exécution, soit pour déterminer la contribution
financière des membres du Groupement, la majorité sera considé-
rée comme acquise dès l'instant où ces projets auront fait l'ob-
jet d'un avis favorable d'un nombre de chambres de commerce
représentant, par l'importance de leur part contributive, dans
le budget régional, la moitié au moins de ce budget.

Le point à retenir est tout d'abord, c'est que à un moment donné une Chambre de l'Assemblée ne peut pas dire qu'un travail d'intérêt général sur lequel elle a été prise, ne l'intéresse plus & qu'elle se refuse à faire sa quote part dans l'exécution de ce travail.

D'autre part, comme le demandeur les Ligues, d'après la liste, les Chambres ne seront engagées que dans la proportion de leur contribution.

M. Laroche fait observer que le projet ne pose pas le principe de l'obligation, alors que M. Laroche a dit que les Ch. de l'Assemblée, ^{particulière} partie de la petite minorité, sont susceptibles de délibérer elles-mêmes, surtout dans le projet, ou du moins si elles s'y opposent, il y a une sanction: elles sont imposées d'office.

M. le Président fait observer que c'est exactement ce qui se fera dans les travaux à exécuter dans les ports. Par ex. les petites communes n'ont pas fait leur personnel dans le service de l'Etat de Bône mais elles ne refusent pas d'y offrir; elles sont obligées. D'autre part, M. Laroche relève une contradiction dans la liste proposée par M. Figueira entre le dernier et l'art. 26 du paragraphe. Il faudrait qu'il fût ce même à cet égard.

M. Figueira fait observer qu'il a consulté le C. de l'Assemblée que toutes manifestent la volonté de conserver leur autonomie la plus large possible ne voulant pas l'unifier. Elles ne voudront pas, notamment les Chambres des ports - qui n'en imposent d'office des centres supplémentaires.

M. le Président explique que si on n'avait pas exécuté les ports ou les dispositions formelles ne leur font rien. Il cite l'exemple de l'union ag. de Rhin de Bâle et la frontière.

M. Laroche, répondant à M. Figueira dit que le projet doit avoir un moyen d'action qui lui soit propre. Sans doute il y aura des difficultés, mais chaque fois qu'il y a une personnalité nouvelle, il y a des difficultés et elles ont été résolues.

52.
M. Poussan, rapporteur, ajoute que le problème est résolu.
Celle à l'encontre évite l'obligation.

M. le Président précise que cette obligation ne s'ouvrira que pour le grand travail d'intérêt général : d'ici, de même, le conseil vient comme l'indiquent les différents devoirs d'incliner.

M. Codet demande si l'on n'aboutira pas à une confusion de pouvoirs au profit de l'exécution des travaux d'entretien et si par exemple on ne marquera pas sur les bords d'autres assemblées, celles que le Conseil général n'y aura-t-il pas conflit d'attribution ?

M. Pouille répond qu'un simple conflit est inévitable, la loi de 1871 ayant prévu la nature des travaux exécutés.

Sur la proposition de M. le Président, la Commission de nommer une petite commission chargée d'élaborer un texte s'inspirant des idées échangées.

Sont désignés pour faire partie de cette commission à laquelle collaboreraient MM. Figuera et Pouille :

MM. Poussan, rapporteur, Pichon, Chapuis, Cognet et terre.

Amélioration des services de col. postaux

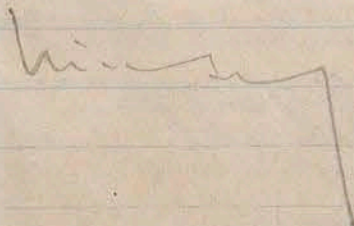
M. le Président fait part d'une lettre qui a vu le jour d'une chambre législative des B. - Rhin demandant l'application à toute la France du régime des colis postaux spécial à l'Alsace. Lorraine - Il en résulterait une sérieuse amélioration de ce service au profit de la rapidité dans la distribution.

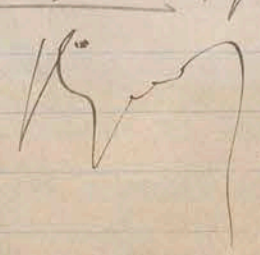
La question est renvoyée à M. Pasquet qui sera chargé de présenter un rapport.

L'Assemblée est levée à 17 h 30

Le Président

Le Secrétaire





Séance du 6 juin 1923

Présence de M. Clementel

Donk présents: M. M. Clementel, Billiet, Bodel, Chapral, Buchan, Cognet, Dupont, Hervey, Maudo, Mollard, Pau Philip, Garnier

La séance est ouverte à 16^h

Crédit hôtelier

M. Mollard donne lecture de l'avis qui est chargé de rédiger sur la question de la loi au nom de la Commission.

Il attire l'attention sur 5 points:

1° Le crédit hôtelier ne doit pas s'impliquer dans les entreprises de construction - en particulier les travaux du Conseil d'Admin. - ne doit avoir aucun intérêt dans ces entreprises privées,

2° Il ne doit pas émaner d'une banque existante, mais présenter le caractère des banques populaires;

3° Par dérogation aux statuts de ces banques il sera autorisé à faire un prêt à long terme, qui n'excèderont pas 10 ans.

4° Les intérêts économiques régionaux devront être représentés -

5° Le Comité consultatif comprendra au moins un représentant de régions économiques. Comme conclusion, la Constitution de l'organisme pourra se faire par décret, mais sous la garantie de l'inscription dans la loi de cinq conditions d'immunité financière.

La Com. décide que l'avis sera rédigé en deux, et que M. Mollard donne de renseignements avec M. Bodel pour l'intention officielle venant sur tous les points.

La séance est levée à 16^h 45

Le Président,

Le Secrétaire,

Texte du communiqué à la Presse:

Le crédit hôtelier

A la réunion d'hier de la commission du commerce, M. Mollard a donné connaissance de son avis sur le projet portant création du crédit hôtelier.

D'après le rapporteur, le décret constitutif du crédit hôtelier devra spécifier en outre:

1° Que la durée des prêts à long terme ne pourra excéder dix années;

2° Que les membres du conseil d'administration de l'organisme devront être choisis aussi bien parmi les hôteliers des départements que parmi ceux du département de la Seine;

3° Qu'il sera créé un comité consultatif composé de délégués appartenant à toutes les régions économiques et chargé de donner son avis sur le programme des établissements hôteliers à construire ou à aménager, pouvant bénéficier de ce crédit;

4° Que l'organisme du crédit hôtelier ne pourra ni s'immiscer, ni s'intéresser, directement ni indirectement, dans les opérations d'aucune entreprise de travaux de construction ou de fourniture; qu'en outre, ses administrateurs ne pourront posséder aucun intérêt direct, ni par personne interposée, dans les mêmes entreprises.

La commission a réservé sa décision sur la question de savoir si l'organisme de ce crédit aurait la faculté d'absorber une banque ou une société quelconque.

Séance du mercredi 20 juin.

Présence de M. Clémentel

Sont présents: MM. Billiet, Clémentel, Codes, Eugène, Foulley, Jarniel, Roustan, Sene.

Droit hôtelier

La Com. examine paragrahe par paragrahe le projet de décret constitutif du Comité Hôtelier, et après échange d'observations entre MM. Sene et Mollard, arrête:

1^o que les privilèges de souscription sont accordés aux hôteliers de province. En conséquence le texte est ainsi modifié: "Les membres du Conseil d'Administration seront élus parmi les souscripteurs hôteliers, et tant entendus que la majorité des membres du Conseil sera appartenant aux souscripteurs hôteliers de province."

2^o Qu'en ce qui concerne la durée des baux à long terme, ceux-ci ne pourront excéder 10 ans. Sur la confirmation pour l'angle et la section antérieure naut prise.

3^o qu'il est à que touche la composition du Comité Consultatif "Le Comité Comprendra 1 Délégué de chacune des régions énumérées"

4^o que la Banque du Crédit hôtelier ne pourra "s'ingérer, ni s'intéresser..." etc... (confirmation avec une simple modification de forme - substitution des mots "la Banque du C. H..." à "l'organisme" du texte précédemment adopté -

5^o "que la Banque du C. H. pourra absorber toute organisation existante avec l'autorisation des ministres du Commerce et des ministres de finances"

De plus, en ce qui concerne les sommes provenant en totalité et disponibles de la Banque de France (art. 204) il est décidé que 5 millions seront affectés à la ^{favorable} création du Comité Hôtelier et 14 millions spécialement affectés aux opérations à long terme.

55

C'est que M. Lenoir aura déposé / rapport au nom de la
Commission M. Rolland n'est autorisé à affirmer
rien, dans le sens contraire d'être l'indigne.

La séance est levée à 15^h 15

Le Président

Le Secrétaire

[Signature]

[Signature]

Séance du mercredi 17 juin 1925

Présidence de M. Clément

Sont présents : M. Rolland, Trouden, Carillon, Clément, Cizet,
Chapal, Delmas, Druet, Hervey, Jean Philip, Rorot, Damar-
chass. Lenoir

La séance est ouverte à 14^h 30

I Résumé de la séance du mardi 16

M. Chapal donne communication d'une lettre au ministre
de Commerce saisissant par avis le Com. de la question
du Marché de Sucre.

La C. est constituée :

1^{re} sur la transformation commerciale en sucre faculté
fixe de la Caisse de Liquidation - dont la création remonte
à 18 mois et qui jusqu'ici était obligatoire.

2^{de} sur le renouveau de l'art. 2 relatif à la
nature des sucres livrables au marché.

En dehors de ces deux questions la C. a traité un
3^e point sur lequel l'avis n'était pas demandé : le ren-
ouvellement des règlements de la Caisse en ce qui concerne
les quantités de sucre livrables mais M. Chapal a
observé que si la C. était appelée à se prononcer sur le
2^e point elle le ferait également sur le 3^e.

M. Chapal indique que la question est posée
l'importante pour que la C. puisse émettre un avis sur
une chose préalable de ce genre qu'une séance

Hâïne avait été soumise à la question.

J'ajoute que la Chambre de Commerce de ce pays a émis un avis favorable à la transformation en banque facultative de la Banque de liquidation.

Elle n'est actuellement, malgré que la Banque soit obligée, ce fait les courtiers en bourse l'ont boycottée et créé en dehors d'elle ce qu'on a appelé un marché hors caisse. - Il y a donc là une situation critique au système.

Personnellement, étant donné le change défavorable, M. Chapral n'est pas partisan actuellement de la transformation souhaitée, mais espère qu'avant de prendre une décision il faut entendre le ministre des C^{tes} et le Président du Syndicat des Sucres, M. René Fournet.

J'ajoute aussi que la B^{anque} de Commerce est également saisie.

M. Billiet, entrepreneur à M. Chapral espère que la transformation demandée est réalisable, car on est arrivé actuellement à établir un prix des betteraves, uniforme, très profitable à l'agriculture, mais non au consommateur.

M. Corquet demande à M. Chapral s'il n'y a rien de possible pour les autres produits — du coton, des café, du blé, notamment. Il indique qu'à Lyon on a étudié la question d'un règlement des marchés des bords et rien n'a abouti à créer un marché réglementé.

M. Chapral répond à M. Corquet que le marché du Haïne des cotons est réglementé et propose une rente de liquidation facultative qui fonctionnera depuis l'été. A Roubaix, si la Banque, il y a également une rente de liquidation facultative, mais beaucoup plus réduite. A Paris le marché des farines, alcools, blé, huile, caoutchouc, tout réglementé, mais seul le marché propose une rente de liquidation.

54

celle-ci est également facultative -
La Com^{te} après une courte délibération décide
d'en tenir mercredi prochain, au cours d'une
réunion commune avec la Com^{te} des Domaines,
et l'Institut de l'Agriculture :

1^o à 11^h M. René Traudet, préfet de l'Inde
du C^{te} des Indes; M. Royer, Préfet du C^{te}
de Paris, M. le Directeur de la Caisse de
Liquidation, le mardi 22 février

12 à 16^h M. le Ministre du C^{te}
Il se fera ensuite ensuite à Paris les
questions.

Désignation de rapporteurs & avis

1^o M. Ferre est désigné comme rapporteur
avis de la prop^{te} alai portant modifications
à l'art. 1737 du Code Civil en ce qui concerne le
renouvellement des baux à loyer d'immeubles
à usage commercial ou industriel

(projet renvoyé à la C^{te} le 20 juin)

2^o M. Pierre Cordet est désigné comme rapporteur
avis de la Convention franco-italienne
conclue le 6/2. 1912 relative au régime
des industries du naphte (M. Daurat rapporteur)
(projet renvoyé à la C^{te} le 20 juin)

M. Colquet donne communication d'une lettre de l'as-
sociation des brasseries françaises au sujet de la
culture et du commerce des houblons en Alsace-Mos-
quie.

Cette lettre est renvoyée à l'examen à M.
Cordet, rapporteur des questions concernant l'Europe
Centrale.

Modifications des art. 2, 586 et 65 à 70 du Code de Commerce

M. Roustan, rapporteur, invoque que cette question a été
déjà traitée au jour, le Comité de Législation Com-

etale ayant été amené à en prendre connaissance et à
dans l'avis.

Mais les observations de M. Lya. Cohen et ces
membres de ce Comité ont porté sur le texte principal de
la proposition, le rapport qui a été approuvé en Com. et
révisé ultérieurement ne leur ayant pas été com-
munié. Il y a donc lieu de faire connaître ce
rapport au Comité de Législation Commerciale et d'at-
tendre les observations avant de prendre une
décision définitive.

Registre de Commerce

M. Coignet pose à M. Roustan, rapporteur, In-
terrogations concernant l'interprétation à
donner à ce qui concerne spécialement
notamment l'inscription sur le papier de Com-
merce et l'annulation au registre de
Commerce. Il voudrait surtout savoir
quelle sont les obligations incombant aux
succursales.

M. Roustan répond qu'il le rendra
au minutier du Com. ou il verra M. Drouot,
et il communiquera cette Com. l'inter-
prétation officielle et l'admission.

La séance est levée à 15^h 40
Le Président, Le Secrétaire M^r

[Signature]

[Signature]

59

Séance du mercredi 4 juillet -

Commission du Commerce et des Douanes
réunis

Règlementation au Marché des Laines

Avertissement de M. Frank, Préfet du département des Landes, sur
M. Speyer, Préfet de la Seine-Inférieure, daté
M. Lucien Bér, Ministre du Commerce

La séance présidée par M. le Lieutenant Richon a été
monographique et le compte rendu en est annexé au
procès-verbal et exposé aux archives de la Com^m.

Séance du 11 juillet 1923

Présence de M. Lerre
vice Présidents

Sont présents : MM. Billiet, Diebolt, Weber, Herry, Cognat,
Marion, Roustan, Lere Delacelle

Convention franco-belgo-luxembourgeoise

M. Billiet donne lecture de son avis sur le projet
relatif à l'approbation de la Convention signée le 12 mai
1923 entre la France et l'Union économique belgo-
luxembourgeoise.

Il conclut à l'approbation de la Convention
et la Commission l'autorise à déposer, immédia-
tement son avis.

Convention franco-canadienne - M. Roustan donne lecture
de son avis sur le projet portant approbation de
la Convention franco-canadienne.

Il propose à la Com. d'approuver la
Com. Roustan faisant des réserves sur certains
de ses articles.

M. Cognat demande que l'on précise dans le
rapport que les variations occasionnées par le change
pourront donner lieu à de nouvelles négociations.
Quant à la clause de la nation la plus favorisée
celle fait par suite au commerce l'application
à une façon favorable à tous les pays ayant avec
eux traité de commerce pour certains produits
déterminés - pour ces pays également
déterminés.

M. Roustan est autorisé à déposer son avis
en tenant compte des observations échangées.

Ratification des accords de 1912
rendant applicable en France certains
l'introduction de la législation française
en matière de bureau téléphonique
(avances remboursables)

Le Président

M. Diebolt Weber donne lecture
des rapports sur le projet
et l'adoption du projet
M. Diebolt Weber est autorisé
à déposer le rapport
La séance est levée à 17 h
Le secrétaire

Séance du 21 nov. 1903

Présidence de M. Clementel

Sont présents: MM. Clementel, Président, M. Roustan^{Président}, Boignet, Marsot, Maudo, Perdus, Hervey, Provost-Dumareis
Codet

Questions diverses

M. Roustan est désigné pour représenter la com. au banquet de la Conf. fr. de Bourges

Une prop. de la Chambre des Transistans et des Sectes est renvoyée à l'examen de M. Boignet.

La com. décide qu'elle se saisira de accords commerciaux avec la Finlande, la Pologne et l'Estonie et que la com. de Douane en aura terminé l'examen.

M. Roustan expose une demande de reconnaissance formelle de commerce tendant à l'obligation et l'envoi d'une lettre recommandée aux autorités du cessionnaire (sursis et étude)

L'abrogation de la lettre d'avis ayant été homologuée par les tribunaux par les tribunaux et par les tribunaux de commerce de Paris.

On obtient le rétablissement de M. Ruffier pour étudier la prop. de la Chambre des Transistans et des Sectes.

M. Codet fait part de ses vœux d'exposer à la collation les travaux qu'il a faits au cours des voyages en Autriche. Le Président de la com. l'invite à se faire connaître par la P. de la com. de M. Etienne, pour une convocation commune aux membres du Sénat.

On débat l'engagement au sujet d'une proposition de grande réglementation tendant à l'obligation de la fourniture d'inscriptions aux tribunaux de commerce annuellement le 1^{er} de l'inscription aux registres du 1^{er} - Cette question sera reprise ultérieurement avec une suggestion de M. Roy tendant à abroger les Commissions et d'assurer le 1^{er} de l'inscription de la 1^{re} tribune porte.

M. Roustan est désigné pour rapporter au projet de loi n° 741 adopté le 20/11 - pendant à l'adhésion de la com. de rapporteurs et des tribunaux.

A la prochaine séance prime p. le 21 nov.

fr

à 16 h. sera inscrite la discussion du projet de loi sur les
obligations émises par le Pst et sur les parts et fondateurs
(rapport de M. Borgnet, année 1922 nos 15 - 1923 n° 35) -
Nile minute de la séance convoquée à cette séance.

Une réunion amicale est prévue avec les C^{tes} de
Donque pour examiner les résolutions de la Conférence des
formalités donataires.

Séance et huis à 17 h.

Le Président

Le Secrétaire

[Signature]

[Signature]

Séance du 18 nov. 1923

Présidence de M. Clementel

La séance est ouverte à 16 h.

Présent : M. Clementel, Président,
Deloncle
Sene } U. P. L.

Bouvier, Godel, Coigniet, Maudo, Maréchal.

Objets émis par le Sté et Part de fondateurs - M. le Président informe la Com. que M. le ministre du C. ne pouvant assister à la séance ce jour, a fait tenir par écrit ses observations relatives aux projets relatifs objets émis par le Sté et les Part de fondateurs -

La lettre de M. le ministre est transmise à M. Coigniet, rapporteur pour étude.

La question reste inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance. Les sign. de rapporteur par - En l'absence de M. Colet, empêché, M. Sene est désigné comme rapporteur par avis des projets de int. avec la Sologne, l'Itinéraire de la Finlande - M. Sene est chargé de l'entretien avec M. Maréchal, Pr. de la Com. de Bourges. La prochaine séance est fixée à mercredi prochain 16 h.

Ordre du jour : 1^o Observations de M. Coigniet sur le projet relatif aux objets émis par le Sté (et s'il y a lieu avis de M. le ministre du C.)

2^o Question du Régis hétéromadine M. Bouvier

3^o Communication de M. Deloncle sur l'interprétation du ministère et Finances de la loi sur la Patente et Revenu de voyageurs de Commerce.

La séance est levée à 16 h. 1/2

Le Président
M. Sene

Le Secrétaire M. J.
J.

Séance du 30 nov. 1923

Présidence de M. Sene, vice-président
La séance est ouverte à 16^h. 30 :

Ses frères : MM. Louis, Grignot, Hervey, Foully,
Mando, Roustan, Sene

Fermeture obligatoire pour le repos hebdomadaire
M. Roustan, rapporteur donne connaissance à
la Com^m de son rapport :

Le projet comporte 2 parties :

1. L'accord inter-syndical -
2. La fermeture obligatoire -

L'accord inter-syndical n'est pas une nouveauté
et le devoir du législateur est même de multiplier
plus les accords de syndicat.

La fermeture obligatoire n'est pas davantage
une nouveauté. Il s'agit, d'ailleurs, de la fermeture au public.

Dans le texte présenté à la Com^m il est
souligné que les syndicats patronaux et ou-
vriers qu'on a vu venir pour inviter le légis-
lateur à fermer au public -
Les plus arriérés approuvent également le
projet.

Enfin, la législation proposée existe déjà en
Alsace-Lorraine.

Tous venant en présence d'un texte qui
caractérise à priori une mesure également
et en Roustan, Sene et la Com^m d'approuver
à l'unanimité.

M. Grignot présente un certain nombre
d'objections au texte : M. Sene et
Roustan répondent.

M. Hervey montre que la loi est
nécessaire, dans la mesure où la loi dans laquelle nous
sommes cédés.

M. Mando, Mando, Anne, Foully,
Grignot, Sene, Roustan prennent part active à
la discussion qui se termine par une approbation
à l'unanimité.

M. Roustan

G

Séance du 14 décembre 1923

Présidence de M. Serre, vice-Président

La séance est ouverte à 14^h 30

Sont présents: MM. Serre, Deloncle, Coignet, Maudo-Hervé

I. Communication de M. Deloncle sur l'interprétation donnée
par le Ministère des finances à la loi sur la patente des représentants
et voyageurs de commerce.

M. Deloncle expose que M. Herriot a posé une
question au Ministère à cet égard; depuis une circulaire
a précisé les cas dans lesquels les représentants et voyageurs
devaient être soumis à la patente. La circulaire est
officiellement — "les personnes ^{professionnelles} indépendantes qui ont
un local à leur disposition et un emploi". Cette
interprétation est dangereuse, car il y a peu de représentants
de commerce qui n'aient pas de local, ne touchent que 5
ou 6 francs une machine à écrire, et en même temps un
emploi. Or, ces représentants ont une personnalité in-
dépendante, mais ils ne vendent pas de produits fabriqués
par eux. Sans doute la plupart d'entre eux demandent
le maintien de la patente, car ils ont affaire ordinairement de
vendre qu'ils ont une personnalité professionnelle indépendante
parce qu'ils ont des bureaux où ils occupent des employés.
Selon M. Coignet, le critérium d'après lequel un représentant doit
être considéré comme commerçant ne doit pas être cherché
dans le fait d'avoir un ou plusieurs employés, mais
dans le fait qu'il représente plusieurs maisons
vendant un même article, que les conséquences
et met en concurrence.

M. Hervé signale que pour les maisons vendant des produits
marchés agricoles, beaucoup en province sont représentés
par une même personne.

M. Deloncle ajoute que la circulaire qui a été adressée au
Ministère, f. en attendant l'avis de la loi en
France.

L'avis de la loi en France

M. Deloncle a la parole — de fait le Ministère

pour lui demander, au nom de la Com^m ne fixer
les éléments plus décisifs pour servir ces Antoni-
ti qui ont servi au Boat et l'établissement
de la fabrique pour les représentants de commerce
(Adressé comme à M. Delorée de la Commission
et autorisation de faire une aide au ministre de
Travail et de la Com^m)

II. Avis de M. Serre sur le projet relatif aux accords
commerciaux entre la France, la Pologne, l'Esthonie, la
Finlande.

M. Serre expose que la situation commerciale
de la Pologne ; celle-ci ayant accordé la même de-
termination la plus favorable à l'Allemagne et avec l'Aut
Europe Centrale, nous ne pourrions avoir d'avantages com-
mercial de elle. La situation se complique du fait du
change ; les négociants français perdent de la
perte incessante du mark si elle jamais du croi-
sissement quel droit il auraient à l'exportation
exportation. La Lave de la dette d'affaires en
joue également contre nos commerçants. En ce qui est
notre la ^{Pologne} ~~Finlande~~ l'est également de la Turquie
et de l'Esthonie.

Les plus, si ces avantages sont faits aux voyageurs
français par la commission, il convient de remarquer
que la Pologne, qui a un besoin énorme d'argent,
n'est pas. Pour le protéger et la Pologne
il avons été obligés d'exiger des certificats d'origine,
mais cela a été même suffisant : il faut
demander des certificats de vérification d'origine
et cela est très difficile au fait même que nous
avons la barrière des consulats.

L'autre fait, les Anglais ont fait à la
Pologne des avances et subventions à caution
que ces avances nient cependant en Anglais
— ce qui est pour nous en la Pologne de la
France. Pour la France un seul courant :
celui résultant de la vente des matières
de guerre, mais ce courant ne durera

par toujours, et ce plus ce n'est pas ce point qui s'en fait
envisager économiquement.

Enfin, la Pologne a mis ses droits et l'importation des
produits de l'étranger — les seuls, à la vérité qui nous en
tiennent.

Donc, je conclus, la Convention est applicable,
mais tout de même il n'y a pas lieu de la reprendre
parce que la Pologne est en train de refaire ses tarifs
— et ce se fait d'une façon plus facile de s'entendre avec
elle. Une expérience ces coefficients, en effet, il
n'y a pas de difficulté de s'entendre, quel que soit le tarif
qui nous sera.

La question qui importe le plus aux commerçants
français, c'est celle de la régularité des transports. Actuelle-
ment cette régularité n'existe pas.

La Convention ne peut être appliquée qu'au 1^{er} de mai
au plus tard, ce fait, d'autre part, nous le savons, et
pourrait servir de base pour de nouvelles négocia-
tions. C'est dans ces conditions que le Comité en
proposant l'adoption pure et simple de la Convention.

La Convention approuve les déclarations et le Comité
l'autorité à présenter et déposer un avis conduisant à
l'adoption du projet de Convention.

Pour la Finlande et l'Esthonie les conclusions
sont les mêmes, le Comité autorise également le Secrétaire
à déposer un avis ^{conduisant} à l'adoption des conclusions
s'entendant avec ces deux pays.

La séance est levée à 17^h 30

Le Président,

[Signature]

Com^m du Commerce

Séance du 19 décembre

Présidence de M. Clémentel

La séance est ouverte à 16^h 1/2

Sont présents : MM. Clémentel, Caillion, Bodel, Hennessy,
Henry, Mauns, Pasquet, Sene

Organisation au crédit aux ^{fls} Coopératives et
unions aux ^{fls} Coopératives, d'artisans, ainsi
qu'aux petits artisans. (n^o 833)

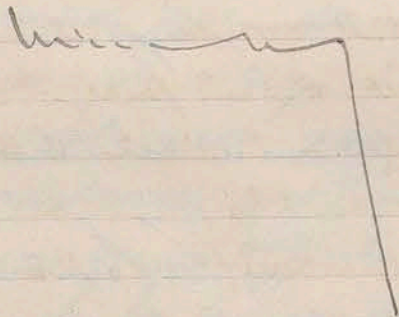
M. Serre, rapporteur, expose le but et les
modalités du projet et les avantages qui en
pourraient résulter. A la demande de
M. Serre, le projet a été examiné par le Com^m du Travail.
Au final, le Com^m des Finances l'a réclame
pour le fonder et le Com^m du Commerce
n'a pu lui en donner.

M. Serre propose que cet avis soit
favorable.

Après une observation de M. Henry
les conclusions du rapporteur sont adoptées.

La séance est levée à 16^h 1/2

Le Président :



Réunion commune de la Commission
Commerce, de la Commission Douanes
et du Groupe des Études Diplomatiques

Présidence de M. Blumenthal

Audition de M. Pierre Godet sur la Participation
française à la Foire Internationale
de Vienne, en 1925

La séance est ouverte à 17^h

M. le Président donne la parole à M. Godet.

M. Pierre Godet expose comment la France a été amenée à participer à la Foire de Vienne. Il rappelle qu'à la suite du grand succès mondial qu'a obtenu un peu partout, mais plus spécialement dans l'Europe Centrale, d'une éclosion rapide de grands marchés et de foires internationales (Vienne, Prague, Zagreb, Belgrade, Luxembourg, Riga, Moscou, etc.) Le Comité des Foires a établi une liste de celles auxquelles il était intéressant pour la France de participer et c'est ainsi que M. Godet fut désigné pour l'organisation de la foire italienne française à la Foire de Vienne.

La tâche était particulièrement difficile, en ce sens que l'adhésion n'était pas un fait évident pour la France, mais c'était la 1^{re} fois depuis la guerre qu'elle sollicitait la participation du gouvernement français et il fallait répondre à cet appel.

M. Godet put, à grand peine, obtenir l'adhésion d'un certain nombre d'industries et ~~de~~ vint à Vienne 77 exposants dont 11 grandes maisons d'automobiles, puis des industriels textiles, de papeterie, de produits alimentaires (vins fins, Champagnes, cognac, spiritueux) de la parfumerie, des bijoux et l'ameublement, des articles de Paris, de la maroquinerie, des Fourrures, de la Librairie.

L'exposition fut prête à temps et les premiers jours les exposants purent vendre et conclure des affaires importantes, notamment pour l'automobile. Sur ce qui concerne la parfumerie et la fourrure toutes les affaires furent vendues au plus fort.

Pour les vins et spiritueux, malgré la taxe de luxe il y aurait également des affaires à réaliser, mais il importe

que sont appliqués rigoureusement les conventions réglant la question
des appellations d'origine, car actuellement elles ne le sont nulle-
part, à tel point que nos meilleurs amis, les Tcheco-Slovaques de-
viennent, au fait des fraudes, nos plus redoutables concurrents.

Le duc de Saxe remarquable en ce qui concerne la librairie, la
maison Larousse ayant réuni, par ex. à cet égard en concurrence avec
les grandes maisons d'édition de Leipzig.

D'un point général, on peut donc dire que le succès de
la Foire de Vienne a dépassé les espérances.

Il est favorable par la stabilisation de la monnaie
autrichienne et il est l'indice que la confiance du monde
va maintenant vers l'Autriche depuis le soulèvement d'essai-
misme économique et financier qu'elle a entreprise.
Le résultat prouve qu'une monnaie stable, une production
en pleine activité, un budget en équilibre sont les conditions pri-
mordiales de la prospérité économique et il démontre cette vérité
première que la faiblesse du change est uning à redouter
que son instabilité.

Faut-il cependant pousser l'expérience plus loin
et doit-on attendre un profit plus considérable pour l'industrie
française sur le marché autrichien?

M. Godet ne le pense pas, car il y a une indifférence
générale des firmes françaises, c'est l'a demande d'une
participation sur un trop grand nombre de points. Une
enquête industrielle en France démontrerait que les maî-
sons françaises ont beaucoup d'ordres achèvement en
cela surtout sur le marché national. Cependant il se-
rait intéressant pour un certain nombre, limité, de frayer
maisons françaises, notamment dans l'industrie textile, (Lyon,
Roubaix, Rouen) de se mettre au courant des types demandés et de pouvoir
de pouvoir d'achat fortement accrus résultant pour l'Eu-
rope de l'augmentation, celle de la situation économique et
financière. Il serait prématuré d'avoir une opinion déf-
nitive sur l'avenir de ce pays, mais l'effort du gouverne-
ment autrichien pour se relever beaucoup et tous les partis
lui rendent justice. Il a pu enrayer le mouvement can-
ministère qui était à un moment fort dangereux, et il a
été aidé dans sa tâche par des personnes dont le
Grundberg, ministre des Affaires Étrangères et un gros industriel

M. Othmann -

La France, en face de ce relèvement ~~est~~ qui ne peut que lui être favorable, voit poursuivre un double but : économique et politique. C'est de voir politique elle doit tendre à retourner l'Autriche de la Bavière en développant ~~et~~ le sentiment patriotique et national qui s'est manifesté à Vienne depuis le traité de paix - sentiment qui, avant guerre n'apparaissait que très peu, Vienne se préoccupant alors uniquement de rester ~~elle~~ même la grande capitale d'un empire où ^{étaient} surtout les Hongrois qui avaient la prédominance - depuis, le besoin de vivre a fait naître ce sentiment national, et c'est vers lui qu'il convient de nous appuyer. Il y a donc un effort diplomatique d'un fait, de propagande d'autre fait - ^{à faire} Au f. de vie individuel, enfin, il importe de récompenser les exposants, car tous en faisant des affaires et en profitant eux-mêmes, des efforts qu'ils font à l'étranger, ils peuvent aussi au pays tout entier se bénéficier de leur travail.

Pour conclure, sur la question de la participation, il importe de restreindre ~~notre~~ le nombre des exposants, de façon que nous soyons représentés partout, par des maisons importantes ; moins de participants, mais plus d'affaires réalisées - C'est une question de méthode. D'ailleurs, & en Autriche, l'on peut affirmer qu'il n'y a aucune hostilité entre nous - A cette question : "vous aimez-t. m. ?" qui lui a été soumise, le Cadech peut répondre que tout au moins il n'y a pas de parti pris en ce pays contre la France - Il n'en est pas de même ailleurs - Il ne ferait d'affirmer qu'on est plutôt bien disposé à l'égard pour nous, les relations sont ^{très} cordiales, très cordiales - En somme, il y a le bon cœur, centre commercial, économique, intellectuel qu'il ne faut pas négliger. Nous devons exercer une action réelle à Vienne - Si nous faisons abstraction de notre influence en ce pays, si légère soit-elle, nous commettrions une grosse faute politique - (Applaudissements)

M. le Président remercie M. Cadech de son intéressant exposé, tant au nom du Groupement réuni pour l'Exposition, qu'en son nom de Président du Comité des Fairs - La mission confiée à M. Cadech était délicate. Il l'a remplie en industriel avisé et en diplomate. M. le Président, à cet égard, rappelle combien l'attitude des Autrichiens antérieurement, était difficile. Rindigues - que lui-même, lors de l'élaboration du traité, a comparé l'Autriche réduite à un territoire de quelques milliers de kilomètres carrés avec la seule grande ville l'immense agglomération de Vienne pourrait être comparée à une

avait le département de Ligne, et bien, par exemple, privé de toutes les sous-préfectures et réduit à quelques communes autour de Dinant et de son palais - Il a donc proposé ici ce moment une union économique de 4 États issus de la monarchie austro-hongroise, union qui aurait permis à l'Autriche de vivre à l'aise, alors qu'elle a traversé tout ce siècle une crise où elle a failli périr. Malheureusement il s'est heurté à ce moment à l'opposition de l'Italie, qui dans un esprit de revanche, demandait alors quel union s'étendit jusqu'à la Pologne. Cela n'était pas possible. L'Autriche fut donc, malgré le rôle ^{de héros} les peuples pleins de martyrisés par les trahisons qui ont suivi l'armistice. On s'explique donc que c'est de la France au lieu de la France qui ait été venue la France. On ne peut que se féliciter de son relèvement et il est à désirer que la France qui forme de son fait, y trouve la possibilité de travailler et faire ces affaires.

Envisageant plus spécialement la question de Paris, M. le Président indique que toutes, même celle de Zagreb, ont donné des excès. Toutefois il convient, comme il a été expliqué M. Lohé de la Liège, et le Comité de Paris a objecté la participation de la France ^{seulement} aux fêtes trois autres pour l'amie à venir : Sarrebourg - (il convient de remarquer à cet égard que la Sarre n'est pas 1923 au 7^e rang de nos exportations, alors qu'aucune industrie française n'a cessé de traverser son territoire) Utrecht, Barcelone, Bruxelles, Milan, Zagreb, Helsinki et Riga groupés en une seule fête, Luxembourg, Toronto, Prague, Lyon. ^{1^{re}} Vienne la question, est-elle de savoir si cette dernière et au fait doit-elle s'abandonner au profit de l'Autriche.

Enfin le Comité a réservé la participation à la fête un Procon. Pourrait M. le Président ultime qui s'est fait que soit fondée et résolue la question des relations commerciales avec la Russie. L'heure est venue de faire à Moscou des affaires en Russie, et il convient de favoriser la création d'un consortium, à la tête duquel M. Hubert Girard serait tout désigné, et qui pourrait, en mission là-bas, servir de lien entre la Russie et la France.

M. le Président ultime enfin, comme M. Lohé, que la question des récompenses aux exposants dans les Fairs, a une importance et il indique que si il n'exposait une proposition celle mettant sur le même pied à cet égard, les Fairs et les Expositions et l'étranger.

Enfin il appelle l'attention sur le rôle important joué par les attaches commerciales qui ont vivement critiqué lors de leur création, et qui ont, au contraire, rendu d'innombrables services.

M. Godet confirme ce dernier point de vue, ajoutant qu'il doit lui-même beaucoup à la collaboration de notre attaché commercial & même qu'il a été d'un grand secours pour toutes nos démarches et démarches.

Après un court échange de vues entre M. Coignet qui insiste sur la nécessité d'augmenter nos exportations, et fait remarquer qu'il convient de s'occuper de la balance commerciale. Tournant d'abord, provenant de nos exportations aux colonies, et l'on veut avoir un chiffre exact qui se fonde sur les conclusions qu'on en tire au point de vue du change, — M. Le Président qui répond à une interruption d'un membre demandant une explication de nos exportations agricoles, en signalant qu'il se préoccupe de favoriser les exportations pour certains produits du Midi (Vaucluse et Bouches du Rhône notamment) en Italie, Danemark et Norvège, — Le travail est clos à 18h. 20.

Le Président s'excuse —

mi-
—

Séance du mardi 5 février 1924

Présidence de M. Lujolas, président d'âge
Secrétaire d'âge. M. Alt. Colonel Jone.

La séance est ouverte à 14^h 15.

Fort présents : MM. Anic, Anaprot, Clémentel, Cochet, Coignet,
Courtias, Deloncle, Lujolas, Herry, Jone, Maudo, Marast,
Martin, Binachon, Magnier, Mollard, Pasquet, Ranson,
Maurat, Regnier, Roustan, Roy, Sen, Villote-Salé.

Constitution du Bureau pour l'année 1924

Le Bureau sortant (M. Clémentel, Président
Deloncle V. pr
Jone V. pr
Roustan Secrétaire
H. Roy 1^{er}

est réélu à l'unanimité, par acclamation.

Présidence de M. Clémentel

Désignation des rapporteurs - sont désignés comme rapporteurs des
sujets suivants :

1. M. Pasquet - Proj. relatifs au régime des lois ouvrières (L. du 1^{er} de Mars)
(ad. par le Sénat, relat. de la Chambre le 17. 12. 23) - n° 834-1923
2. M. Roustan - Proj. de loi relatif à l'immigration des réfugiés en C^{te} (relat. de la
Chambre) (1923) - n° 864
3. M. Zccard - Proj. relatifs portant sur les lois commerciales françaises et
étrangères (n° 26-1924)
4. M. Roustan - est confirmé dans sa fonction de rapporteur des projets relatifs à l'attribution de
caisses d'établissements publics aux group^{es} économiques régionaux des
chambres de C^{te} (pour la 2^e lecture)

5/ - M. Lene Prop. relat. ayant p. objet de modifier certains art. fontim relatifs à la taxe sur le chiffre d'affaires (1924 - 11043) pr avis - M. Lene

6 - M. Henri Roy - Prop. relat. ayant p. objet de modifier le régime fiscal applicable au petit commerce et à la petite industrie (1924 - 11044)

7 - M. Courties - Prop. lég. ayant p. objet de faciliter la création d'unions coopératives agricoles et de coopératives de consommation en vue de l'abaissement du coût de la vie. (11048, 11049)

8 - M. Henri Roy en remplacement de M. Foully p. rapporter le projet relatif à la réglementation de la vente de crues à fers.

9 - M. Coignet - en remplacement de M. Ruffier p. rapporter le 1^{er} projet de M. Delahaye sur les viticulteurs et lais à donner aux destinataires de colis par le O.S. de transport

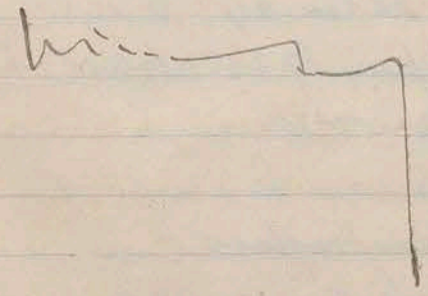
Fixation de prochaines réunions - La Com. décide ce de réunir le mercredi 13 février pour entendre :

(à 16^h) M. Lene (avis sur le projet relatif à la propriété commerciale renvoyé par le Com. le 23/6/23. et M. Roustan (rapport sur l'immatriculation au registre du Commerce

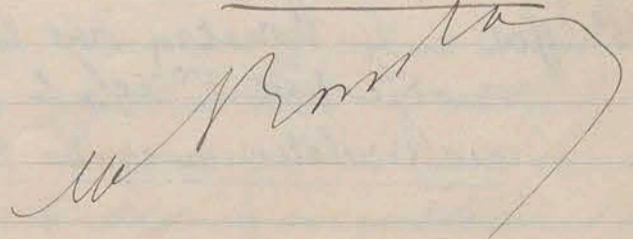
et le mercredi 20 février pour entendre : (à 16^h) M. Coignet (rapport sur les obligations imposées par la loi aux fondateurs)

La séance est levée à 14^h 40

Le Président



Le Secrétaire



l'obligation ^{des commerçants} qui oblige à mentionner le lib. des Cde et la 4^e de l'inscription au registre sur les annonces de journaux. Les protestations des quotidiens sont, en cela, d'accord avec celles des groupements commerciaux et l'analyse de certains ministériels montre qu'on fait la plupart des annonces sont déjà exemptes de cette obligation. L'interprétation de ces circulaires donnerait lieu à des abus et en fait, la suppression des mots "annonces" du texte actuel ne saurait porter préjudice aux consommateurs. Il conviendrait donc d'adopter la modification déjà votée par la Chambre. La Commission approuve le rapport de M. Roustan qui est autorisé à le déposer à la prochaine séance au Bureau du Sénat.

Propriété commerciale -

M. Laroche, chargé de donner l'avis au nom de la Com^{te} du Commerce sur le proj^{et} réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement de baux à loyer d'immeubles à usage commercial ou industriel, propose la loi ci-dessous soumise, au jour, à la Com^{te} de Législation civile et criminelle, fait observer tout d'abord qu'il ne demande pas à la Com^{te} de Commerce de se prononcer sur aucune loi. Elle ne le pourra faire que lorsque la Com^{te} de Législation civile aura adopté une solution nette.

Il se borne donc à faire un exposé de la position qui n'est autre que celle qu'on appelle plus brièvement la propriété commerciale.

Les rapporteurs insistent tout d'abord qu'en fait cette propriété commerciale existe réellement (achalandage, clientèle, droit au bail, etc.) - Lors qu'elle n'est pas distincte de la propriété de l'immeuble on ne s'exerce le Commerce, il n'y a aucune difficulté et les deux propriétés ne se heurtent même que par le fait de cette coexistence, mais au contraire lorsque la propriété commerciale est distincte de la propriété de l'immeuble, il y a antagonisme entre elles, et en cas d'expiration de bail il se produit souvent de graves injustices dont a le soupçon le commerçant, et M. Laroche, par des exemples multipliés

monte ambigus loq. souvent des commerçants qui ont travaillé
pend^t des années à développer une maison de trouvant soudain
évincés en fin de bail par un ^{nouveau} locataire qui profite de leur
situation faiblement acquise. Souvent même c'est le
propriétaire qui arrive à évincer son locataire grâce à la
complicité d'un homme de paille.

Cette situation s'est aggravée depuis la guerre et
la Chambre, au cours d'une ^{1^{re}} délibération, avait donné au
locataire commerçant arrivant à fin de bail un droit de
priorité absolue sur toutes autres personnes.

Le Sénat n'ayant pas accepté cette disposition la
Chambre n'a plus donné à l'occupant que le droit d'être
préféré, - ce qui n'est même pas le droit de préférence
envisagé par le Code pour les privilèges et hypothèques - à toutes
autres personnes - à ^{égalité} prix et charges égales.

La proposition telle qu'elle est présentée pose 2
problèmes: 1^o la réforme, telle est adoptée, sera-t-elle
limitée dans l'espace?

2^o Sera-t-elle limitée dans le temps?

Sur ces 2 points il ne connaît pas encore la décision
de la C^o de législation civile. Les deux principes mêmes
sur lesquels il faudra se prononcer.

M. Etienne indique alors que la C^o de
Législ^o civile a fait partie d'un projet prononcé contre
toute limitation dans l'espace. La loi sera appliquée à
toute la France, alors qu'on avait décidé tout d'abord
qu'elle ne s'appliquerait que dans les communes au-
dessus de 4000 habitants.

Quant à la limitation dans le temps
la C^o a fixé une période d'application pendant fin en 1938.

On a voulu ainsi constater en quelque sorte un essai.

M. de Dion trouve alors toute une série d'objec-
tions à la propriété commerciale. Il fait remarquer que
l'on a pu dire que le commerce exerce son instrument
dans le capital si une valeur plus grande, il en est
aussi la source active. Le commerce peut de-
venir "industrialisé" et le propriétaire doit pouvoir
à fin de bail changer la destination de son immeuble -
celui le produit dans le cas où la réglementation

Un quartier est-avoué et on le maintient dans l'immeuble du locataire amenant qui l'occupait jusqu'à son inconvénient a, en outre, l'effet d'en diminuer la valeur.

En plus, est-ce que l'immeuble ne sera occupé que par celui qui le loue? — et à quoi la terre objecte que la clause d'autorisation de sous-location existe déjà, et que d'ailleurs la jurisprudence, en général, s'est prononcée pour l'autorisation de sous-louer.

M. de Krom ajoute enfin que la multiplication des locaux à usage commercial augmente la crise des loyers et que la transformation de locaux d'habitation en magasins n'est pas désirable. Il craint ^{également que} la spéculation ^{ne joue un} trop grand rôle en l'occurrence. M. Hervey fait observer qu'il y a un texte à cet égard et M. de Krom confirme que la loi ne s'applique qu'aux locaux à usage commercial existants.

Pour M. Borquet, la dernière loi sur les locaux d'habitation ne visait pas les locaux commerciaux, et on ne devait se référer aux textes pour ces derniers qui existent lorsque le bail est expiré, n'est droit à aucune prorogation. M. Delorscle est également d'avis qu'il faut voter la loi — les arguments de M. de Krom ne l'ont pas convaincu. — Donc les grandes villes surtout il convient de défendre la propriété commerciale, qui a le grand avantage de résister puisque l'on peut en être dépossédé après des années de travail et il supplie la Com. d'émettre un avis favorable.

M. Skand et M. Hervey posent aussi qu'il faut adopter une solution et qu'il est urgent de prendre une décision définitive. Tous deux admettent qu'il faut prendre la même mesure des mesures de la spéculation (M. Hervey a notamment le danger de transformation de certaines maisons de C^{te} en établissements de nuit); mais M. Skand objecte qu'une fois le propriétaire a ce locataire un motif grave de lui proposer une autre personne — et si conséquent pour ces particuliers il n'y a pas de difficulté. Ayant donc pour un commerce déterminé le local ne peut sans autorisation de propriétaire changer la destination de l'immeuble.

M. Billot demande si la Com. doit courtoisie

5

M. Sarre répond immédiatement que l'art. ne peut
se prononcer tant que la Com. de législation n'a pas statué -
ce à quoi le Billet fait obstacle que cette procédure - mais
fait néanmoins sans doute, - ne cependant faire perdre beaucoup
de temps - M. le Com. sait, du moins officiellement
l'opinion de la Com. - mais du fond, ne pourrait trancher
également la question - M. le Com. du Cr.

On tene répond que le C^{te} de l'ée est évidemment
maître de ses délibérations. Elle fait, dans son sein,
prene une décision, mais cette décision ne pourra faire
l'objet d'un avis p^{re} à être exposé que lorsque le C^{te}
de l'éd^o aura fait au rite d^e rapport.

La Commission approuvant cette manière de voir charge M. Kire de rapporter à nouveau la question en lui faisant connaître son avis pour vendredi prochain; ce faisant qu'elle puisse se prononcer sur un texte - et au cas où elle est d'avis contraire d'indiquer d'avoir une opinion après l'exposé qui vient de lui être fait.

En conséquence la podamide seance est fixée à
l'après midi 16^h pour entendre la communication de M. Perie -

Proposition 2. Les dettes obligataires créées par la S.^{te} et les parties fondatrices.

M. Boquet rapporteur donne connaissance de 2
rapports supplémentaires: le 1^{er} sur les obligations émisses par
le 2^e sur les ports de fondation.

Cette question devait venir en séance publique
demain, mais le Président^{le} fait venir dès ce jour
car à la suite ^{actuelles} des observations des ministres du Cr., M.
Cognet a modifié son rapport — et il convient de faire
le ministre des modifications apportées au texte primitif avant
quelque chose, même en ce qui concerne les
Le modifications ^{demandées par le ministre qui} portent, — en ce qui concerne les
obligations — sur quelques points de détail — ^{et heureusement sans} ~~demandes par~~
le ministre il y a lieu de les accepter; mais pas contre
la C^{on} soit d'opposer à toute modification en ce qui
concerne la responsabilité — laquelle constitue l'ont

Séance du Vendredi 17 Mars 1924

Présidence de M. Clémentel

La séance est ouverte à 16^h

Présents : M. Clémentel, Billiet, Boignot, Courtes,
Coty, de Dion, Duglès, Hervey, Mauné,
Pasquet, Roustan, H. Roy, Serre

Propriété commerciale

M. Serre, rapporteur p. avis, exa-
mine le projet article par article d'après
le texte voté par la Chambre qui il propose
à la Commission d'adopter - (n° 447 - 1923)
Il demande donc à la C. d'adopter le
principe de la permanence p. l'application
de celui au lieu d'une limitation à 10 ans
comme l'a fait la C. de Législation -

M. Boignot ayant demandé si le principe
d'une indemnité subsistait bien en cas d'ex-
pulsion d'un locataire, M. le Rapporteur répond que
cela ne fait aucun doute, toute obligation ne
faute de résiliation, l'ancien, en droit, par une
indemnité - L'art. 4 à ce sujet est formel -

M. de Dion reproche à la loi

1° de s'appliquer à des ex-
ceptions

2° de libérer un grand nombre de
citoyens, notamment des mobiliers qui ne
servent plus pour actuellement de locaux
d'hab. qu'en achetant les meubles ou de
locaux commerciaux qu'en achetant la fond.

3° d'inciter les propriétaires à
faire bail à demande ^{obligatoire} de l'indemnité à
leurs propriétaires -

Le projet a été voté selon les vœux de la
Commission nationale de l'offre et de la demande
Mars a légiféré, plus il y a avantage

Selon lui, on prend la propriété au propriétaire si on
donne à celui qui n'en a pas. Peut-être est-ce
bien qu'il n'est pas de mortels. Il répondra qu'il
n'est pas de mortels.

M. le Rapporteur objecte à M. de Sion, quant
au reproche ecclésiastique que pour des exceptions, que
les lois sont faites uniquement pour les mauvais gens
et s'il n'y avait pas de personnes malhonnêtes il
serait inutile de faire des lois.

En ce qui concerne la noblesse, la loi a prévu
pour eux des avantages. D'ailleurs, elle ne prétend
pas régler tous les cas particuliers, mais donner
au juge un moyen de juger.

Quant à dire, comme le prétend M. de
Sion, que c'est une loi de surveillance de la moralité,
cela ne peut le soutenir, car elle n'est pas née d'un
seul jour: elle date de 1912 et c'est en réalité une
loi sociale.

M. le Président fait observer, d'ailleurs, que
le texte qui a été voté lui-même, à la Chambre, à la
main levée, était plus rigoureux que le texte actuel
puisque il demandait au locataire au droit de rétractation
de priorité, c'est à dire consacrait un démen-
sement de la propriété, alors que le texte
nouveau ne lui donne plus que le droit d'être
priorité. Tout le monde peut accepter cela.

M. de Sion ne fait pas une opposition formelle
et irrécusable au projet; il a voulu seulement, dit-il, signaler
des abus.

M. Roy ajoute que d'ailleurs il ne s'agit que
d'une loi de procédure.

L'art. 1^{er} est adopté.

A l'art. 2 (notification par le locataire au propriétaire de
renouvellement de procédure de constitution devant le tribunal
civil ou commercial entre les parties, dans le délai de
la notification) aucune observation n'est présentée,
mais à l'art. 3 qui prévoit l'institution d'arbitres
régles le désaccord entre les parties, lorsqu'il s'agit de la
prix et les conditions de renouvellement, M. Roy fait

71
observe qu'il est inutile de définir la mission
de l'arbitre, du moment que chaque partie désigne
un arbitre, cette mission est connue par avance.

Mais le Président répond qu'il faut aller
vite et que Mr le rapporteur demandera, à cet effet,
à la Com^{te} de s'en tenir au texte de la charte
sans la moindre modif^{on} de forme. Sans doute il
faut y avoir à cet égard une de la forme, des
imperfections, mais si la Com^{te} adopte les principes
posés quant au fond, il conviendrait qu'elle adopte égale-
ment le texte littéralement afin qu'une solution
de principe intervienne; si au contraire la Com^{te} veut
modifier la loi dans ses principes, alors on pourra
reprendre le texte article par article et changer à
la fois le fond et la forme.

S'inspirant de cette idée la Com^{te} manifeste
les termes d'arbitres, pour ne pas modifier le texte
sur une question de forme, ^{bien} alors que la procédure
substituée soit plutôt, comme le fait remarquer Mr.
Touquet une procédure de conciliation qu'une
procédure d'arbitrage.

L'art. 3 est adopté sans modification.

L'art. 4 (principe d'une indemnité due
au locataire dont le bail n'est pas renouvelé
et ce sans motif légitime) est également
adopté sans modification.

Il en est de même de l'art. 5 (droit de
reprise de l'immunité par le propri^{étaire} pour lui ou
ses enfants, avec ind^{emnité} due seulement dans le
cas où le propri^{étaire} est substitué au locataire &
exerce lui-même un commerce ou une industrie
et présomption que le propri^{étaire} si l'acquisition de
l'immunité par le propri^{étaire} n'a pas date
certaine, 5 ans après l'expiration du bail).

Les art. 6 et 7 (location d'immunités de
fond, et de l'immunité et plus-value
apportée par le locataire à la valeur de
l'immunité obligeant le propri^{étaire} à indemnité)
sont adoptés sans observation.

21

A l'art. 8 qui donne au locataire d'immeuble une action en indemnité et le nouvel occupant qui, dans le fait, sans suivre l'expiration de bail, exerce dans l'immeuble une commerce, industrie ou profession de la clientèle et de l'achalandage acquis ou créés par le locataire sortant. M. Courtes demande si la mauvaise foi du propriétaire est supposée.

Non, répond M. Serre, et M. Roy ajoute qu'il y a là une lacune grave et la loi qui aura été votée prévoit que le locataire d'immeuble pourra être appelé le propriétaire en garantie, mais comme la fait observer M. Luridan, si l'on charge quelque chose au texte, il faut tout remettre en discussion. L'art. 8 est donc adopté également sans modification.

Il en est ainsi de l'art. 9 (prescription par 3 années des instances) et 10 (non application aux baux emphytéotiques).

A l'art. 11 (nullité des clauses contraires à la potesté laïque) M. de Sion demande ^{puis-je} si l'on ne peut par contrat réserver aux bénéficiaires de la loi acquiescent des anciens baux.

M. le Rapporteur répond que la loi est faite uniquement pour les baux arrivant à expiration. Il fait observer également que cet article qui, en ce qui concerne les promesses de location à des tiers, exige pour être valable qu'elle aient date certaine avant le 13 mars 1914 et ^{le cas où cette promesse émanerait} pour les mutations avant le 1^{er} août 1914, est moins restrictif que le texte de M. Luridan. Le Rapporteur de la Commission de législation.

Les articles 12 à 15 sont adoptés sans aucune observation, mais à l'article 16 M. de Sion qui pose le principe de réciprocité pour que les étrangers puissent invoquer ^{le bénéfice de} la loi d'un Français, — sauf le cas où ces étrangers ont combattu dans les armées alliées, M. de Sion s'oppose vivement à ce que cette dernière disposition soit

adoptée. Si elle est maintenue il ne pourra
voter la loi et même il interviendra contre le
texte de cet article en séance publique.

Néanmoins la Com.^{te} adopte l'art. 16 sans chan-
gement.

Les 2 derniers articles sont adoptés sans dis-
cussion.

Les membres présents de la Com.^{te} consultés tour à
tour par l'ensemble acceptent tous sans
M. de Sion de voter le texte de la Chambre sans
modification, dans le but d'éviter ~~de~~ ne pas se
faire le vote de la loi. A M. M. Cognet
et de Sion qui protestent cependant contre cette sorte
de vote on demeure imposé au Sénat, M. Billiet
fait observer, qu'on va voter le Sénat et au le
temps d'examiner la loi et qu'il n'y a pas de
rapport à adresser à la Chambre de ce fait.

M. Roustan ajoute que toutes les lettres reçues
par la Com.^{te} prouvent nettement que le conseil
français, tout entier, déclare le vote de la loi
M. M. Courtes, ^{Cognet} Luchas, Maudo, se rallient à
ces observations.

Le texte de la Chambre, ^{sans modification} suit avec vote est
voté par la voie M. de Sion s'abstenant
seul, ^{ne pouvant voter qu'après} dans
l'art. 16 de la disposition ^{favorable} relative aux étrangers ayant
combattu avec les armées alliées.

La séance est levée à 18^h 15

Le Président.

Le Secrétaire,

[Signature]

Séance du mercredi 7 février

Présence de M. Clémentel

La séance est ouverte à 16^h

Présents : M. Clémentel, Ardillon, Bagnat, Buhon, Lécuyer, Hervey, Mauné, Martin-Binacchion, Tardieu, Roustan.

Désignation de rapporteur - M. Roustan est nommé rapporteur sur projets de loi portant modification de l'art 29 du L. 1^{er} du 1^{er} du Travail (Repos des Femmes en couche) (1904-1905) et portant modification de l'art 29 du L. 1^{er} du 1^{er} du Travail et de l'art 18, 96, 166 et 182 du L. II.

Introduction des lois commerciales françaises en Alsace-Lorraine

M. Lécuyer, rapporteur, indique qu'au moment de l'annexion la législation en vigueur en Alsace-Lorraine était totalement différente de celle en vigeur en France. Pendant la guerre, les Comités avaient fonctionné pour étudier la réintroduction de l'ensemble de la législation française dans les 3 départements.

Après l'annexion, M. Millerand, alors commissaire-général, institua 3 Comités, l'un pour l'étude d'une modification au droit pénal, le 2^e pour l'étude des lois spécialement le Droit Civil et le 3^e le Droit commercial.

Une loi au 12 Octobre 1919 accélère la procédure à l'égard des décrets pour introduire les lois en Alsace-Lorraine. La ratification de ces décrets a été ensuite été donnée à l'approbation du Parlement.

Mais dans une matière aussi importante que la législation commerciale il ne pouvait être question de modifier la réforme par décret et une loi fut promulguée par M. Millerand en vue de l'établissement d'un projet de loi.

Les Comités de Commerce d'Alsace-Lorraine

notamment celles de Strasbourg, Metz, Mulhouse, Colmar, furent accueillies et en oct. 1923 un projet fut soumis à l'examen du Conseil consultatif qui, après diverses modifications apportées au projet primitif mit de pied en terre un texte qui fut adopté en début de 1923.

Les divergences étaient élevées à la Chambre au sujet de la loi de fusion, et en résultat un second projet de loi fut adopté. Les uns voulaient qu'on se bornât à faire la réforme pour les lois civiles et commerciales, les autres désiraient une réforme d'ensemble. C'est la 1^{re} opinion qui prévalut finalement, et pour le projet concernant les lois civiles on se borna à introduire des modifications permettant l'adaptation aux lois locales. Enfin en X^e 1923 la Chambre adopta sans discussion le projet relatif aux lois commerciales qui fut alors transmis au Sénat en janvier 1924.

M. Lécuyer estime qu'il n'est pas possible d'adopter sans modification le projet de la Chambre, car outre les erreurs de rédaction il y a ^{entre les lois commerciales et} défaut d'harmonie avec les lois civiles. Il considère ^{dans} d'ailleurs cette coexistence - en fait - à quoi M. Lécuyer s'est attaché. Toutefois, comme il considère d'agir rapidement, afin d'éviter ces discussions prolongées, au cas ^{nécessaire} où les votes à la Chambre, M. Lécuyer s'est mis en rapport avec le rapporteur de l'autre assemblée et le Sénat de la 1^{re} au Commerce et du Sénat, à Strasbourg.

Il propose à la Com. pour qu'une décision soit prise s'il est décidé, ce lui apportera pour quinquaine, le texte de la Chambre avec en regard les diverses modifications qu'il proposera d'adopter.

Il croit ainsi être vu et la est ainsi enroulé en 12 mars prochain.

Paris de
transfert

M. Lécuyer expose que la situation budgétaire

des relèvements se sont aggravés dans un notable degré
 lors de 1922 à 1923 (le déficit annuel passait
 d'une année à l'autre de 200 à 1700 millions) la
 question s'est posée d'un relèvement des tarifs.
 Les causes de cette situation sont dues en partie à
 l'élévation des coûts des charbons et en partie à
 certains autres facteurs tels que le coût des charges non
 reléguées qui leur furent imposées, — notamment l'a-
 mélioration des retraits —

À la demande de ce le ministre a répondu
 qu'en aucun cas un relèvement ^{des tarifs} ne saurait être
 envisagé sans une autre partie sérieuse d'économie
 dans la gestion des relèvements. Le gouvernement pour 500
 millions de compression de dépenses — Réduisant
 donc 1100 millions de déficits à combler et en
 l'absence d'un programme de 600 millions de
 relèvements pour le tarif voyageurs et 600 millions
 pour le tarif marchandises.

Après divers remaniements l'on se fixa sur les
 bases suivantes : relèvements de 49, 48, 47% pour le
 tarif voyageurs de 1^{er}, 2^e et 3^e cl. et augmentation de
 12% pour le tarif marchandises, ce qui en fait constituer 30%
 de majoration supplémentaire sur le tarif 1914 — Dans
 un total majoration de 170%, la majoration actuelle
 étant 140% —

La question qui a le plus préoccupé les relèvements est
 celle du relèvement des tarifs marchandises — car les
 objections sont venues nombreuses et de nature à
 être valables que pour le tarif des voyageurs il n'y a
 pas eu de longue discussion — La plus grande partie
 des objections ont été faites en faveur des protestations, les
 plus sont tout d'abord et quelques uns ont été élevés
 relèvements — Personnellement le Cadet
 estime que ce relèvement de 600 millions ne
 peut être accepté que si, indépendamment de la
 mise faite consistant pour le 1^{er} à économiser 500
 millions, cela s'accepte en outre un renouveau
 ment des tarifs de base dont certains sont très
 vieux et dépassés. Il conviendrait de relever

Les tarifs de transport de certains produits agricoles sont
 manifestement insuffisants, d'abaisser au contraire les tarifs
 de transport des objets de première nécessité - M. Cardon en a
 rendu l'avis au Conseil Supérieur et au fin du ministère et à
 son point de vue, il est nécessaire que les tarifs soient
 appliqués au prorata des frais de transport intervenant
 dans le prix de revient.

Il y a un regrettement à faire et à ne pas
 trop demander aux pouvoirs publics que leur ne
 manquent d'intervenir auprès des Rois et à cet
 effet. La Com^{te} d'Agriculture et le groupe ag
 riculture, viticole ^{ou forestier} devant faire une démarche auprès
 du ministre, M. Cardon propose à la Com^{te} d'ad
 joindre quelques membres à cette délégation pour faire
 connaître les motifs de sa.

Après un court échange de vues entre M. Cardon et
 M. Bagnat qui fait savoir qu'il n'avait pas
 une mission d'obligation pour faire une démarche
 nouvelle, mais qu'il y a renoncé, ne pas se fêter
 l'absence dans le public qui n'ignore pas que la
 obligation est uniquement faite face à la
 loi d'annulation, M. Martin Binaison qui
 ajoute que d'ailleurs, actuellement l'obligation
 ne fait pas partie de la faveur du public, et
 M. Mando, Babin, Rochon, M. Cardon
 précise que dans son esprit, les abaissements de
 tarifs devraient être demandés pour certaines mar-
 chandises seulement, sans qu'il y ait lieu de
 procéder à une révision générale - Il cite no
 tamment les vins, les denrées agricoles, le bétail,
 les engrais, les minerais, le charbon.

La Commission, acceptant le point de vue
 des rapporteurs, décide qu'une délégation
 de membres sera adjointe aux députés, membres
 de la Com^{te} d'Agriculture et du groupe viticole devant
 se rendre auprès du ministre des Travaux publics -
 sont désignés à cet effet : M. G. Bouteiller, Cardon,
 Bouteiller, Mando, Martin Binaison.

Séance du 17⁸⁰

Le Président

Le Secrétaire

[Signature]

Séance du mercredi 15 mars 1924

Présidence de M. Lere

La séance est ouverte à 16 h.

Sont présents : MM. Lere, Delors, Bagnat, Couet, Deschamps, Weber, Hervey, Mando, Roustan, Tardif.

Repos des Femmes en couches - M. Roustan donne lecture de son rapport qui conclut à l'adoption du texte suivant voté par la Chambre -

ARTICLE UNIQUE.

L'article 29 du Livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

« Art. 29. — La suspension du travail par la femme pendant douze semaines consécutives, dans la période qui précède et suit l'accouchement, ne peut être une cause de rupture, par l'employeur, du contrat de louage de services, et ce, à peine de dommages-intérêts au profit de la femme. Celle-ci devra avertir l'employeur du motif de son absence.

« Au cas où l'absence de la femme, à la suite d'une maladie, attestée par certificat médical, comme résultant de la grossesse ou des couches, mettant l'intéressée dans l'incapacité de reprendre son travail, se prolongerait au delà du terme fixé à l'alinéa précédent, sans excéder quinze semaines, l'employeur ne pourra lui donner congé pendant cette absence.

« Toute convention contraire est nulle de plein droit.

« L'assistance judiciaire sera de droit pour la femme devant la juridiction du premier degré. »

Il faut observer que l'adoption de ce texte ne signifie en aucun cas un retour à l'ancien droit d'humanité mais il mettra notre Code du Travail en harmonie avec la disposition adoptée par le Congrès international de Washington.

M. Lere ajoute que le projet ne portait pas la question d'indemnité à allouer aux femmes en couches mais visait seulement la ^{durée de} validité du contrat de travail.

À cet égard, M. Bagnat déclare qu'il est regrettable que l'on n'ait pas encore adopté le projet relatif aux assurances sociales, & qu'on aurait pu en détacher un article visant la durée à allouer aux femmes en couches & l'insérer dans le texte actuel.

Mr. Leure partage cette opinion avec toute la 6^{ème} main en faveur
tout au moins, prie le rapporteur d'en faire mention dans
son rapport. (Approbation)

Les autres membres de Mr. Henry, Mr. Roustan, précisent
que, bien que le texte ne le dise pas explicitement, il s'agit
des docteurs que le projet étend à 6 semaines avant et 6 semaines
après l'accouchement la durée pendant laquelle le contrat de
travail ne pourra être rompu. En effet, actuellement l'indemnité
est due 4 semaines avant, 4 semaines après. Le projet le porte
à 12 semaines au total au lieu de 8 et ce naturel qu'il
doit être en réalité appliqué exactement en 2 par la date
de l'accouchement. Quand le projet sur le travail social
sera voté l'indemnité à payer s'appliquera sur
une période de 6 semaines avant & après l'accouchement.

Répondant à M. Boiguet, M. Roustan indique également
que la France est en retard sur la majorité
des autres nations qui ont déjà adopté les mesures prescrites
par la Conv. de Washington.

M. Roustan est autorisé à déposer son rapport.

Travaux interdits aux enfants de
moins de 18 ans & aux jeunes
(1913 - n° 436)

M. Roustan demande que le ministre
du Travail soit entendu sur ce projet, dont l'adoption
pour la branche concernée au 27 nov. 1913. L'application de
ce texte met en cause la loi du 2 oct. 1917 sur les
devoirs de boisson (il s'agit surtout du travail des jeunes
filles dans les établissements) et il conviendrait de connaître
l'opinion du ministre sur la conciliation qui s'est
faite ou non d'établir entre ces deux textes.

La Com. décide donc qu'elle entend le ministre
sur le travail des enfants.

Désignation de rapporteurs - M. Diebolt Weber est désigné comme rapporteur
de 2 projets relatifs à l'introd. de lois françaises en
Alsace Lorraine, le 1^{er} concernant le salaire des
ouvrières à domicile dans l'ind. des vêtements, le 2^{ème} important
régulation aux commissionnaires de trait. public de provisions,
allocations familiales, etc. personnel - (n° 10/et 109 - 1924)

La séance est levée à 14^h 45

Le Président,

Le Secrétaire,
M. Roustan

21
Séance du 11 mars 1919

Présidence de M. Clementel

Le présent : M. Clementel, Galt, Guignot, Renaud
Pasquet Bonotay

La séance est ouverte à 16^h.

Intérêt de la Législⁿ fⁿ en Alsace. Lorraine (Législation
commerciale)

M. Renaud donne lecture de son rapport et
présente vivement l'urgence du projet, à adopter
le projet. Il ajoute que celui-ci prévoit, à titre transitoire
le maintien de certaines dispositions et institutions
locales, notamment en ce qui concerne le nom
commercial, le fⁿ à responsabilité limitée, le capital
d'assurance, le commissaire aux comptes, la tenue des livres, et

M. le Président fait observer qu'un certain
nombre de ces dispositions locales seraient avantageusement
introduites dans la législation générale de France.
La Com^m approuve unanimement cet accord de vue et
charge M. Renaud de lui présenter ultérieurement une
étude à cet égard.

Pas ailleurs le projet ne comporte que quel-
ques modifications de détail de la loi de la Chambre,
changements nécessaires pour la mise en harmonie avec
le projet portant introduction en Alsace Lorraine des lois
civiles. Les modifications font l'objet d'un texte
comparatif qui est annexé en annexe aux archives de
la Com^m. A l'unanimité la Com^m approuve le
rapport de M. Renaud et l'autorise à le déposer im-
médiatement.

Code du Travail. M. Pasquet est autorisé à déposer 2 rapports
relatifs au Code du Travail : le 1^{er} portant cotⁿ de loi ouvrière
Livre IV - (année 1920 - n° 834), le 2^e relatif à l'art 44
du Code du Travail, relatif au paiement des salaires des représentants de
commerce (année 1921 - n° 86).

La séance est levée à 17^h 30

Le Président,

Le Greffier
M. Renaud

L'ance du mercredi 26 mars 1924

Présence de M. Clémentel

La séance est ouverte à 16^h

Sont Présents: MM. Clémentel, Deloncle, Roustan, Caumont,
Cotet, Bourlier, Maudo, Millette-Jalé

Désignation d'un rapporteur par M. Deloncle est désigné
comme rapp^r par le projet n° 183 (1924) relatif à la
modification des art 419 et 420 du C. de Commerce (déclaration de
généralité des échanges commerciaux et industriels)

Correspondance - M. le Président informe la Com^m qu'il a reçu
2 lettres, l'une du Comité National du C. de Commerce,
l'autre de la Confédⁿ des Producteurs Français, deman-
dant la spécialisation de l'application de la loi pour le
développement du C. de Commerce et l'emploi intégral à
l'équipement des dépenses de nos services d'exportation
Commerciale à l'étranger -

La Com^m décide d'écrire à M. le P. du Conseil pour
appeler son attention bienveillante sur ce ^{et lui en faire} ~~sur ce~~ ^{qui est} ~~sur ce~~ ^{après}

Il est décidé d'adresser également une lettre au
ministre du Commerce et de l'Industrie pour appuyer un
vœu émis par la Fédération des groupements commerciaux
et industriels de la région en faveur de subventions
aux banques populaires

Relations commerciales avec la Russie - La Com^m ayant reçu de M. Juk de
Cuvérville, au nom d'un grand nombre de commerçants français, une
lettre dans laquelle copie d'une requête adressée au P. de la
République en faveur de la reprise des relations commerciales
avec la Russie, cette lettre est copiée pour être lue à
M. Deloncle, avec mission de faire un rapport sur cette
question.

La Commission s'ajourne à mercredi pour l'audition du ministre du
Commerce sur le projet relatif aux échanges internationaux des produits
d'origine et les art 419 et 420

Le Président

Le Secrétaire

M. Roustan

23

Séance du 2 avril 1924

Présence de M. Clémentel

La séance est ouverte à 16^h.

Sont présents : Mm. Clémentel, Deloncle, Bouvier, Coignet, Hervey, Godet, Bourtes, Marret, Roussy.

Désignation d'un rapporteur - M. Bouvier est désigné comme rapporteur au projet n° 222 (1924) portant ratification du décret du 14 mai 1923 rendant applicable en Alsace-Lorraine l'avis du 29 juillet 1893 modifié par celui du 13 juillet 1914 relative à l'administration des associations d'ouvriers français aux marchés de faux travaux et de fournitures à faire pour le compte des communes.

Conventions tarifaires avec l'Italie - M. Coignet donne le détail de ses efforts et des projets de loi approuvant des conventions de tarifs entre la France et l'Italie (exportations et importations de soieries, laines, etc.) passées le 13 nov. 1922.

La commission approuve les conclusions de ces rapports et autorise M. Coignet à les déposer sur le bureau du Sénat.

La séance est levée à 16^h 10

Le Président,

Le Secrétaire

M. Roussy

L'ance au mercredi 27 juillet 1894

Présence de M. Delance, vice président

La séance est ouverte à 17h30

Sont présents: MM. Delance,

Chapsal, Corzuet, Courties, Demons, de
Lion, Courties, mardo, mardo, Roy, Rure
Chunier Bourdau, V. cette fête

Régime des Pêches. La Com. des finances, tenue p. aris, demande
à être saisie au fond.

Les membres de la Com. des finances déclarent que
la Com. des Pêches doit être saisie au fond. Le président au
Etat en sera informé.

Locaux. M. le P. fait connaître que les locaux du V. stage
pourraient être mis à la disposition de la Com.

Le Bureau est chargé de le voir et de lui en
la question

Relations canoniques avec la Russie. M. Delance expose
qu'il avait été chargé de présenter un rapport sur
la reprise des relations canoniques avec la Russie
la question est devenue un objet de débat de
caractère en ministère d'Etat, dont le
programme sur ce point est plus large encore
puisque il comporte même la reprise des relations
diplomatiques.

Élection d'un président en remplacement de M. Clément
descoms ministre des finances.

M. Delance déclare avoir à toute cette
salle.

M. Serre est alors élu par acclamations, sous
concurrent.

Il remercie la Commission de l'honneur qu'elle
lui a fait.

La Com. des Pêches p. M. Delance adresse à
M. Clément ses félicitations et l'expression de sa recon-
naissance pour la façon dont il a présidé la Com. depuis 1 an.

La séance est close à 18h

Le Président
M. Serre

Le Secrétaire
M. Rouilly

9/

Leance au mercredi 9 février 1904

Présence de M. Lere,

La Leance est ouverte à 16^h

Sont présents : MM. Lere, Président
Bremer, Cognat, de Dion, Chapral, Courtier, Maudo,
Jarnier, Marsot, Pasquet, Roy, Marcel-Régnier,
Roustau, Poudic, Villella-Joli

Élection d'un vice P^résident

Remplacement de M. Lere, nommé P^résident
MM. Royet Roustau font connaître qu'ils sont candidats.
Ils procèdent au vote.

Nombre de votants : 13

Majorité absolue 7

Ont obtenu : MM. Roy. 7

Roustau 6

M. Henri Roy est proclamé v. p^résident en remplacement
de M. Lere président.

Portuite de la nomination de M. H. Roy il y aura
lieu de procéder à l'élection d'un secrétaire.

Sur la prop^o de M. Bremer cette élection est
renvoyée à une prochaine Leance

Désignation d'un rapporteur - M. Henri Roy est désigné
comme rapporteur du projet relatif au
régime du pétrole.

La commission procède ensuite à l'examen des rapports en souffrance.
M. de Dion que l'on demandait ^{entendu} à M. le ministre de
Commerce p^r le projet relatif aux P^rêts d'industrialité doit en
rapporter M. Cognat - cette audition aura lieu après la vacance

M. Cognat fait connaître qu'il déposera un amendement à la
proposition relative au régime des fleuves

M. Roustau indique qu'un large débat pourra être institué à
la rentrée également sur le projet relatif aux accords de Wash-
ington.

M. Chapral est nommé rapporteur du projet sur la Société à
responsabilité limitée en remplacement de M. Roustau

qui a demandé à être allargée et tracée.

M. Roustan fait connaître qu'il retire la proposition relative à l'immobilisation au profit de l'Etat des propriétés agricoles, dont il était également rapporteur, cette proposition n'ayant devenue sans objet par suite de la réponse favorable du ministre des finances.

La séance est levée à 16^h 30

Le Président,

Le Secrétaire,

[Signature]

Séance du 30 juillet

Présidence de M. Serre

Présent : M. Serre, V. Lottin, J. Lottin.

La séance est ouverte à 14^h 45

M. M. Jervay et le colonel Jore s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

Projet relatif au règlement des dettes dans l'échecance a été proposé
sur ce qui concerne les dettes et créances de mobiliers morts pour la France

M. Serre, président et rapporteur expose qu'une loi antérieure a accordé un délai aux mobiliers morts pour la France pour leur dette morale.

Or, ce texte est rédigé de telle façon que les créanciers ne peuvent profiter de la loi. Le présent projet a pour but, par une simple rectification d'accorder le bénéfice de la loi aux créanciers et opposants, quelle qu'ait été la durée de la mobilisation : un mois ou 3 ans !

La Commission approuve le rapport. M. Serre est autorisé à le déposer immédiatement.

La séance est levée à 15^h 45.

Le Président,

[Signature]

France du 27 août 1924

Présidence de M. Serre

Sont présents: MM. Serre, Borquet, Maunier.

Séance ouverte à 9^h 1/2

Projet de loi relatif au paiement par chèque des effets de commerce

M. Borquet, rapporteur expose que le projet a pour but d'organiser le paiement des traites par chèque. Il concilie le système de la traite, instrument de crédit avec celui du chèque instrument de paiement. A ce dernier point de vue le paiement des traites par chèques entraînera le déplacement d'environ 300 millions, d'effets et billets de banque à chaque échéance. Il atténue, d'autre part, le danger couru par le gérant de recette qui, portant des chèques barrés au lieu de billets de banque, se voit exposé.

M. Borquet conclut à l'adoption du projet.

L'Assemblée a autorisé à déposer à l'encre son rapport et à demander en séance publique la discussion immédiate.

Séance en cours à 9^h 45

Le Président,

Paul

Séance du 21 novembre 1924

Présence de M. Serre

Sont présents : M. Serre, Bellet, Buhar, Chapal, Duron, Exard, Suplain, Hervey, Martin, Binachon, Marsot, Roy, Villette - fct

La séance est ouverte à 15^h

Rapport de M. Henry Roy sur le projet de loi relatif au Régime des Pétroles & portant création d'un Office national des Combustibles Liquides

M. Roy, rapporteur, fait tout d'abord l'historique du dépôt du projet, il rappelle que celui-ci a été déposé à l'Assemblée en avril 1924 et a été voté par les 1924. Il y eut 3 rapports successifs de M. H. Jan, cad à la Com. des Mines, puis de M. de la C. de la Marine marchande. Entre temps il y eut 6 propositions d'initiative parlementaire portant création d'un Office des Pétroles, si bien que la loi primitive qui ne visait que le régime intérieur du pétrole a finalement en même temps projeté la création d'un Office national des Combustibles Liquides.

En 1914, le régime des pétroles était celui de la liberté libre ; au début de la guerre, devant les mois, fut instituée la réquisition administrative, mais en août des mois de septembre rétablit le régime de la liberté.

En 1917, au lendemain de Verdun, le G. Q. G. ayant besoin un programme de 60.000 tonnes par mois, et le consortium existant ne pouvant en fournir que 30.000 M. H. Debenge demanda à M. de la C. de la Marine d'intervenir auprès du président Wilson qui fit alors offrir aux Français un certain nombre de bateaux pétroliers. M. Debenge fut nommé Commissaire aux Pétroles à l'Armistice, et y avait en France un stock d'urgence considérable - 200.000 tonnes en réserve.

pour l'importation du pétrole brut, de ses dérivés et de ses résidus,

L'article 2 est un article de défense nationale; il organise la constitution de stocks pour les importateurs.

M. Ruy appelle l'attention sur la disposition qui oblige les importateurs à faire connaître les emplacements de leurs stocks.

A une observation de M. le Président, le rapporteur répond que les dérogations prévues ne peuvent que porter sur les dérivés, non sur le pétrole lui-même.

M. Hervey fait observer que la consommation grandissante doit aboutir à un stockage plus important et par conséquent à une immobilisation de capitaux. M. le Rapporteur répond qu'il n'immobilise pas de quantités supérieures aux besoins qui seront couverts par les états marchands.

Aucun taxon ne frappe ces stocks qui continuent à faire en cul-de-sac.

L'art. 3 pose en principe le droit de réquisition pour l'Etat en cas d'insuffisance des quantités stockées.

L'art. 4 vise uniquement les exceptions applicables aux écarts de pétrole prévus par la loi du 10/2-1923 - art. 6.

M. le Rapporteur laisse momentanément de côté les art. 5 à 10 qui concernent plus spécialement l'Office national des Combustibles liquides, et examine l'art. 11 qui supprime la taxe de fabrication de 1.75 par 100 kg. ou 1^{re} par hectolitre sur les huiles minérales.

L'art. 12 établit le droit de contrôle des ministres de Commerce - (ce qui fait l'exercice appliqué au pétrole).

L'art. 13 impose l'affichage du prix de vente de l'essence au fidon dans chaque département.

L'art. 14 applique la loi à l'Algérie française et former l'Algérie et l'Algérie à une Colonie.

Le rapporteur revient alors aux art. 5 à 10 concernant l'Office. La création en est prévue par l'art. 5. L'art. 6 en définit les attributions.

M. le Président demandant que fixera les prix, le rapporteur répond que le Commerce est libre, la fixation n'est pas un monopole.

Une courte discussion s'engage entre le Président, le Rapporteur, M. Morin-Bisnault, M. Arpsal et la présidence.

qui paraît exister entre ce texte et celui de l'art. 13 sur le point
de contrôle des prix. M. le Rapporteur reconnaît qu'il y a là une
certaine obscurité de texte, mais il s'agit plutôt d'organiser
une fixation des prix que de prévoir leur fixation.

M. Chapel appelle l'attention sur la nécessité de
pourvoir un certain nombre d'appareils pour le service des Pouds et Mesures.

M. le Rapporteur, à propos de l'art. 6 donne lecture d'une
note sur l'enseignement technique. — (École de Châtouay)

Il en résulte que des forages ont été entrepris en Lorraine,
dans le Val de Saône, en Normandie, dans l'Alsace et que
des missions officielles ont été envoyées à Madagascar et au
Maroc.

L'art. 7 établit le budget de l'Office, et à ce sujet
M. Roy signale que le Rapporteur fait au nom de la Commission,
M. Pétier, conclut à l'adoption du projet.
Les derniers articles n'appellent aucune observation. La
seule question un peu délicate est celle des savoirs qui sera
faite la retraite des employés et ouvriers de l'Office. Selon
on les assimiler à des fonctionnaires? M. Roy est d'avis
que c'est à l'Office à faire la retraite, toutefois il
tiendra personnellement la question au clair.

La Commission, à l'unanimité adopte le
texte qui lui est proposé et autorise M. Roy à
déposer son rapport.

Nominations d'un rapporteur M. Lazard est désigné comme
Rapporteur de 1^{er} projet de loi.

1^{er} 40 637 concernant le service des Pouds et Mesures en
Alsace-Lorraine

2^e 40 642 relatif au régime des téléphones en Alsace-Lorraine

3^e 40 647 sur le régime des Banques Populaires en
Alsace-Lorraine

Le Procès-verbal est adopté à 17^h 50

Le Président

[Signature]

Commission des Commerce

Séance du mercredi 28 nov. 1923

Présence abs. -

La séance est ouverte à 11^h.Sont présents : M^{rs}. Lere, Billiet, Courtes, Duron, Deland, Dupont, Coignet, Hervey, Mauné, Roustan, M^{lle} Jute.

M. le Président donne communication d'une lettre comportant un avis en faveur de la remise des indemnités aux travailleurs étrangers.

Cette lettre est transmise provisoirement à M. Coignet

Rapport de M. Roustan sur 3 projets relatifs concernant le travail des enfants et des jeunes - (nos 319, 320 et 96 - 1923)

M. Roustan, rapporteur, indique que le 6^o qui il s'agit d'abord de 2 projets concernant la ratification d'une convention entre la France et la Belgique, en vue de la convention de Washington sur le travail des femmes et des enfants. Il y a eu, en effet, un projet de convention à Washington, projet qui n'a pas encore été ratifié par tous les Etats participants à la Conférence, et la convention passée entre la France et la Belgique est conforme au projet de convention de Washington. Il y a donc, tout d'abord lieu de modifier l'intitulé des 2 projets et de dire, dans les articles 1^{er} et 2^o :

"La République se déclare à ratifier la convention ^{passée} entre la France et la Belgique sur le travail des enfants (ou jeunes) - ... - Conformément au projet de convention de Washington, elle - - -"

Quant au 3^o projet (n^o 96) il s'agit d'une conséquence des 2^o ayant simplement pour objet de modifier certains articles du Code du Travail (20a et 96 du L. II) pour les mettre en harmonie avec la nouvelle convention.

M. Roustan passe ensuite en revue les dispositions projetées et montre que le texte de la nouvelle convention plus ex-
pressif que celui de la convention de 1906, n'a ajouté rien à ce
Code du Travail qu'il reportait en ce qui concerne les travailleurs

Leurs 2 accords sur industries d'elles privilégiés à raison de la nature
des produits manipulés (au total 11 industries pour lesquelles
la Conf. de Washington admet des derogations en faveur des
femmes majeures.)

M. le rapporteur fait observer que les industries de la
Confédération de Deuil ne demandent plus de derogations; elles se
contentent de la veille légale à 10^h soir, pour préparer à
l'intérieur du travail. L'art. 13 du l. de travail n'a donc
plus d'intérêt et peut disparaître, la nuit étant comprise de 11^h à
5^h m.

Il ne reste donc que les exceptions permanentes (industries
de filage, brochage, de fermoirs, ustensiles, etc.) que la
Conf. de Berne tolérât; la Conf. de Washington les
reprime.

M. Boignot fait observer que la suppression aura une
grosse difficulté pour les verreries en la Belgique ajoute
quelques autres et respectés par toutes les puissances. Mais nous au-
rions objecté à votre projet, le traité le concernant alors à
égalité avec les autres nations industrielles

M. Delorade demande si la Conf. est sortie
du vote d'une loi comportant 3 articles ou s'il en est un
seul, l'article 1^{er} neff, l'expression même semble
indiquer de la part du g^l l'intention de demander au
Général le vote de l'art. 2 et 3 votés par la Chambre, et ce
faut-il les deux lois transcrire ou s'en contenter
avec les 3 articles.

M. le Président répond que le Sénat ne peut être
saisi que du texte voté par la Chambre - ^{en l'espèce} de 2
lois comportant chacune 3 articles, mais le g^l peut les
lire ensemble - et la Commission saisie de proposer a-
de ne voter que l'article 1^{er}

M. Delorade insiste pour connaître tout de suite l'avis
du rapporteur, car les conséquences de ce que doit émettre la
Conf. peuvent être très graves au cas où certaines puissances
ne ratifieraient pas la Conf. de Washington -

M. Roustan répond que presque tous les Etats européens
ont ratifié; il y a même que les Etats Unis qui
ne l'ont point fait mais pour eux il y a une grande
impossibilité; d'autant de ce fait qu'il n'y a pas de

législation ouvrière générale prévue par la constitution; il y a des législations particulières à chaque Etat.

Repondant plus spécialement sur la question de mariage ou de la suppression des art. 2 et 3 du Roustan s'affirme partisan de la suppression et il propose à la Com^m de voter seulement l'adoption ^{provisoire}, avec la modification qu'il a précédemment indiquée et en supprimant les mots "en ce qui concerne la métropole".

M. Cognat déclare que, malgré la carence des Etats-Unis, il donne son adhésion à la loi.

M. Rollat signale que le fait de signer une Convention avec la Belgique ^{conforme} à la Com^m de Washington nous met dans l'obligation de respecter par facto la Com^m de Washington après une courte discussion à laquelle prennent part MM. Rollat, Cournot ^{Henri} et Pichon. M. Roustan conclut qu'en effet, notre acceptation ^{d'accord} avec la Belgique, nous lie vis-à-vis de toutes les autres personnes signataires de la Com^m de Washington, mais cela n'a pas de conséquence bien grave, étant donné que presque toutes les autres, hormis les Etats-Unis, ont ratifié ladite Com^m.

Passant ensuite au projet concernant le travail de nuit des enfants, M. le Rapporteur expose que la Com^m propose pour les enfants la derogation qu'elle a admise pour les femmes majeures; elle prévoit dans les usines à feu continu des dispositions très favorables pour les enfants de 16 à 18 ans.

M. Cognat s'élève c/ l'introduction concernant les enfants de 16 à 18 ans qui fera porter une limitation difficile à l'industrie de la verrerie.

Mais si comme M. le Président le veut une solution peut être envisagée qui donne satisfaction à cette industrie, pour autant il ne saurait voter le projet avant d'avoir vu le Comité des Houillères si ce n'est formelle d'objection au projet. Il accepte donc le projet relatif au travail des femmes, et quant à celui concernant le travail des enfants, il donne son adhésion, sous réserve par lui d'une consultation du Comité des Houillères.

Les 3 projets sont approuvés et M. Roustan est autorisé à exposer les rapports.

L'assemblée est levée à 17h.

Le Président,

[Signature]

10 f

Séance du vendredi 5 déc. 1914

Présence de la tenue

Réunion en séance à 16^h

Présents : M. le Secrétaire, Delmas, Baignet, Brevin, Durand,
Coudray, Henry, M. de Duban

Donnerai un rapport sur Paris - Sur la question de
Delmas de donner le rapport sur la question de
la régularité du marché de la ville, ayant été
à l'intérieur personnellement au service public
de la poste, l'avis, et donner les autres ques-
tions et donner à M. Henry qui accepte les
fonctions de rapporteur provisoire et donnera
un avis provisoire sur la loi.

Art. 106 du C. Commerce - Contrats de transport -

M. Baignet, rapporteur de la question précédente, fait
prop. à M. Delmas, rappelle qu'il a accepté les
fonctions de la part de M. Brevin dont il a pu
recevoir les documents - Il a préparé son rapport d'avis
les renseignements ainsi réunis par M. Brevin

Après que le Comité de législation a présenté un nouveau
texte qui diffère sensiblement de celui adopté primiti-
vement par le Comité du Commerce

M. Baignet propose d'adopter le texte ancien
M. Brevin, légèrement modifié, pour donner satisfaction au
Comité de législation.

Le texte ne comporte qu'un seul article qui
aurait ainsi rédigé :

"En cas de refus des objets transportés, ou de
"contestation de quelque nature qu'elle soit, sur la for-
"mation ou l'exécution du contrat de transport, ou à rai-
"son d'un incident survenu au cours même et à l'occasion
"du transport, l'état des objets transportés ou présentés
"pour être transportés, et, en tant que de besoin, leur
"conditionnement, leur poids, leur nature, etc... sont

"vérifiées et constatées par un ou plusieurs experts nommés
 "par le Président du Tribunal de commerce, ou, à son dé-
 "faut par le Juge de Paix et par ordonnance au pied d'une
 "requête.

"Le requérant est tenu, sous sa responsabilité,
 "d'appeler à cette expertise toutes parties susceptibles
 "d'être mises en cause (expéditeur, destinataire, voiturier
 "et commissionnaire), et les experts doivent prêter serment
 "sans formalités d'audience devant le juge qui les aura
 "commis ou devant le juge de paix du canton où ils procé-
 "deront; toutefois, en cas d'urgence, le juge saisi de la
 "requête pourra dispenser de l'accomplissement de tout ou
 "partie des formalités prévues au présent paragraphe; men-
 "tion sera faite de cette dispense dans l'ordonnance.

"Le dépôt ou séquestre des objets en litige et en-
 "suite leur transport dans un dépôt public peut être ordonné

"La vente peut en être ordonnée, jusqu'à concurrence
 "des frais de voiture ou autres déjà faits. Le juge attri-
 "buera le produit de la vente à qui de droit."

M. Boignot, avant de cepturer le rapport soumis au bon
 l'autorisation de consulter le ministre des Tr. ^{publiques} par ce texte, le
 m. en ce ayant déjà présenté antérieurement des observations -
 Il en est ainsi de ce, et M. Boignot en autorise à
 déposer le rapport, sous réserve des observations que pourront avoir
 faire le ministre des Tr. publiques.

Travail de nuit
des enfants

M. Boignot fait connaître au bon^m qu'il a reçu le
 référé qui a été formulé sur le rapport de M. Roux
 concernant la com^m de Washington sur le travail de nuit des
 enfants. Il a pu, depuis la dernière séance, connaître l'avis
 du Comité de l'Écriture qui ne fait aucune opposition au projet
 le travail des enfants, étant réglé par les lois de 1891 et de 1905.
 Le bon^m prend acte de ces déclarations de M. Boignot.

Salle de délibérations de la com^m M. le Président fait connaître au bon^m que la Ges-
 Propriétés par un nouveau local pure demande si les membres de la Com^m accepteraient
 ce nouveau local qui se mettrait à leur dispo-
 avec le bon^m des Roux. M. Premier fait ressortir que l'installation du nouveau local

relatif pour la Com^{te} de l'Alsace ^{dans le fait} la disposition pour les
architectes - Elle doit le partager avec une autre Com^{te}
il y a pas vraiment pour changer ces choses - Il en est de
cependant, si l'on veut remettre à la disposition de
la une nouvelle salle, qui elle, si soit référée uni-
quement à la Com^{te} du Commerce -

Les autres membres de la Com^{te} se rangent unanimement à cette manière de voir -

L'Assemblée est levée à 17 h.

Le Préfet

17

Séance du mercredi 10 décembre 1923

Présidence de M. Serre.

L'Assemblée est ouverte à 16 h.

Sont présents : M. Serre, Billiet, Buchan, Corquet, Coudreau,
Chapsal, Delbende, Diebolt-Weber, Duroux, Faure
Lecard, Eyrolles, Hurey, Maudo, Martin-Bi-
nachon, Roussier et Henri Roy -

Projets de loi relatifs à l'Alsace

Lorraine - M. Diebolt-Weber donne le détail de 2 rapports et
des projets de loi concernant l'introduction de la législation
française en Alsace - Lorraine -

— Le 1^{er} ayant pour objet de recevoir le décret du
16 mars 1923 rend applicable dans les départe-
ments reunis les dispositions du C. du Travail
sur le salaire des ouvriers à domicile et les
livrets spéciaux de l'industrie textile -

— Le 2^e ayant pour objet de recevoir le décret du
25 sept. 1923 rend applicable en Als. Lor. les disposi-
tions de la loi du 19/2/1922 sur l'obligation imposée
aux fournisseurs de marchés de l'Etat public de
fournir des allocations familiales à leur personnel -
Le rapporteur conclut à l'adoption des 2 projets - La
Com^{te} l'autorise à déposer les rapports

Prop. de la ce M. Joseph Faure
budant à la Réglementation du
Marché aux Bestiaux
de la Ville de -

Avis de M. Hervey
rapporteur provisoire -

avec la majesté de la Com.

Il examine ensuite les propositions de la ce M. Hervey pour
l'article, en prenant le texte du rapport de M. Beaumont au nom de la
Com. de l'agriculture -

Article 1^{er} - Cet article pose la responsabilité et la
M. de Paris qui est tenue de fournir "pour l'usage et l'entretien
général" au fonctionnement du marché aux Bestiaux
de la Ville de Paris et devra en assurer le nettoyage, l'entretien et la satis-
faction selon les prescriptions du Service sanitaire."

Le rapporteur fait observer qu'il en résulte pour la Ville
une très grande responsabilité et une dépense de 100 millions
néanmoins il ne fait aucune opposition à ce texte -

(L'article 1^{er} est adopté)

Article 2 donne autorisation à la Ville de Paris
de percevoir des taxes sur les bêtes présentes - C'est naturelle-
ment le complément de l'article 1^{er} - La Ville de Paris ayant
l'obligation de faire face à de nouvelles charges, il est naturel
qu'elle dispose de ressources spéciales à cet effet -

Cet article fixe de plus les jours d'ouverture des marchés
pour les ovins et bovins aux heures et jours, et prévoit que ces
animaux, lorsqu'ils n'auront pas été vendus ces jours-là, pour-
ront être remis en vente, le mardi et le vendredi, c.à.d. le
lendemain -

M. Faure accepte le "renvoi" au lendemain pour les
animaux non vendus, - ce qui est-il constitue une de
l'innovation de la prop^{re}, à condition que ce renvoi constitue
une "faculté" et non une obligation -

M. le Rapporteur lui répond qu'il en est bien averti puisque
le texte dit "Les animaux non vendus pourront être remis en vente
le lendemain de ces jours des marchés, soit le mardi et le vendredi,"

M. Chapuis demande le motif de cette innovation -
M. Faure répond qu'elle veut que les bêtes non vendues sont

révisés se vendent dans les boucheries du lundi au jeudi et
peuvent avoir de leurs qualités - Toutefois il est bien entendu
que le vendeur n'aura pas, avec le nouveau texte, obligation,
mais faculté de représenter ces animaux le lendemain -

M. Mando s'élève et la nouvelle disposition qui
dit il fait l'affaire des bœufs - mais il insiste pas
sur l'observation de M. Hervey qui avec la faculté d'apporter
par d'inconvénient à accepter ce texte -

M. Chapot remarque également que le vote du
Commerce est le maintien des Statuts qui, mais du mo-
ment qu'il se s'agit que d'une faculté, il n'y a pas lieu,
- étant donné que le vote est donné une fois - de se
montrer inévitable -

M. Deloncle ajoute que l'Assemblée sait que les membres
de la C^m d'Agriculture sont d'accord sur ce point - ce qui
rassure surtout le Commerce et abaisse au maintien
des jours de marché pour les ovins et bovins, avec faculté de
venir, la possibilité d'avoir 4 jours de marché pour les
porcs et les vaches -

M. Hervey répond qu'il a prévu ce dernier point et
il propose à la C^m l'amendement suivant à l'art. 2 :

« Le marché de la Villette sera ouvert à la vente des
porcs et des vaches 4 fois par semaine : les lundi, mardi,
jeudi et vendredi » M. Faure accepte cette addition -

L'article 2 et l'amendement proposés par M. Hervey
sont adoptés.

Article 3 Cet article interdit les transactions entre
bêtes laitières, de trait ou d'élevage - Seuls les animaux vivants
auront accès au marché et devront y être abattus -

M. Deloncle présente des observations d'ordre général,
indiquant que le marché de la Villette est actuellement fonction-
nant très bien. Tout a été prévu par les arrêtés préfectoraux et
ordonnances de police - et il lui paraît très dangereux de
transformer en loi de la sorte cette réglementation qui a l'a-
vantage d'être très souple et facilement modifiable par de
nouvelles arrêtés et de nouvelles ordonnances, alors qu'il sera
très difficile de mettre en laule tout le mécanisme parlementaire
lorsqu'on voudra changer ou renouveler les dispositions de la loi.
Il s'incline d'ailleurs devant la décision prise, mais fait

et maintenant des réserves pour éclairer la Com^{te} et lui
faire comprendre que le travail qu'on va entreprendre par
voie législative a déjà été fait - par voie d'ordonnances
et décrets.

L'art. 3 est adopté sans autre observation.

Art. 4 - Cet article 4 consacrer la liberté absolue des
ventes, mais M. Hervey demande qu'il soit réservé pour
moment où l'on discutera la question des agréments des
commissionnaires. Il y a, en effet, contradiction entre le fait
de déclarer que la commerce en bestiaux est libre et
celui d'indiquer que les commissionnaires en bestiaux
devront être "agréés" par la Préfecture de la Seine, comme
le prescrit l'article 6.

On accepte donc le texte de l'article 4 qui portait que
"Toute personne est autorisée à exposer, faire vendre par
le représentant ou par des commissionnaires agréés - et -"
sous réserve de l'adoption ou du rejet des mots "agréés"
lorsque viendra l'article 6.

L'article 5 a pour objet d'empêcher les réexpéditeurs de
animaux intendus au arrivés trop tard sur le
marché et payant pour eux des "étalages de
garde ou de retour" dans l'enceinte du marché.

M. Faure explique que la Com^{te} de l'agri-
culture a eu en vue d'éviter les dangers de contagion
par la réexpédition des animaux - et M. Siebold Weber -
confirme que l'ancienne agriculture a été longtemps en France
et l'on a vu du fait des réexpéditions d'animaux entre-
tenir au marché de la Villette.

L'art. 5 est adopté.

Article 6 - Cet article, dit M. le rapporteur, pose la grosse
question des agréments, réservée déjà à l'article 4. Il dit, en
effet:

" Les commissionnaires en bestiaux doivent être agréés
par la Préfecture de la Seine afin d'avoir le droit de procéder
à la vente des animaux sur le marché de la Villette pour le
compte des expéditeurs, que ces derniers soient éleveurs ou
marchands de bestiaux.

" La Préfecture de la Seine fixera la somme à percevoir
par les commissionnaires sur les animaux vendus pour leur
rémunération et le montant du cautionnement. Le nombre
des commissionnaires n'est pas limité."

M. Hervey fait à nouveau ressortir la contradiction

qui existe entre l'ad. 6 et l'art. 4 qui pose le principe de liberté -

Selon lui on devrait se borner à imposer aux commissionnaires l'obligation de montrer leurs livres et papiers comptables à l'Inspecteur des marchés.

M. Deloncle appuie les observations de M. Hervey. M. Faure, au contraire, rejette le texte de la loi sur l'agriculture, en faisant observer que la restriction, pour lui n'existe pas, en fait que le nombre des agents ne serait pas limité. Il y aurait des commissionnaires agréés et ceux mandats simplement fait exposés.

M. Choissal combat le texte de la loi sur l'agriculture et appuie également les observations de M. Hervey, relevant contre la création d'une nouvelle charge transmissible, l'attribution d'une nouvelle sorte de "notariat" pour les commissionnaires en bétail.

M. le Préfet insiste également pour que la loi repousse l'agrément, et demande qu'on ne renouvelle pas la faute qui a été commise jadis pour les mandataires aux Halles.

M. Mandat ne combat pas l'agrément du moment, est-il qu'on ne limite pas le nombre des agents.

Il y a une sorte de garantie d'honorabilité dans le fait de donner l'agrément.

M. Hervey répond que du moment qu'il y a tout de même des commissionnaires non agréés, ceux qui ne présentent pas toutes garanties d'honorabilité ne se feront pas agréer, et ce fait, si par ailleurs il y a agrément en nombre illimité, n'est une date de désignation préférée par ceux qui ne le sont pas. Enfin, il est à craindre que par le fait des choses, lorsqu'un certain nombre de commissionnaires auront été agréés ils s'arrangent pour obtenir ensuite la limitation du nombre des agents et créer ainsi un monopole à leur profit.

M. Deloncle combat également l'agrément, ainsi que le versement d'un cautionnement par les commissionnaires qui ne se conçoit que comme complément de l'agrément.

La question est alors mise aux voix et la Com^{te} repousse
l'ajournement des Ammissionnaires, M. Faure ayant seul
voté pour.

En conséquence le mot "après", qui avait été inséré à
l'art. 4 est supprimé du texte de cet article et l'article 6
est réduit à la seule disposition suivante :

« Le Préfet de la Seine fixera la somme
à percevoir par les Commissionnaires des
Ammissionnaires pour leur rémunération »

Les Art. 7 et 8 ainsi libellés sont adoptés sans réserva-
tion :

ART. 7.

Les commissionnaires sont tenus d'observer toutes les
prescriptions des règlements administratifs et des ordon-
nances de police concernant le marché de la Villette et spé-

cialement de se soumettre aux formalités de contrôle pres-
crites par l'article 9 ci-après et le règlement d'administration
publique.

ART. 8.

Les commissionnaires doivent vendre les bestiaux au
gré de leurs expéditeurs et selon leurs instructions. Les ani-
maux doivent être introduits sur le marché et leur vente ne
peut avoir lieu que sur les emplacements désignés à cet
effet et aux heures prescrites par les règlements.

" Il est expressément interdit aux commissionnaires et à
leurs employés d'acquérir pour leur propre compte, soit
directement, soit par personnes interposées, les animaux
qu'ils sont chargés de vendre. »

L'art. 9 pose l'obligation pour les commissionnaires
de remettre à l'inspecteur du marché un duplicata
de leurs bordereaux de vente.

M. Hervey fait observer que cette obligation
est quasi impossible à remplir et il demande avec
les commissionnaires qu'un état récapitulatif des
bordereaux soit seul exigé.

Enfin, les commissionnaires demandent avec
la suite ce qu'il est advenu que dans les 48
heures qui suivent le marché et non pas de la
cloûture, ce qui est une impossibilité.

M. Chaput fait observer que ce sont les

des postes qui y concourent de la sorte fixer à un règlement d'administration publique.

M. Hervey accepte et il est décidé de substituer au texte de la loi d'agriculture le dispositif suivant :

"un règlement d'adminⁿ publique fixera les conditions dans lesquelles auront lieu la constatation et le contrôle des bordereaux."

Article 10 - Cet article pose la responsabilité ^{auprès de la discipline} des commissionnaires des actes de leurs employés contrairement aux règlements.

M. Hervey demande la suppression des mots "au point de vue disciplinaire" dont on ne comprend guère la portée.

L'article 11 ^{d'en faire une étude expérimentale} présente que tout exploitateur de bétail doit, pendant un an, transmettre à la Préfecture des bordereaux de vente et de laines qui lui sont adressés par le Commissaire financier.

Il est adopté.

L'article 12 qui portait des peines disciplinaires et les commissionnaires après n'a plus de raison d'être.

Il est supprimé et sera remplacé par un texte reproduisant les prescriptions actuelles des articles préfectoraux et les commissionnaires marquant aux dévants de leurs propositions.

L'article 13 qui portait la sanction de l'art. 406 du Code Pénal contre les commissionnaires après faussaires, n'a plus aucune raison d'être puisqu'il n'y aura plus de commissionnaires après. Le droit commun seul sera applicable.

L'article 13 est donc supprimé.

L'article 14 tend que le rapporteur soumettra nécessairement une grosse de l'assemblée : c'est celui qui prévoit l'établissement des cours par une assemblée officielle de 15 membres.

M. Hervey demande d'abord quelle nombre de membres de cette commission doit être fixé ? Il faut l'adjonction d'un membre de plus pour représenter le Syndicat de bœufs, (la section de 1/ et de 2 en plus (3 au lieu de 1) pour représenter la fondrière en grès.

(Il en est ainsi décidé.)

114
En ce qui concerne les jetons de présence accordés aux membres de
cette Com^m il contient 2 points au texte " à l'exclusion des
fonctionnaires " et ajoute " chacun de ces représentants
à l'exclusion des fonctionnaires - sera payé les jetons
de présence ".

M. Chapal ajoute que ces jetons devront être payés, non
pas par la Com^m mais par les adms dont relèvent les membres de
la Com^m - car on ne sait pas trop de quelle admⁿ relèvent
certains membres, - mais par la Ville de Paris.

M. Hervey ajoute que l'art. 14 ne peut être adopté
sans que soit examinée en même temps l'art. 15 qui prévoit
les modalités selon lesquelles devront être exécutées reglées les
opérations de pesage et de fixation des cours, - y compris la
réserve de 5^e trimestre.

Après une discussion à laquelle prennent
part MM. Faure, Chapal, Deland, Hervey, la
Com^m estime qu'il est impossible de fixer par
un loi les conditions d'établissement des cours, cette
question devant être examinée avant être reglée ^{préliminairement} par
la Com^m, selon la disposition que pourra prévoir en
cette d'admⁿ publique.

En conséquence l'art. 15 est supprimé et
à l'art. 14 il est ajouté :

" Un règlement d'admⁿ publique déterminera
les conditions dans lesquelles la Com^m devra procéder
à la fixation des cours.

Les derniers articles de projet sont adoptés sans
discussion.

M. Hervey est confirmé dans les
fonctions de rapporteur et chargé de présenter
un avis définitif et inspirant de observation
qui viennent d'être échangées.

La séance est levée à 19^h.

Le Président :

N...

115

Séance du 17 décembre 1924

Présidence de M. Serre

La séance est ouverte à 16^h

Ant. présent: m. m. Serre, Chapral, Grignon, Duban, Maudo
Amic, Eugénas, Desros, Roy

Projet de loi tendant à instituer ces V.^{ts} Responsables tit.

M. Chapral rapporteur donne lecture de son rapport - (distribué
séance du 10 7 12 -) qui conclut à l'adoption pure et
simple du projet voté par la Chambre.

Après une courte discussion la Commission ap-
prouve le rapport et autorise M. Chapral à le déposer sur le
Bureau du Sénat.

La séance est levée à 18^h 30

Le Président,

Paul

Année 1924

Séance du 4 février 1924

Président d'âge : M. Cognet
Secrétaire d'âge : M. Martot

Présents : Mm. Cognet, Chapas, Brunet, de Dion,
Ingolias, Courties, Deloncle, Martot, Marcel Deguis,
Rogé, Roustan, Sevre, et Porteu Pasquet
La séance est ouverte à 17 h.

Reception des Bureaux

Pas d'acclamations le Com. a réélu l'ancien
Bureau composé de M. Sevre Président

Deloncle

Rogé

Roustan

vice Président
Secrétaire

M. Courties est désigné et l'annuaire est
donné Secrétaire

Présidence de M. Sevre

M. Sevre remercie les collègues de la nouvelle
marque de confiance qu'il croit à leur accord

Rapport par M. Chapas
sur le régime des forêts
de l'Alsace Lorraine

de l'Alsace Lorraine

Alsace Lorraine

M. Chapas donne lecture

de son rapport sur le projet

de loi relative au régime des forêts de l'Alsace Lorraine

en Alsace Lorraine

Il fait observer que cette proposition est
en le implémentation du projet que le Com. a voté
d'indiquer la législation de l'Alsace Lorraine
France.

On pourrait procéder par l'Alsace Lorraine par
détail ou par une proposition globale. Néanmoins l'ancien
la nouvelle loi France a une proposition
de faire l'assimilation par une proposition globale
la nouvelle proposition accorde un an aux forêts
actuelles pour appliquer les dispositions de la loi
faite.

L'ad. 2 stipule que l'annuaire des forêts de l'Alsace Lorraine

avoir servi d'apport intégral en un an -

Enfin, M. Chapral précise que le prop. est
 "L'Alsace Lorraine sera être dissolue et cédée
 immédiatement après qu'aura été adoptée
 la loi préalable visant l'annexion du territoire français
 M. Rey aurait précisé que les dispositions concernant
 l'Alsace Lorraine seraient introduites dans le
 projet général mais il n'a été pas, sachant très
 que si l'on a présenté une proposition générale
 l'Alsace Lorraine c'est pour éviter le retour
 du projet général devant la Chambre.

En tout cas il conviendrait que le 2^e loi
 fût votée prochainement et mise en œuvre.

M. Chapral est autorisé à déposer
 son rapport et il est entendu que l'inscription
 "l'ordre du jour" sera demandée pour le
 mardi 17 février -

La prochaine séance est fixée à mercredi 18
 février -

La séance est levée à 17^h 30

Le Président,

Le Secrétaire,

Paul

W. Branda

Séance du mercredi 14 février 1907

Présence de M. Lere

La séance est ouverte à 14^h 30.

Présents: M. Lere, Babin-Lerage, Billiet, Boignot, Courtier-Duroel, Dupré, Hamelin, Japy, Janin, Lugol, Marsot, Roustan, Ruy, Villeta -
-futé

Audition de M. Queille, ministre de l'agriculture
M. Raynaudy, ministre du Commerce
et M. Roux, Directeur des services des faucilles
sur le projet relatif à la répression de la fraude dans le commerce
du beurre et l'emploi de la margarine.

M. le Président, dans un court historique de la question rappelle que le projet qui fait l'objet ^{de cette audition} fut à été discuté en séance publique, il y a déjà 2 ans, lorsqu'à la demande de la Com.^{te} d'agriculture, il fut voté et l'ordre du jour pour permettre aux ministres du commerce et de l'agriculture de venir s'expliquer contradictoirement devant la Com.^{te} du Commerce et de l'agriculture. Il y avait, en effet, de réelles contradictions entre cette dernière et la Com.^{te} de l'agriculture, au sujet de l'efficacité des mesures prévues pour arrêter la fraude et M. Roux, consulté, préconisa l'emploi d'un colorant inoffensif qui permettrait de distinguer nettement la margarine du beurre.

M. le ministre ^{de l'agriculture} fait-il donner à la Com.^{te} des renseignements sur les études entreprises depuis cette époque par le service des faucilles?

M. Queille, ministre de l'agriculture répond qu'en effet de suite l'avis défavorable, émis il y a 2 ans par la Com.^{te} de l'agriculture, la service des faucilles a étudié les moyens de révéler la présence de la margarine dans le beurre, cette présence étant très difficile à déceler si la proportion de margarine est inférieure à 10%. Le projet impose aux fabricants de margarine

119

l'obligation d'incorporer à elle - et 107 échelle de
séance, ce qui permet d'affirmer en toute certitude
que le beurre examiné renferme une certaine quan-
tité de margarine. Mais la Com^{te} d'Agriculture
ayant demandé si l'on ne pourrait, de plus, imposer l'em-
ploi d'un colorant qui permet de distinguer le
produit par l'aspect extérieur, le ministre de l'Agricul-
ture a répondu également la question. Malheureusement,
il est arrivé à cette conviction qu'il était, dans
l'état actuel de la science, impossible de colorer, auten-
tiquement qu'au jais, c. à d. par une couleur qui ne saurait
la distinguer nettement du beurre, - la margarine, car
les colorants d'origine végétale ne sont pas solubles
dans la graisse, et il faudrait employer alors des colo-
rants minéraux, dont les principes pourraient nuire
à l'alimentation.

Dans ces conditions, il conviendrait de trouver un
terrain d'entente entre le Gouvernement, et personnel-
lement le Com^{te} du Com^{te} et de proposer à tout une réunion
commune avec ceux de l'Agriculture, le ministre est tout
fait à l'unanimité le projet actuel devant le Com^{te} du Com^{te}
réunis, (persuadé qu'il est que les mesures envisagées sont
suffisantes pour combattre la fraude), - et par conséquent à
se faire le Com^{te} de la Com^{te} du Commerce
M. Roustan, rapporteur, estime que l'obligation imposée
aux margariniers d'introduire dans leurs produits
107 d'huile de Séance d'une part, - et d'autre
part les dispositions prescrivant de verser la marga-
rine par pains cubiques de 50 gr. avec sur les
paquets la mention "margarine" en lettres apparentes,
et l'indication des nom et adresse du producteur
sont suffisantes pour donner satisfaction au commerce du
beurre - Il ne paraît pas que des garanties supplémentaires
puissent être obtenues par l'emploi d'un colorant
- d'autant plus impossible à trouver, d'après le ministre de
l'Agriculture, - et il demande à la Com^{te} du Commerce
de s'en tenir à ces dispositions.

M. Raynal, ministre du Commerce estime également
que le projet se suffit à lui-même, surtout avec l'obliga-

21
de ne vendre la margarine qu'au détail, et toutes les
garanties mises par M. le rapporteur, auxquelles il convient
même d'ajouter, pour le cas de vente dans un magasin où
le défaut équivaudrait du beurre, l'obligation pour le commerçant
d'apposer des marques distinctes pour la débiter, l'inscriptions
"margarine" dans l'endroit du magasin où elle se vend
débiter."

En ce qui concerne l'addition de matières colorantes, M. le
ministre du Commerce ajoute que précisément le rapporteur des
projets de loi a fait insérer une disposition aux
termes de laquelle "le produit ne pourra être additionné de
matière colorante, sauf en ce qui concerne la margarine
destinée à l'exportation". Le but de cette disposition, expli-
que M. le rapporteur, n'est que de permettre aux margarines
françaises de concurrencer, surtout dans nos colonies, les
margarines d'origine étrangère qui, toutes sont colorées.

M. le ministre demande le maintien de cette disposi-
tion, qui est devenue si utile adoptée par le Sénat et
maintenant une sauvegarde pour notre industrie.

A l'exception de ce qui a lieu en France, la margarine
devra donc être vendue toujours colorée aux colonies.

M. le ministre de l'Agriculture répond qu'il ne s'agit
pas de la coloration jaune dans le but de concurren-
cer le produit (l'imitation d'aspect) de l'étranger, dans nos
colonies, mais ce n'est pas ce que demandait la Com^m
et l'Agriculture, qui aurait voulu une teinte ^{absolument} diffé-
rente de celle du beurre, rouge ou verte même, pour
éviter toute confusion avec ce produit. Or,
cela est absolument impossible à réaliser.

M. le ministre du Commerce répète que le projet
actuel lui paraît donner toutes garanties et il déclare
à la Com^m de Commerce favorablement.

M. Ray partage l'avis du ministre de Commerce et
du rapporteur.

M. le ministre de l'Agriculture estime qu'après
que la prise en de 109 d'avis de M. le rapporteur et la disposition
de détail relatives à la vente peuvent donner satisfac-
tion à la Com^m de l'Agriculture, mais il insiste
pour qu'une réunion commune des 2 Com^m ait lieu et

il s'engage alors à faire tout ce que le C^o ou C^o devant la 2^e commission.

M. le Président répond que cette procédure ne paraît pas absolument nécessaire : et qu'à 2 ans, le rapporteur pour avis de la C^o d'agriculture, M. Dausseaux, vient d'être entendu seul par la C^o du C^o, et d'ailleurs, montre l'insuffisance. Il suffirait certainement que M. le Ministre de l'agriculture, qui veut se faire connaître son opinion favorable au projet, s'entretînt directement avec M. Dausseaux pour l'amener à partager son point de vue. La Commission du Commerce, qui conserve la position qu'elle a prise il y a 2 ans, compte sur lui pour réaliser l'accord des 2 commissions.

M. le Ministre de l'agriculture promet alors d'apporter cette détermination, ajoutant que d'ailleurs, en attendant le vote du projet, la tolérance, s'applique pendant la guerre pour la vente de la margarine subissant cette détermination.

La Commission prend acte de cette promesse. (M. le Ministre de l'agriculture et M. Roux se retirent.)

Audition de M. le Ministre du Commerce et de M. Pouille sur le projet de loi attribuant le caractère d'établissements publics aux groupements régionaux de Chambres de Commerce

M. le Ministre du Commerce rappelle que M. Pouille a déposé, au moment de la discussion en 1^{re} lecture du projet, un amendement dont il donne lecture (voir le texte de cet amendement pages 43 et 44 du présent livre)

Il ajoute que le Ministre a été constamment par ailleurs un certain nombre de groupements d'associations et que le texte de M. Pouille tend à la possibilité de dissocier les groupements déjà constitués, ce qui risque d'avoir de très graves conséquences, dans le cas où on ne prendrait pas d'intérêt à sauvegarder pour toute une région qui peut être déjà constituée.

M. Pouille répond que les amendements pris par M. le Ministre sont illégaux et qu'il ne veut pas avoir de peine à les combattre devant le Sénat, si besoin est. Cependant, il estime

qu'une discussion préalable des Opérations devait être d'abord et il se borne simplement à poser des branches de la même qui admettent qu'elles sont "mal mariées" - pour employer un usage qui rend bien la pensée, - de se séparer du groupement où elles ont été incorporées, parfois sans être consultées, - pour simple arrêt. Il cite l'exemple de la loi des Comptes de L'Empire prise dans le même groupement que celle de l'Etat et qui couvrait bien les dépenses.

Il ajoute qu'il a présenté son amendement après consultation, par la Commission, il y a eu, de la part du ministre du C^{te} d'alors, et que le ministre n'y fit aucune opposition, non plus que la Commission qui était alors présidée par un membre de cabinet actuel, M. Blumenthal.

M. le ministre du C^{te} conteste que la loi arrêtée pour la constitution des groupements soit déjà

M. Boquet précise que la Commission peut donner valables à la loi qui craignait qu'une seule grosse branche - p. ex. - l'Empire ayant à être déléguée une "portion de petites branches de C^{te}" put être entraînée à des transformations importantes, et/ou p. ex., en déclarant que l'annexion sera nécessaire pour la validation des grands traits.

M. Boule répond que son amendement n'est pas intransmissible en la forme - ce qu'il voudrait, c'est ne pas être obligé de monter à la tribune pour démentir l'illégalité de secrets - qu'il ne permette aux branches de le retirer d'improvisé où elles ont été coupées par arrêt, c'est tout ce qu'il demande : ainsi la branche de la Vieille et des 8 Seigneurs ne veulent être "au profit" de L'Empire, ni de celui de la Cour - mais de la région de La Rochelle, le Porton étant le complot émonique en direction de la Rochelle.

Il est prêt à modifier le texte en acceptant l'annexion par le grand tronc

M. Boquet fait savoir que la personnalité civile accordée au groupement est en fait le Comité directeur de ce dernier qui exercera - et c'est pourquoi il est nécessaire qu'il ait une personnalité dans la décision par la loi à entreprendre.

M. le Président répondant à M. Ruy qui veut la même notation juridique nouvelle des personnalités - qu'il appelle une personnalité à l'écluse - précise que

L'unanimité est en effet nécessaire pour décider qu'une commission sera accordée et un travail entrepris - et d'abord de ce moment seulement joue la personnalité civile du Comité directeur qui assure l'exécution -

M. Figueroa, directeur au ministère du C^{te} répondit M. Poulet, au sujet de la possibilité pour une chambre de se réunir d'improprement - en cas "d'impairabilité" d'un membre, - que la chambre qui avait se réunir n'a qu'à se réunir au m. du C^{te}, elle est libre ; mais ce qu'il faut empêcher, c'est que cette chambre "aille" pas s'unir à un autre groupement. L'admet le divorce, mais à condition que le divorce reste seul.

M. le ministre se déclare d'accord avec la Com^{te} pour l'avenir et laisse celle-ci libre de prendre une décision quant à la question de l'unanimité, mais à condition que l'opinion de la Com^{te} soit précisée par M. Figueroa pour la passer soit approuvée -
(M. le Ministre et M. Figueroa se relèvent)
ainsi que M. Poulet)

Après le départ des ministres et de M. Poulet, et à la suite d'une discussion à laquelle prennent part M. H. de Soltau, Roubaix, rapporteur, Blet, Coquer, Lujolas, Roy, la Commission décide de s'en tenir à cette décision que l'unanimité sera nécessaire pour que le groupement entreprenne un grand travail intéressant toute une région, - la personnalité juridique jouant alors pour l'exécution de cet travail au profit du Comité directeur, - la chambre de C^{te} restant toujours libre, dans le cadre de la loi de 1898, de s'unir momentanément par ailleurs, pour une autre question à étudier en dehors des groupements - sous-division d'éléments parties -

Quant à l'objet de l'amendement de M. Poulet c'est une question de débatte purement de l'expression entre le Comité et le ministre, - la Commission ne voit pas avoir à intervenir en la circonstance -

Désignation de rapporteurs

La Com^{te} désigne comme rapporteurs des projets suivants :

1. ^{de l'agriculture} Projet de loi sur le ^{de l'agriculture} conchage et la paille, M. Courties.
(n° 738. 1924)

2. Proj. de M. Lorraine tend^t à rejeter
l'emploi du mot "fine" dans la vente
des spiritueux (n° 756. 1924) M. Chapal
3. Proj. relatif aux marchés de communes et
établissements publics de bienfaisance et
d'assistance - (n° 764. 1924) M. Jancin
4. Proj. tend^t à modifier l'art. 98 du C. de Travail
(L. II tit^{re} II) - (n° 767. 1924) M. Saquet
5. Proj. de résolution de M. Courles tend^t à inviter
le g^l à réprimer le débouchage des ouïes étrangères en
France (n° 770. 1924) M. Courles
6. Proj. relatif aux banques populaires en
Alsace - Lorraine (n° 647. 1924) M. Marsot
(En remplacement M. Marsot qui ne
fait plus partie de la Com^m)
7. Proj. relatif aux assurances sociales
(n° 376. 1924) M. Duron
(avis)
8. Proj. de M. Roustan & Reboul
sur le capital au long cours & au débottage
(n° 14. 1925) M. Roustan

La séance est levée à 17^h.

Le Président,
Pain

Le Secrétaire,
M. Roustan

Séance du 27 février 1919

Présence de M. Serre,

La séance est ouverte à 16^h

Assistants: M. M. Serre, Billiet, Butty, Chassat, Coignet, Couvreur, Durand, Hugot, Lelay, Parguet, Roustan, Portier.

Travail de la nuit se agit de modifier les art. 2, 3 et 4 du
budget des art. 655 p du Code de Commerce

Rapport supplémentaire

M. Roustan, rapporteur expose que depuis le
dépot de son rapport l'enquête a continué sur
cette question -

Un premier point est acquis, c'est qu'il
ne s'agit plus d'abroger, mais de modifier l'art.
655 p du C. de C. pour le mettre en harmonie
avec la loi de 1914 sur l'émancipation au
regime de Commerce, d'où nécessité de modifier
le titre au projet -

Les groupements consultés sont d'une
manière générale favorables au projet qui se
résume en une substitution des mots "regime
de C. de C." par les C. C. de Commerce d'affaires.

A M. Chassat qui demande pourquoi
de la forme spéciale des obligations pour le com-
merçant marié et régime dotal, de mentionner
sur régime ^{introduit} dans le Code, cette modification puisque
la loi de 1914 a déjà prévu le cas, M. le
rapporteur répond qu'il y a été, et donne
une seule référence à la loi de 1914
mentionnée au Code, d'autant plus né-
cessaire que le Code de procédure renvoie
au Code Civil. Il termine donc l'exposé
des travaux.

Quel la Commission décide d'enlever également
de modifier l'art. 872 du Code de

procédure civile qui était divisée en 2 parties, l'une concernant le Commerce, l'autre visant sur les droits civils. La première partie seule devait être modifiée pour être mise en harmonie avec la loi de 1819.

Le rapport aura ainsi adopté en Prusse autoriser à le déposer.

M. de la Chapelle sur la proposition de M. Chancel tendant à faciliter la création d'unions de coopération agricole et de consommation en vue de l'abaissement du coût de la vie.

M. Bourlier rappelle que la Com^m d'Agriculture est saisie au fond, la Com^m en Com^m n'ayant qu'à donner un avis.

La Com^m d'Agriculture est favorable à la proposition.

M. Bourlier n'attend plus pour le moment présenter son avis rédigé, mais hésitant à mettre la Com^m au courant de la question.

D'après lui, l'intérêt le plus immédiat de la prop^o n'est pas tant l'abaissement du coût de la vie que le fait de donner une existence légale aux unions de coopération agricole et leur permettre des unions avec des coopérations de consommation.

Cette union d'ailleurs, n'est que facultative. Il n'y a pas objection de principe à formuler sur la proposition, mais il est bon de ranger l'avis de la Com^m.

M. Cheyrol combat vivement la proposition qui naît, du fait des unions de coopération agricole avec les coopérations de consommation une situation privilégiée. C'est à la dernière par rapport au Commerce. Il y a là, du fait de cette concentration d'intérêts, un danger social

omme d'autant plus à craindre qu'il ne le
fait en législateur

Le projet qui est présenté comme une arme
contre les intermédiaires, tend en réalité à l'an-
nulation des petits commerçants.

M. le Président appelle le projet de loi de
M. Chapsal et M. Billiet ajoute que le projet
est de plus, d'ailleurs également au point de vue
fiscal, car il aboutira, du fait de la dispari-
tion des petits commerçants, à une diminution de
recette pour le Trésor. On ne concevait pas qu'une
Commission puisse donner un
avis favorable à une prop^on aussi ma-
nifestement dangereuse pour le Commerce.

M. Courtois répond qu'il ne soutient pas
du tout la prop^on Chapsal, ayant ^{eu} l'honneur
de faire observer qu'à son sens le résultat
cherché serait d'abolir l'assistance légale donnée
^{aux} aux coopératives agricoles. Quant à leur
union avec les Coopératives de Consom-
mation, il comprend très bien les craintes de
M. Chapsal.

M. Eugène, renouvelle les mêmes crité-
res de la proposition de son Président,
la Com^{is}, avant de statuer définitivement,
décide qu'elle envoie l'auteur de la
proposition, M. Chapsal, pour connaître le
motif qui l'a conduit à déposer la
proposition & lui communiquer les objections qui
viennent de se manifester.

La séance est levée à 18^h.

Le Président,

Paul

Le Secrétaire,

Communes de Commerce

Séance du vendredi 6 mars
1925

Présidence de M. Serre

La séance est ouverte à 14^h.Sont présents: MM. Serre, Ingles, Janin, Maudo, Japy,
Hamelin, Boignet, Bourtier, Guichet, Portier, Hennery.Projet de loi relatif aux marchés des communes et des
établissements publics de bienfaisance et d'assistanceM. Janin, rapporteur, donne lecture de son rapport qui est
approuvé sans discussion à l'unanimité.M. Janin est autorisé à déposer son rapport immé-
diatement sur le Bureau du Sénat (V. texte Amb. 1925.
n° 113)Audition de M. Chanaud sur la prop. de loi relative
à la création d'unions de coopératives agricoles et de coopé-
ratives de consommationM. le Président expose à M. Chanaud les raisons pour lesquelles le
Conseil de Commerce a décidé d'en entendre avant de donner un avis
définitif sur sa proposition.Il indique les craintes qui se sont manifestées au sein de la Con-
fédération dont M. Chanaud en particulier s'est fait l'interprète - (voir compte rendu
de la séance du 27 février dernier)M. Chanaud répond que les critiques formulées à la proposition
soulèvent à l'ordre du jour la question de savoir si l'objet des unions
doit se limiter à favoriser le développement et la conservation des
produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés.D'ailleurs ces unions existent déjà au sein de la loi de 1911
et précisément elle lui donne la possibilité aux coopératives de consom-
mation de devenir maîtresses des coopératives de production - la proposition, au
contraire assure à ces dernières, la maîtrise absolue de leurs destinées.M. Boignet se déclare partisan des unions de coopératives, mais

condition qu'une charte des coopératives soit instituée qui dé-
termine nettement leurs conditions et n'en fasse pas de 1^{re} pri-
vilegiées outre mesure par rapport au p^t Commerce. Il est nécessaire qu'on la
lui fasse bien voir que la Coopération ne peut vendre et distribuer ces
benefices qu'à ses membres.

Lebr, M. Jugéras, l'incumbent de la proposition c'est
qu'en outre de la concurrence énorme que ces unions feront au petit
Commerce, elles auront pour effet de faire de ces "coopérateurs malgr'
soi". La force, par ex. où les laitières ou charcutiers traitent avec 15 ou
20 coopératives de la région pour la vente de la viande, on ne pourra plus acheter
1 gr. de viande en dehors de la Coopération.

M. Boignet craint de plus ^{gr} des exemptions d'impôt qui
résulteraient de la création de ces unions, ne nuiraient fortement aux
marchés ou bestiaux, mais M. Kennedy répond à ce sujet que la
force où de puissantes unions seraient créées, elles seraient forcément astreintes
à l'impôt, ainsi que cela s'est produit en Angleterre.

M. Boignet demande en tout cas que l'on s'entende bien en-
tendant que le fait qu'une union de consommation s'unisse avec une union
de production ne doit pas rendre les adhérents de la 1^{re} de prof^{ns} mem-
bres de la 2^e de la consommation.

M. Bourkès, rapporteur pour avis, estime qu'on pourr^{ait} faciliter
ce point en faisant que les unions de consommation n'aient à intervenir
dans les futures unions que pour jouer le rôle de "récepteurs". A cette
condition, un avis favorable pourr^{ait} être donné à la prop^{os}.

M. le Président ajoute qu'il suffirait vraisemblablement
de supprimer dans le texte proposé l'indication que les unions ont
en vue les opérations de transformation des produits agricoles - ce point
étant celui qui soulève les plus graves objections - pour se borner à dire
qu'elles ont pour but "de faciliter exclusivement les opérations de
ventes des produits agricoles provenant des exploitations des associés".

La Com^m approuve ce p^t de vue et demande à M. Chaval
de bien vouloir réviser son texte en ce sens. Tous le bénéfice de cette
modif^{ication}, M. Bourkès sera autorisé à donner un avis favorable à la prop^{os}.

La prochaine séance est fixée au mercredi 11 - à 14^h. M. M. Japy, Jugéras,
et Boignet, sont invités à faire officiellement, comme préface à la DSC^{on} du Budget,
les rapports sur la taxe d'apprentissage, la part des fondateurs, la taxe de production et l'emploi
des fonds de réserve des p^{ts}.

La séance est levée à 14^h 45

Le Président,
Paul

Léance du 11 mars 1924

Présence de M. Lerre

Présidents: M. Lere, Billiet, Chapoal, Coignet, Courties,
et M. Durou, Lujolas, Japy Perrot.

La Léance est ouverte à 14^h

Taxe d'apprentissage.

M. Japy donne lecture de son étude sur le
projet relatif à l'apprentissage.

Il conclut que ce projet dangereux n'est pas au
point et devrait être étudié longuement; il ne saurait
pas conséquemment être retenu par la Com.^e qui devrait en voter
une désapprobation dans la loi de finances. (art. 13)

M. le Président fait connaître à la Com.^e que
précisément la Com.^e de finances s'est réunie à cette
étude, en attendant de discuter le budget, mais le
projet a été étudié pour le moment cette question, ce
la taxe d'apprentissage doit être votée également la
désapprobation - c'est des motifs ce qui ressort de l'ap-
pendice de la note.

Après quelques observations de M. Coignet, et M.
Lere qui donne des indications sur la façon
nouvelle de l'apprentissage dans les usines et conclut
à la nécessité, pour l'Etat de donner licence aux
industries de créer chez eux des écoles d'apprentissage destinées
à faire travailler les apprentis et non de continuer à les
faire travailler, et M. Courties qui fournit
quelques explications sur le projet relatif aux maîtres de
métiers, pour lequel on a, en accord avec la loi de
finances, la Com.^e a étudié l'étude de M.
Japy et conclut également à la nécessité de voter
l'article 13.

Taxe sur le chiffre d'affaires
et taxe à la reproduction

M. Coignet donne au cours de
la Com.^e d'une étude qui est à

faite de cette question; il conclut également à la nécessité de disposer les articles de la loi de finances et généralement les lois sur la caisse d'affaires, et notamment les art. 141 et 150.

En ce qui concerne la taxe à la production d'opinion également entre son introduction, des lois de finances.

Le Président a insisté sur cette taxe, et il est en discussion une nouvelle augmentation des taxes de chemin de fer. La Commission adopte le point de vue exprimé par M. Bagnat et se propose de le proposer pour la disposition de manière par son rapport.

Fonds de réserve des Sociétés - M. Bagnat analysant l'art. 26 de la loi de finances sur l'emploi des fonds de réserve des Sociétés, insiste sur le fait que la mesure aura l'inspiration et l'initiative pour leur emploi. Il conclut cette fois non pas seulement à la disposition de l'article, mais à son rejet.

M. le Président précède que la loi de la même manière est surtout de faire absorber la suite; toutefois il croit que la Commission de finances, si elle ne rejette pas complètement l'article 26 voté par la Chambre, se proposera vraisemblablement de modifier la disposition. La Commission des 6^e ne peut pas sur cette question de décision définitive.

L'Assemblée est renvoyée à mercredi 18 mars à 6 h. par suite de M. Infantes sur la question des ports de fondation.

L'Assemblée est levée à 6 heures.

Le Président.

Isant

Le Secrétaire

M. Bagnat

Commission du Commerce

Séance du Mercredi 16 mars 1925

Présidence de M. Serre

La séance est ouverte à 16 heures.

Sont présents: MM. Serre, Marsot, Enghas, Diebolt-Weber, Japy, de Dion, Billiet, Coignet et Delay.

Loi de Finances. —

M. le président annonce que la commission des finances du Sénat, a décidé de dissocier tous les articles de la loi de finances votée par la Chambre des Députés, qui concernent le régime fiscal du commerce. Chacune de ces dispositions nouvelles feront l'objet d'un examen spécial de la commission du Commerce qui donnera son avis motivé à la commission des finances.

Les parts de fondateurs

M. Enghas donne lecture d'une communication sur les parts de fondateurs.

M. le président souligne que la commission du Commerce est d'autant mieux placée pour demander la suppression de l'article de la loi de finances, objet de cette communication, que M. Coignet a préparé un rapport dont les conclusions empêcheraient, sans réserves, les abus que la Chambre a voulu réprimer en pareille matière.

Banques populaires d'Alsace - Lorraine.

M. Marsot donne lecture de son rapport sur les banques populaires en Alsace et Lorraine. Les anciennes Banques garderont, si elles le veulent, le bénéfice de la loi allemande et porteront le titre de "banques populaires", mais en y ajoutant les mots "de droit local". Toutes les banques qui seront créées à partir de la promulgation de la nouvelle loi, devront être constituées d'après la législation française et bénéficieront des

à avantages qu'elle confère.

M. Marsot est autorisé à déposer son rapport.

Article 106 du Code de Commerce.

M. Coignet dit qu'il a reçu des critiques de M. Dominique Delahaye sur le projet de loi adopté par le Gouvernement sur l'avis favorable de la commission.

On examinera s'il y a lieu d'entendre M. Delahaye à ce sujet et de remettre l'affaire en question.

La séance est levée à 17 heures.

Le Président

[Signature]

Le Secrétaire

[Signature]

Séance du mercredi 3 juin 1904

Présidence de M. Lere

La séance est ouverte à 14 h. 30

Présents : Mm. Lere, Billiet, Coignet,
Courtès, de Dion, Marsot, Perdre,
Porteu, Marcel Régner, Roustan,
H. Roy, Tournay

Désignation des rapporteurs :

Sont nommés rapporteurs :

M. Tournay, du projet relatif aux unités de mesure en
Alsace Lorraine

M. Régner - du projet relatif aux propriétés ? actes de
belles-arts de sucreries

M. Courtès - du projet tendant à la révision des
chambres de métiers

Une demande de modification, de l'art. 632 du C. de
Commerce, présentée par les Courtiers en mar-
chandises de Marseille, est renvoyée à l'étude
à M. H. Roy

Modification de l'art. 98 du C. du Parait

M. Roustan donne lecture de son rapport -

Il indique que le projet a pour objet de modifier
non seulement l'art. 98, mais l'art. 64 de C. du tra-
vail, d'où nécessité d'en modifier le titre

Le nouvel art. 64 portera interdiction
d'employer sciemment un étranger non
muni d'un certificat d'immatriculation
exigé par la loi du 14 août 1893 de muni d'un
certificat non visé conformément au § 3 de l'art. 6
de la même loi

L'article du projet confié aux inspecteurs du
Parait, concurremment avec les officiers de police

judiciaire l'application de la loi.

M. Gaspard fait observer que sous le régime, ce sont les ingénieurs des mines qui remplissent les fonctions d'inspecteurs du travail au fond. Ce sont donc eux qui seront chargés d'appliquer la loi modifiée par l'art 98 de l. Travail.

M. de Lamoignon fait remarquer que la loi nouvelle s'appliquera aux premières formes en tant qu'il y aura une industrie quelconque.

Le rapport est approuvé et M. Troubat autorisé à le déposer au Bureau du Sénat.

La prochaine séance est fixée à mercredi 16^e avec 11^e h. de 10 h. du jour :

1. Rapport de M. Courcier sur les avances de mutations

2. Rapport de M. Roubaud sur le fonctionnement des ouvriers et employés et l'ann. off. relatif à la loi de finances (Léves et pleuves)

La séance est levée à 15^h 20

Le Président,

M. L.

Le Secrétaire,

J. Courcier

Le 2^e jour de mercredi 10 juin

Présidence de M. H. Roy - Vice Prés^t

La séance est ouverte à 16^h.

Présents: MM. Henri Roy, Deloncle, Courtes, Roustan, Billiet, action, Cuzinet, Lujolras, Hamelin, Grand, Porten Euphras.

Excusé: M. Kne.

Chambre de métiers.

M. Courtes donne lecture de son rapport. Il résume l'historique de la prop^o: doit-il en l'auteur & qui porte la signature, à la Chambre, le 17⁵ députés.

Il rappelle que à la suite des incidents de M. Verlot et devant l'opposition la Chambre n'a eu jusqu'au 1^{er} mai que des projets restés, se bornant à créer un organe consultatif, et n'ayant tout ce qui avait fait de l'apprentissage. Les Chambres de métiers n'auraient plus mis en d'organisation, mais de préparer, l'apprentissage mais plutôt même de participer à son organisation, de former des artisans. Le rapporteur expose que ces chambres seront comme les auxiliaires des chambres de commerce et demande à la Com^m de voter la prop^o telle qu'elle vient de la Chambre.

M. Dupuis appuie la demande de renvoyer le Cuzinet communiqué au sein de la Com^m de Commerce qui voudrait voir de la chambre de métiers s'occuper de l'apprentissage.

M. Le Prieux appuie également les conclusions du rapporteur, tout en regrettant qu'on ait traité la question de l'apprentissage de cette façon de métiers.

M. Courtes est autorisé à déposer son rapport.

Ann. 188 de la loi des finances - M. Roustan, au nom du groupe radical, vient exposer la question des appréhensions à base de vin et les résultats de l'enquête avec les fabricants de vermouth de Chambéry. La Com^m charge M. Roustan d'intervenir en séance pour donner un avis favorable au principe de la taxe.

Cautionnement des ouvriers et employés - M. Roustan expose la question du maximum de cautionnement des ouvriers et employés. Il signale que le Com^m lorsque le cautionnement dépasse 500^f doit le déposer à la Caisse des Dépôts et Consignations - mais que la loi ayant fixé les maximums de dépôts à la Caisse d'Epargne 150^f il y aura lieu à harmoniser la loi avec cette nouvelle disposition.

Le rapporteur appelle l'attention sur un fait régulier qui s'est produit lors des impressions du texte des projets après la vote de la loi.

On se sent l'expliquer comment cela s'est produit, mais le texte parle du § 2 de l'art. 408 du C. Pénal, ce qui a pour effet de faire perdre de vue la Cour d'assises les causes relatives à cette question du cautionnement, alors que jusqu'à présent seul le trib. correctionnel était compétent. Il y aura lieu de supprimer du texte la mot "paragraphe 2".

M. Roustan est autorisé à déposer son rapport dans le plus bref délai.

La prochaine séance est fixée à mercredi 17 à 16^h pour entendre M. Boiguet rapporter le la proj^t de M. Dubouche modifiant l'art. 406 du Code de Commerce.

La séance est levée à 17 heures.

Le Président
Maurin

Le Secrétaire
J. Courtin

Trame du 18 juin 1934

Présidence de M.erre

La séance est ouverte à 16^h.

Présent : M. erre, Brand, Chapsal, Dupont, Courcier,
Mando, Dubois, Roy, Portier

Excusé : M. Coignat.

Conseils des notables, agricoles -

M. Roy donne lecture des avis de la Commission de l'Agriculture et des forêts.

Il conclut à l'adoption du projet avec quelques réserves. Il doit être entendu notamment que des sections pour rait être créés qui seraient exclusivement agricoles dans les centres où le besoin s'en fait sentir, et que le nombre des jupes sera réduit à 5 au lieu de 12, comme le propose le Comité de l'Agriculture.

Il fait enfin observer que la loi nouvelle ne pourra être ^{appliquée progressivement} de fonctionnaires qu'après que les Chambres d'Agriculture elles-mêmes auront commencé à fonctionner.

M. Roy est autorisé à déposer son avis.

Rapport de M. Chapsal sur la proposition de Lacomme tendant à réglementer l'emploi du mot "fine".

M. Chapsal rappelle que la proposition Lacomme comporte un article unique ainsi libellé :

"La dénomination fine devra toujours être suivie d'une appellation géographique des régions viticoles ou viticoles et ne pourra s'appliquer qu'à une eau-de-vie de la région ainsi désignée."

M. les rapporteurs font observer que la réglementation actuelle des eaux-de-vie pose 3 conditions :

1. L'eau-de-vie doit être naturelle
2. Elle ne peut être mélangée d'eau-de-vie naturelle de même origine, sans aucune indication d'origine
3. Elle doit être le produit de 67 % d'eau-de-vie et 33 % d'alcool de vin ou d'industrie

Le décret doit être remplacé par une loi qui fasse cesser toute possibilité d'usage.

M. Chapral propose de modifier légèrement le texte de la proposition Lemaire.

Tout d'abord modification de forme consistant à indiquer que la dénomination de finc ne sera pas "triviale", mais "accompagnée" d'une appellation géographique, et ensuite addition d'un paragraphe supplémentaire prévoyant ajout d'un ^{sera} supplémentaire article nouveau prévoyant un délai d'application de 6 mois.

M. Chapral propose donc le texte suivant :

" La dénomination finc ~~ne sera~~ sera employée pour la désignation d'une eau de vie de vin ou de cidre devra toujours être accompagnée d'une appellation géographique de la région viticole ou cidricole et ne pourra s'appliquer qu'à une eau de vie de cette région ainsi désignée "

" Seront punis des peines portées à l'art. 13 de la loi du 1^{er} août 1905 ceux qui contreviendront aux dispositions du présent article "

" La présente loi ne sera applicable que 6 mois après la date de sa promulgation "

Après un court échange de vues, M. Chapral est autorisé à déposer son rapport.

Nomination d'un rapporteur pour avis - M. Chapral est désigné comme rapporteur pour avis de la proposition relative à l'appellation d'origine du fromage de Roquefort.

L' séance est levée à 17^h 15

Le Président,
Bout

Le Secrétaire,
J. Courtin

Séance du 24 juin 1921

Résidence de M. Henri Roy, vice-pr.

Sont présents : MM. Roy, Deloncle, Delay, Villenot, Pato, Bulleux, Bourlier, Gapy, Porteu, Dugouret, Mavault, Bongnet, Chapuis.

L'absence est constatée à 16.

Correspondance - M. P. P. donne communication d'une lettre du sous-secrétaire d'Etat et l'insigne technique informant les membres de la Com. qu'il se rend à l'insigne pour participer à un voyage du groupe des insignes technique les 1^{er} et 2 juillet à Charbon.

Art. 106 du Code de Commerce - Prop. de M. Deloncle.

M. Bongnet rappelle, donne lecture des rapp. Il indique que l'acte maintenant d'avis avec l'auteur de la proposition celui qui s'est engagé à ne plus la modifier.

Le nouveau texte applique une procédure rapide pour la constatation des objets transportés aussi bien au départ qu'à l'arrivée ou en cours de route.

La fin nouvelle prévoit la désignation d'experts et ordonne que le dépôt ou le sequestre des objets litigieux peut être ordonné ainsi que leur mise en vente.

M. Chapuis précise que la prop. s'applique à tous les modes de transports, et non seulement aux Obj. de Ch. per.

M. Bongnet est autorisé à débiter d/rappat.

Voyage d'études sur le Rhin.

M. Bongnet rend compte d'un voyage d'études qu'il a fait sur le Rhin.

Il annonce que le traité allemand a bien été exécuté par l'Allemagne en ce qui concerne les livraisons des chalands et remorqueurs au Rhin. Ceux-ci ont été livrés à l'Office de navigation, soit en tout 11 remorqueurs et 600 chalands dont 300 de rivière (300 tonnes) les autres étant des chalands de 1100 à 2000 tonnes.

M. Bongnet a pu visiter les chantiers de construction de Duisbourg et Dordrecht ainsi qu'une école de filles françaises.

176

M. de navigation fluviale est des bateaux qui na-
viguent jusqu'à Bédouin, Quistour & Rotterdam et
il a recueilli l'impression que sur tout le Rhin il
y avait une navigation intense tous pavillon
français.

M. de Prins remercie M. Cyprien de son inter-
essante communication.

M. Japy ajoute quelques renseigne-^{ments} techniques sur
les travaux au port de Strasbourg et de canaux du Rhin.

Propriété commerciale — Bien que la question ne soit pas en
discussion, le rapporteur M. Laroche, Président, s'abstient
absent, M. Delorche appelle l'attention sur l'art.
16 du projet qui exclut du bénéfice de la p^{re}
Commerciale les maisons ayant plus de 5
succursales. Il admet les réticences de la 1^{re}
de L^{re} sur l'existence d'un droit nouveau
dit de la propriété commerciale, mais se montre
qu'elle en accepte le principe, elle ne saurait
le refuser aux maisons à 5 succursales.

M. Chapuis fait observer qu'il serait préfé-
rable d'en finir avec cette question, même avec
un texte imparfait. C'est le Sénat qui,
d'ailleurs, a donné le mauvais exemple
en rayant les banques et établ^{issements} similaires.

M. Delorche répond que si le Sénat a rayé les
banques il est préoccupé du genre, de la
nature des établ^{issements}, et cela peut le concerner, mais
il n'a pas décidé, dans le cas où un établ^{issement}
bénéficiant de cela lui que le bénéfice serait subor-
donné au nombre de ses succursales.

M. Boulenger ajoute que, d'ailleurs, l'ar-
ticle de toute façon, retourné à la Chambre, et
dans ces conditions, l'observ^{ation} de M. Chapuis tombe.

Présidence de M. Delorche

M. Ray, sous la présidence de M. Delorche fait donner lecture
de 1^{er} rapport sur la Courte Compromissoire en matière
internationale (prop^{osition} M. Laroche). Il est dit, il faut
la plainte d'arbitrage qu'on devrait dire. Trois pays sub-

ment n'a été par la clause compromissoire : le
D^{re} la Russie & la France

La pop^l propose un article unique :

" Dans tout contrat ayant un caractère com-
mercial pour toutes les parties et intervenu entre com-
merçants établis en France et commerçants établis à
l'étranger il peut être convenu que les contestations
auxquelles ce contrat pourrait donner lieu seront
trouvées par arbitres.

Les arbitres ~~seront~~ désignés dans le contrat
pour être choisis parmi les étrangers appar-
tenant à des pays dans lesquels le Français, par suite
de réciprocité diplomatique exercent les fonctions
d'agents.

M. ~~le~~ ^{le} D^{re} rapporteur que le pays qui
a été par lui seulement en 1843 au cas où ce
cas, à l'avenir en 1843. La C. compromissoire. Elle a été intro-
duite dans le contrat arbitral. Le général de Chambré
de Commerce ont hésité parce qu'on fait la majorité
des affaires étrangères de la C. de la C. de la C. de la C.
et que le jugement, le plus souvent, concerne la C.
d'après. La clause arbitrale, selon la C. de la C. de la C.
aurait à la suppression des marques de garantie existant
actuellement.

Le texte de la C. de la C. de la C. de la C. de la C.
est copié de mes notes d'être adopté.

M. Bonquet appuie la proposition d'adoption,
et veut aussi qu'il s'agit d'une mesure inter-
nationale, mais il n'en pas partisan de la
C. compromissoire au point de vue interne, et
il estime, comme l'a dit le D^{re} rapporteur que
précisément l'habitude de la C. de la C. de la C. de la C.
que l'organisation de la C. de la C. de la C. de la C.
satisfait; et l'étranger, au contraire, le cas échéant
a pas juridiction commerciale ou commerciale que la
clause compromissoire même suppose à la séparation
de la C. de la C. de la C. de la C. de la C.

M. l'int^r de la C. de la C. de la C. de la C. de la C.
la tendance arbitrale prime avec les effets d'un jugement.

M. Roy est autorisé à déposer l'avis après avoir
fait précéder par le rapporteur M. Catalogue le dis-
cours de M. Roy. L'acte qui peut être à l'usage.
La séance est levée à 17^h 30

Le Président,

M. Roy

Le Secrétaire

J. Courcier

La séance est ouverte à 3 heures 19^h 4

Présidence de M. Serre

La séance est ouverte à 14^h 30

Assistants : M. Anic, Pothier, Coignat, Courtes, Delmas,
Drouot, Dupont, Hamelin, Jamin, Japy,
Roy, Sue.

Propriété commerciale - M. le Président annonce
que la Chambre n'a pas fait de concession au Sénat
dans l'examen de la loi relative à la H^o assemblée
législative de Législⁿ au contraire, a fait
un grand effort de conciliation pour se rapprocher du
texte de la Chambre.

M. le Président examine alors le texte voté par la
Chambre qui il compare avec celui proposé par la
S^o législative. Aucune difficulté en ce qui con-
cerne les 1^{ers} articles, quel bonⁿ ou C^o peut adopter ;
mais par contre, cependant M. Delmas demande une
précision au sujet de l'ind^o de déduction. Le Sénat
n'y a-t-il droit qu'en cas où la tierce offre un prix exorbitant ?
Cela semble résulter du § 5 de l'article 1^{er} - M. Roy
partage l'opinion de M. Delmas et finalement M. Serre,
après discussion, admet que l'indemnité n'est due qu'en
cas de surestimation excessive d'intérêts.

A l'article 4 la loi de Législⁿ a supprimé

143
Du texte de la gauche le mot "à l'encontre des loca-
taires sortant", ce sont que le texte proposé n'exige plus
que le propriétaire ait à s'expliquer, pour ces motifs, par les
épithètes du locataire sortant, pour qu'il puisse refuser de
renouveler le bail. M. Huc estime que cette suppression est
malheureuse, car ce qu'il envisage était tout, c'est l'in-
térêt du fond, et il propose à la Com.^e le rétablissement
du texte de la gauche -

Quant à l'art. 11 des deux précédents sur les
bénéfices de 3 dernières années qui ont précédé les 2 der-
nières années du bail

Les motifs de l'art. 5 M. Huc donne lecture
d'une proposition de petits détaillants de Paris; d'après
cette proposition pourrait favoriser la fraude en permettant
sans l'indication du locataire, le propriétaire ayant possi-
bilité de passer son immeuble à une H.^e

M. Huc s'élève surtout contre la disposition permettant
au propriétaire de ne pas renouveler le bail, s'il s'engage
à ne pas louer commercialement pendant cinq ans. Cette
disposition aboutit à la destruction du fond sans
indemnité. M. Huc indique qu'il déposera un
amendement à ce texte, au nom de la Com.^e

Aucune difficulté sur les art. 12 qui suivent
jusqu'à l'art. 10.

M. Huc accepte l'art. 11 relatif aux baux
emphytéotiques, dans un bail de construction. Il
note que les arts. 12 & 16. Mais il s'élève contre la
disposition finale de l'art. 17 qui exclut des bénéfices
cela lui les maisons de commerce ayant plus de 5 suc-
cursales dans la même ville. Il fait observer qu'avec
ce texte 6 commerçants exerçant la même industrie
pourraient individuellement des propriétés commerciales et
se priveraient ce droit s'ils s'associaient. Avec un texte semblable
les propriétaires donneront la préférence aux maisons à succursales
les multiples qui ils pourront s'en procurer plus facilement. Cette
disposition va à l'encontre de la propriété commerciale.

M. Coignet appuie les observations de M. Lefebvre
qui est autorisé à déposer ses rapports
La séance est levée à 16 h 30

Le Président

M. Huc

Le Secrétaire,

J. Courcier

Le 12 novembre 1925

Présidence de M. Serre

La séance est ouverte à 14^h 30

Sont présents: MM. Serre, Babin, Devaux,
Billiet, Cognet, Eyolias, Janin, Maudo, Marsot,
Pasquet

Art. Sécrét - Le Président donne communication
de d'une lettre demandant le maintien de
l'Exposé des Art. Sécrets.

La Commission, d'unanimité, estime qu'il
n'y a pas lieu de donner suite à cette demande

Distribution de Rapports - sont désignés comme
rapporteurs:

du projet n° 394 relatif à la fondation de l'École entre la
France et la Tunisie M. Janin

du projet n° 494 sur le rattachement des communes
municipales pour le rattachement des colonies des
créances morabaines M. Billiet

projet n° 497 sur le travail de nuit des
boulangers M. Pasquet

" n° 499 sur le retrait des boulangers de monnaie
pour la France M. Cognet

n° 492 sur la publicité des jugements
- - - - - M. Marsot
(n° 495 -)

La séance est levée à 14^h 45

Le Président

J. Serre

Le Secrétaire

J. Courtin

Séance du mercredi 18. 11. 25

Présidence de M. Lue

La séance est ouverte à 17h.

Présent: MM. Lere, Babin, Chéraye, Coignat, Courcier, Billé, Hydres, Jamis, Hamelin, Maudo, Marsot, Pasquet, Roustan, Roy

Proposition V. Cable entre la France et la Tunisie - M. Jamis donne lecture de son rapport sur le projet relatif à la pose d'un 2^e câble entre la France et la Tunisie, projet dont il propose l'adoption. Il en est ainsi décidé. M. Jamis est autorisé à déposer son rapport.

Clause compromissoire en matière commerciale

M. Henri Roy rappelle qu'il a déjà exposé cette question à la Com. au mois de juillet. La Com. de Cl. d'arbitres, via qui en a été ordonné, la Com. de Cl. d'arbitres s'étant saisie au fond. Son rapporteur M. Calabro a déjà exposé un 1^{er} rapport (n° 302) dans lequel il examinait que la prop. blimentel, c.à.d la clause compromissoire en matière internationale. M. Roy rappelle qu'à ce moment il avait regretté qu'on ne soit par la clause compromissoire valide et l'utiliser en fait même, se bornant à l'accepter au point de vue international. Mais depuis M. Calabro a exposé un rapport supplémentaire ^(n° 444) qui conclut à l'admission, d'où nécessité de présenter un nouvel avis. Au pt de vue historique M. Roy rappelle que c'est seulement la jurisprudence qui par ses arrêts de cassation, vers 1862 ou 1863 que a écarté des régimes l'absence la clause compromissoire. On a bien tenté, mais sans succès de l'introduire en France dans le Code de Commerce & au pt de vue maritime au pt de vue judiciaire on peut signaler une pro.

107
position celle d'André qui admettait la clause
compromissive non seulement en matière com-
merciale mais aussi en matière civile. En 1902
M. Louis Dreyfus présente une nouvelle propⁿ
admettant la clause en matière commerciale et écartant
de cette propⁿ que l'avis fut accordé lui le rapport
au catalogue.

Il y est également en 1901 le projet de M. Br-
meray, mais il était rédigé de façon telle
qu'il était permis de croire que les auteurs ne
s'avaient espéré que le fait échouer la réforme
le projet ne prévoyait aucun appel
possible, et de plus il n'y avait aucune obli-
gation pour les parties de s'adresser à l'arbitre. Enfin
et même les propositions que le catalogue a
rapportées favorablement et que le Roy propose égale-
ment d'adopter - en la simplifiant comme la
proposition du catalogue par une disposition dis-
crétant l'emploi de la clause compromissive
et arbitraire.

M. le Rapporteur termine en disant que la
Commission de Paris, d'abord hostile, s'est
ultérieurement au projet tout au moins en matière internationale.

M. Bagnat fait observer que la Ch. de Commerce
ne l'accepte qu'au point de vue international.

M. Roy ajoute qu'en Allemagne on a la
clause expresse en matière commerciale et on a
constitué des chambres arbitrales dans chaque
catégorie de professions, et dans les clauses com-
promissives on ne désigne plus l'arbitre, mais
simplement l'arbitrage de la chambre arbitrale.
Il en résulte une liste de contrats - types, qui
viennent se greffer sur le commerce.

L'adoption du projet en France permettrait
la constitution de semblables chambres arbitrales.

M. le Président signale encore que tout d'abord
il était personnellement hostile à la clause
compromissive en matière interne, mais
devant l'embarras des tribunaux de Commerce

il s'est rallié au projet tendant à l'introduction de cette clause en France -

M. Boguet prononce pour l'adoption du projet mais seulement en ce qui concerne les contrats internationaux. Aucun pays du monde, dit-il n'a ce trib^l et les cours bien organisés et fonctionnant aussi bien qu'en France et les commerçants n'en veulent point changer -

Enfin, pour les contrats de l'Als l'introduction de la clause compromissoire risque de compromettre formellement les intérêts des auteurs -

Enfin si comme le dit M. Lebel l'Als trib^l de 6^e sont encourus, la faute en est au législateur qui a ainsi augmenté le nombre de magistrats commerciaux -

M. Roy répond qu'en Belgique on a trib^l de 6^e sont organisés comme en France, la clause compromissoire existe - et plus il faut observer que la clause compromissoire ne sera pas obligatoire et qu'actuellement, d'ailleurs, en pratique, les litiges sont tranchés par des arbitres dont les trib^l encourus les décisions -

Quant aux trib^l la clause compromissoire qui fonctionne à l'étranger ne les gêne pas - et il est toujours loisible à l'une des parties, s'agissant d'une question de droit pur, de décliner la compétence du trib^l. de 6^e et d'aller au civil - La clause compromissoire permettrait de sursis en temps de fuir en Espagne, et non en droit -

M. de Me, président, appuie les observations de M. Roy, ajoutant que seuls les avocats et les agréés des trib^l de 6^e pourront s'opposer à la loi nouvelle. Après discussion, le P^r met aux voix pour ouvrir l'adoption des conclusions du rapport.

1^o La présente loi de clause compromissoire en matière internationale est adoptée à l'unanimité.

2^o L'introduction de la clause compromissoire dans le droit interne est adoptée par 6 voix contre 3.

M. Roy est autorisé à déposer son rapport.

Résumé en Commerce et Annuaire - M. Roy expose

qui il n'a pas encore rapporté la proposition de M. Paul Le
Roux pour que M. Schramm, en prenant possession
des ministères de l'intérieur, avait manifesté l'in-
tention de déposer un projet de loi sur la sécularisation
Depuis, le projet semble avoir abandonné son
projet. M. Roy verra M. Schramm à ce sujet et si
le projet du projet ^{parmi eux} (abandonné), il rapportera la proposition
à M. le Roux.

Codification des lois ouvrières. M. Pasquet indique
la loi qui il n'a pas encore rapporté le projet de loi
pour la codification des lois ouvrières (L. VII du C. Travail)
La loi qui s'occupe de cette codification
n'ayant pas terminé les travaux. Il va prier le
ministère de demander à cette commission de se
hâter afin de pouvoir lui-même présenter
son rapport.

La séance est levée à 16 h 30

Le Président

[Signature]

Le Secrétaire,

[Signature]

15

Séance des mercredi 25 novembre 1927

Présidence de M. Serre.

La séance est ouverte à 15 heures -

Sont présents: M. Serre, Bobin, Chéraye, Billiet, Busdy, Coigniet, Courtier, Hugobas, Maudo, Marast, Biter.

Travaux faits dans les Boulangeries - Le Président fait connaître à la Com. qu'il a reçu la visite d'une délégation du syndicat patronal national de la Boulangerie. M. Pasquet, rapporteur de la Com. sur la question des travaux nuit ne pouvant assister à la séance de ce jour, le Président propose de renvoyer cette question à mercredi prochain et d'en tenir au cours de cette séance, le Président du syndicat patronal.

Il en est ainsi décidé. La Commission de plan, admet provisoirement le syndicat des ouvriers boulangers demandant également à être entendus, elle fait droit à cette demande, afin que la Commission connaisse les opinions des deux parties -

Commissions arbitrales pour le règlement des intérêts des créanciers morabonnés - M. Billiet donne lecture de son rapport sur le projet portant suppression de ces commissions instituées par la loi du 27/12/1920 - Il rappelle que ces commissions comprennent 2 éléments: la Com. d'arbitrage et la Com. d'appel. Institué pour trancher les différents relatifs aux paiements ou versements morabonnés, ces commissions qui devaient fonctionner d'une façon analogue à celle des commissions arbitrales des loyers, n'ont en fait jamais développé une très grande activité. Les Commissions d'appel n'ont jamais eu à intervenir et quant aux Com. d'arbitrage 14 seulement ont été saisies de litiges. Au 1^{er} janvier 1923 31 commissions d'arr. avaient encore à trancher 373 contestations. On peut donc bien envisager de les supprimer.

111
ces organes, tout en prévoyant qu'ils devront terminer
les travaux en cours; quant aux contestations, soulevées
après la promulgation, elle lui elles seraient déférées aux
tribunaux de droit commun.

M. le Président ajoute que M. Portet devrait
mentionner dans son rapport que le Com^m avait convenu
que les affaires en cours soient liquidées le plus rapide-
ment possible. (approbation)

M. Portet est autorisé à déposer son
rapport

Retrait de l'or de la monnaie. - M. le Président communique
une lettre qu'il a reçue du ministre des C^{tes} - Belles-ci
par laquelle pour que le projet relatif au retrait de l'or
de la monnaie soit étudié et apporté le plus vite possible
par le Com^m.

M. Coignet, rapporteur, répond que son rapport est
fait et pourra venir en discussion prochainement.
Régime de l'Alsace - Lorraine -

M. Coignet est nommé rapporteur de la prop^{te} concernant
l'institution d'un régime nouveau pour le Com^m à
l'égard de l'Alsace - Lorraine, adoptée par le
Général & modifiée par la C^{te} des Députés.

Le premier rapporteur de cette question,
M. Chapuis, a été désigné par le Com^m de Com-
merce pour aller à la C^{te} des Douanes.

La séance est levée à 1 h. 45

Le Président

M. Coignet

Le Secrétaire

J. Courty

Le dimanche 3 décembre

Prévenue de M. Leve

La séance est ouverte à 1/2,

Sont présents : MM. Lero, Hamelin, Maudo, Hen-
netty, Boynet, Pasquet, Mlle Jate, Jamin, Brein,
Rigobert, Lécobert-Abel, Boulier

Question du Syndicat national
des Patrons Boulangers

Les représentants des patrons boulangers sont introduits à la
présidence de la séance fait connaître les raisons qui les
ont conduits à l'adoption du projet voté par la Chambre
sur l'interdiction du travail de nuit.

Le projet, est-il, porte tout d'abord atteinte à
la liberté individuelle et a provoqué dans le
syndicat un purisme, un véritable soubresaut
révolte.

M. Bender, rapporteur du projet a déclaré que le syndicat boulangers travaillant la
nuit était traité inéquitablement et il a invoqué la
décision de la Conférence Internationale de 1906,
mais objecte le vote des patrons boulangers, est
difficile, en pareille matière d'établir un texte
qui soit applicable d'une façon uniforme et aux
qui, à l'avenir, l'ont redigé, n'étaient pas en pré-
sence des difficultés qui se posent devant le
syndicat français. La boulangerie française n'est
pas hostile à tout projet, mais le projet aboutira
à réglementer les heures d'ouverture et de
portage du pain.

On a prétendu que certains patrons s'opposent
associés leurs ouvriers pour tourner la loi et leur
ferme à ces derniers la nuit, mais il n'est
tout de même pas impossible à l'inspection
du travail de connaître la vérité et de faire la
régulation entre le patron et l'ouvrier.

Il n'admet pas qu'au point de vue social l'ouvrier
doit être protégé. Le patron n'a pas le même besoin
d'être protégé contre lui-même - On pourrait aller
loin dans cette voie et l'interdiction faite au
patron de travailler la nuit aboutirait finalement
à cette méconnaissance du principe reconnu
par nous par tous de l'inviolabilité du
domicile.

On a prétendu que le patron qui travaillait
la nuit pourrait préjudicier aux œuvres & aux études
de jeunes qui ne pourraient comme lui
travailler aux mêmes heures; mais invésen-
damment ce fait qui n'est nul lieu de rogner
la puissance de travail du ^{travailleur} ouvrier, il y a
pour plus de 20% de travail dans la profession
& l'on pourrait, d'ailleurs, compenser pour elle
une dérogation et prévoir l'emploi d'un ouvrier
travaillant par un intérimaire avec patrons de travail
la nuit qui n'aurait pas cette concurrence, mais n'
aboutirait à l'implémentation d'un équilibre sur une
moindre production.

Enfin il y a l'intérêt des consommateurs.
Le Français est un gros mangeur de pain, et de
bon pain - La réglementation, exceptionnelle
du temps de guerre n'a été soufferte par lui
que parce que c'était la guerre - Aujourd'hui
cette apparition comme injustifiée et aboutirait
à priver complètement le patron de tout libé-
ralisme au point de vue du salaire et de la
notion de demande à la consommation. D'examiner la
question avec connaissance et en énonçant
aux arguments qu'il faut se présenter toute
leur valeur.

M. Pasquet, rapporteur, pose deux questions
et fait tout d'abord observer qu'il ne s'agit
pas de le fait que le patron, comparé à la
pêche à la verification du délit avec le principe
de l'inviolabilité du domicile -
Le P. de Lignier répond que dans un atelier

on envoie qu'un ^{délégation} impère la vérification ne s'en aie
à son application, mais le patron n'a pas besoin
d'être protégé contre lui-même, et l'on ne saurait
admettre que, si l'on peut autoriser un inspecteur
à visiter chez un patron ^{le fait} que celui-ci ne s'empare pas
d'autre la nuit, - ce même inspecteur profitât de
cette autorisation pour venir tous les deux jours frapper
dans le domicile du patron !

Il reconnaît cependant que cela a pu être four-
nie parfois du fait que le patron l'ait associé à son travail.

M. Pasquet désirant savoir si dans les campagnes
le travail amène aussi sh. du matin. Le P. du
Syndicat répond que il n'y a pas nécessité absolue
mais que ceux qui travaillent avant cette heure
le font parce que cela répond toujours à un besoin.

Répondant à une question de M. Breuier sur la
proportion de pain chaud et cassis mis en vente quotidiennement
il déclare que les véritables besoins des
boulangers matinaux résident dans la vente de
petits produits, - ajoutant, d'ailleurs, à une
question de M. Pasquet, que dans les campagnes
on ne fait pas beaucoup de pain de fantaisie.

M. Pasquet insistait pour savoir s'il y a un
inconvenient véritable à ce que le travail ne
commence qu'à sh. du matin. Le P. du
Syndicat répond par l'affirmative, répétant que
le travail de nuit répond à un besoin.

M. Seire, président, demande combien de main-d'œuvre
la réparation d'une fournie par un boulanger peut
durer - 4 heures, à Rouen du moins.

Ala campagne, - en Normandie, il faut employer
pour 1 fournie 10 à 11 h. de travail et un bon ouvrier
n'est pas fait à ce travail.

M. le Président remercie la délégation qui se retire.
La Com. décide d'entendre mercredi prochain les
représentants des Syndicats ouvriers.

La séance est levée à 11 h. 45

Le Président

Le Secrétaire

[Signature]

[Signature]

117

Séance du mercredi 9 Décembre 1914

Présence de M. Ferre

La séance est ouverte à 15 h.

Sont présents: MM. Ferre, président
Billot, Scholtz-Weter, Boignot,
Marot, Pabin, Schwaige, Jamin,
Marcel Régnier, Hyobas, Willette,
Jot, Maudo, Pasquet, Bourlier,
Roustan, Japy, Porteu, Hounesty

Code Maritime du Travail - M. le Président fait connaître
qu'un incident a été soulevé par M. de
Perquieze, président de la Com^m de la marine
marchande, qui a réclamé pour celle-ci
l'examen au fond du projet du Code
maritime du travail, renvoyé précédem-
ment à la Com^m du Commerce.

Il s'agit ici cependant d'une question pour
laquelle la Commission du Commerce, qui a
le travail dans sa compétence, est particu-
lièrement qualifiée, et M. le Président de-
mande, en vue de la réunion qui doit
avoir lieu demain, au Président de Com^m
sur la question des Douanes, l'opinion de
la Commission du Commerce.

Celle-ci, à l'exception de M. Maudo,
se prononce unanimement pour que la
Com^m du Code soit saisie au fond, la Com^m de la
Marine pouvant être seulement saisie po-
sui.

M. Roustan est désigné comme
rapporteur.

Betterave sucrière - M. le Président connaît qu'il a reçu une
lettre au Président de la Société de Sucriers qui demande à être
examinée. Il est décidé que la Com^m examinera cette person-
nalité quand elle procédera à l'examen de cette question
rapportée par M. Marcel Régnier.

Questions des représentants des
ouvriers boulangers
sur la suppression du travail de nuit.

Les représentants des syndicats ouvriers boulangers sont introduits. Le président demande à la Commission de voter le projet adopté par la Chambre et ajoute que les revendications des ouvriers en la matière portent essentiellement sur 3 points :

1^{re} interdiction absolue, même pour 6 heures
boulangers du travail de nuit

2^e suppression des dérogations permanentes ad-
mises par la Chambre, pour les travaux préparatoires

3^e Contrôle des fourneils par des délégués du
syndicat, dans le cas où le nombre des inspecteurs du
travail ne serait pas suffisant, — comme en Seine-et-
Oise, p. ex. où il n'y a que 3 inspecteurs pour le
département — pour leur permettre d'assurer
efficacement ce contrôle.

Pendant l'argument principal des dérogations — le
respect de la liberté individuelle, le représentant des ou-
vriers ajoute que cet argument n'a que de se retourner
contre les patrons boulangers eux-mêmes quand ils récla-
ment pour eux, à l'encontre des propriétaires d'im-
meubles, la propriété commerciale.

M. Jarry fait observer que dans le mine, les délé-
gués ouvriers qui assistent l'inspecteur du travail ne sont
pas des délégués du syndicat.

Le représentant ouvrier faisant observer que le pro-
jetement à invoquer est la concurrence facilitée à l'industrie
légère, aux petits artisans, etc. M. Roubaud demande
quelle est la proportion par rapport à l'ensemble de la
boulangerie — 40 à 50 % répond-on.

A quelle heure, demande M. Pasquet, commence
dans les campagnes le travail préparatoire ?

A 5^h et 6^h dans les petites communes, telle est la
réponse et l'on passe l'ordre du jour.

Le représentant ouvrier ajoute que jusqu'ici les
patrons avaient le monopole du placement et en

proposant pour placer à leur gré les ouvriers, loin de leur domicile. Aussi leur est-il proposé un placement paritaire. Il ajoute que l'expérience de la suppression du travail de nuit a pu être réalisée à S^t Denis, depuis 2 mois, et qu'elle a été étendue depuis aux communes de S^t Maurice, Champigny, Nogent-s-Marne, Fontenay-s-Mois.

Quant aux croissants, quelle que soit leur quantité il est possible de les livrer le matin en les ayant préparés la veille au soir avant 10h. En aucun cas, à travers les 4^h m. la 1^{re} fournée peut être faite à 6^h la boulangerie ouvrant à 6^h 30.

M. Japy - Quelle est la proportion de pétrins mécaniques ?

Réponse - 100% depuis la guerre - et de plus en plus on utilise les fours à vapeur, à vapeur à gaz. - leur proportion est actuellement de 40 à 50%. Les demandes de M. Pasquet, le représentant ouvrier ajoute que depuis les nouvelles législations de painification la pâte faite la veille avant 10h. se maintient fraîche par le bon sens du maître et qu'une fournée peut être préparée en 20 minutes. Il ajoute que la première fournée demandée pour le douffage entier 3/4 d'heure, et suivante n'exigent guère plus de 10 minutes.

M. Lebel - demandant s'il y a eu des associations conclues entre patrons et ouvriers pour tourner la loi, au delà des ouvriers et patrons qui s'entendent, il y a eu, de chef, jugement et condamnation.

A. M. Diebolt - Weber qui demande la raison invoquée par les patrons pour travailler la nuit, le délégué ouvrier répond qu'il n'y a là que routine et désir de concurrencer le voisin.

M. Japy - Pourtant il y a seulement 40% de fours modernes, mais à par que aux 100% les patrons ne sont pas satisfaits.

Réponse - Non ! La dépense d'une installation moderne représente environ 42.000^{fr} ; les coopératives ont pu réaliser de remarquables installations et d'ailleurs les boulangeries ont

ces uns ou pour faire leurs dispositions.

M. Roustan pense avec le Com^e peut faire état que tous les ouvriers sont d'accord sur le question.

Le prés^{dt} du Syndicat ouvrier répond par l'affirmative. Une enquête des inspecteurs divisionnaires dans 8 banlieues a conclu que tous étaient satisfaits du travail actuel et demandaient la généralisation - des vilains en matière. Les mauvais ouvriers qui se tracassent la nuit que parce que le jour ils vont aux courses et que l'interdiction du travail de nuit viendrait à troubler leur habitude et leur vice.

M. Mondes voulant savoir si les ouvriers en campagne pensent ou même que ceux des villes & dans quelles proportions de vivement fâchés, le délégué aurait répondu que le projet est à l'avantage même de la nation & peut être appliqué dans les campagnes - à Strasbourg et en d'autres villes de province le travail de nuit est même totalement inconnu - Il en est ainsi à Bourges.

Il termine en faisant valoir les considérations morales et sociales - (hygiène meilleure, présence du père de famille à son foyer aux mêmes heures que la femme et les enfants) qui militent en faveur de l'adoption du projet.

La délégation se retire.

Le Com^e décide de discuter la question mercredi prochain, après audition du rapport de M. Pasquet.

Retrait des bous de monnaie d'air par les députés de Commerce.

M. Cognat, rapporteur donne lecture de son rapport concluant à l'adoption du projet voté par l'Assemblée.

Le Com^e l'autorise à déposer son rapport mercredi la prochaine séance & mercredi avec pour ordre du jour: 1^o Travail de nuit dans les Bouches du Rhin.

2^o Critique d'apprentissage (M. Roustan).
L'adoption d'un rapporteur - M. Millet est désigné comme rapporteur d'un projet relatif à l'emploi des auxiliaires à la préfecture de la Seine.

La séance est levée - 16 h. 30

Le Président,

Le Secrétaire,

[Signature]

[Signature]

Le mardi 16 décembre 1914

Présidence de M. Lere

La séance est ouverte à 15 h

Sont présents : M. Lere, Billiet, Luydas, Legnet, Maude
Butty, Blumentel, Hamelin, Rabin-Péray, Courtes, Bendig
Ruy, Pasquet, Japy, Roustan

Contrat d'apprentissage. M. Roustan donne connaissance de son rapport et indique que le projet consiste à régulariser les contrats d'apprentissage écrits.

La question qui se pose est de savoir si ces contrats sont obligatoires pour les deux parties.

M. Japy s'élève vivement contre l'obligation, incompressible selon lui avec le développement du machinisme.

M. Ruy fait observer que surtout en matière de requête, on demande que l'apprentissage soit obligatoire. Si les contrats sont facultatifs, le travail est inutile, car rien ne sera changé à la situation actuelle.

M. de Redville précise que la question de l'apprentissage n'est pas en jeu, ce qui est important est de savoir si lorsque l'apprentissage est nécessaire dans une industrie, il y aura obligation — contrat ou seulement engagement facultatif.

M. Courtes appuie les observations de M. de Redville et de M. Ruy en faisant remarquer que dans la petite industrie le contrat est nécessaire et réclamé par tous.

M. Legnet rappelle, sur certains points, l'existence de l'obligation, notamment par le Billiet qui craint que seul le contrat ne soit lié, alors que l'ouvrier-apprenti pourra toujours se délier.

M. Hennessy précise que ce qui est fait obtenir est de considérer l'apprenti lié par un contrat d'apprentissage ou une autre façon, mais le fait de se lier a appris dès le premier.

Il indique que dans certains, les garçons s'occupent de
soutenir les autres, les patrons, propriétaires
d'entreprises courtes, ne font avoir des contrats types de
ce genre.

Après une longue discussion à laquelle prennent
part, outre les principaux orateurs, M. R. Boudier,
Pasquet, Hamelin, la Com^m adopte successivement
les articles du projet et notamment le 6^o et
le 7^o qui se réfèrent à l'indemnité versée
au profit des patrons abandonnés par des apprentis,
par le patron qui, sciemment aura employé cet
apprenti qui aura rompu le contrat d'appren-
tissage.

Puis, par trois cents 4 la Commission
adopte le principe de l'obligation.

M. Boudier est autorisé à déposer son
rapport.

Communication de M. Japy - M. Japy donne lecture

d'une lettre qu'il adresse au ministre de
commerce au sujet de la promesse faite à l'Alle-
magne de lui appliquer le tarif minimum.

Lorsqu'il s'agit de tarif, avec les restrictions en
nature, c'est l'ouverture du marché pour
produits allemands. Il importe donc de passer
dans le traité les articles qui ne bénéficient
pas du tarif minimum.

M. le Président donne acte à M. Japy de la
communication et ajoute qu'il interviendra
auprès du ministre dans la sens indiquée par
lui.

La séance est levée à 17 heures.

Le Président

M. Japy

Le Secrétaire,

J. Courty

Séance du 23 décembre 1925

Présidence de M. Delance

Sont présents : MM. Delance, Marsot, Lijstas,
Wille, Jato, Jamin, Mando, Cognes, Japy,
Drebold, Weber, Delay, Courtes, Hamelin,
Mabille, Chervay, Pasquet.

Jugements déclaratifs de faillite - M. Marsot donne lecture
de son avis sur le projet modifiant l'art. 449 du
Code de Commerce, et prescrivant l'insertion obligatoire
au Journal officiel des jugements déclaratifs de faillite.
Sur question de M. Cognes il décide que l'avis
n'est pas obligatoire dans les journaux locaux. Le vote
est unanime à l'effet de - n'est pas le cas et
la loi nouvelle n'apporte donc qu'un supplément
de publicité.

M. Marsot est autorisé à déposer son avis
sur la responsabilité en Alsace-Lorraine.

M. Cognes donne lecture de son rapport concluant
à l'adoption du projet de loi, - retour de la Chambre
- qui réalise l'unification de la législation
sur la responsabilité limitée, entre la
France et les départements et colonies.

Après une courte intervention de M. Drebold-
Weber qui accepte le projet, M. Cognes est
autorisé à déposer son rapport.

Présidence de M. Lere

M. Lere, qui avait été élu à la Cour des
finances, entre en séance et prend la présidence
travaillée tout d'abord

les boulangers - M. Rindert fait connaître à la
Assemblée qu'il a appris, depuis l'audition des ouvriers
boulangers que les membres des syndicats se
sont réunis et ont décidé de se constituer en
syndicat unitaire, c.à.d. à tendance communiste.
Il regrette de ne pas avoir comme plus tôt ce détail

Il a été que les représentants des coopératives ont également demandé à être entendus.

Le bon^{or} décide de renvoyer à la rentrée de l'année l'examen de cette question.
Emplois des mutilés à la Préfecture de la Seine

M. Pothier donne lecture de son rapport et indique que le projet autorise la préfecture de la Seine à titulariser sur bases demandées, 45 employés et 32 ouvriers de la préfecture, de plus à mettre des vacances qui viendront à se produire.

M. Delangle s'élève sur une loi trop nécessaire pour ces titularisations; selon lui le droit commun serait suffisant.

M. Pothier précise que le projet ne finit pas avec tout ce petit scandale. Il n'était pas admis que les mutilés de la Préfecture de la Seine fussent traités différemment de ceux des autres administrations.

Le projet est adopté et M. Pothier est autorisé à déposer son rapport.
Unions de coopératives agricoles

M. Brestier donne lecture de son rapport sur la proposition de loi relative aux coopératives agricoles.

Il rappelle que le bon^{or} a déjà entendu M. Chanaud et que quelques mois sur cette question. La seule difficulté importante est de savoir si ces unions doivent ou non être subventionnées et recevoir des fonds de l'Office agricole.

M. Japy et M. Desbats-Valès citent le premier exemple du Danemark, le second celui de l'Alsace où la Banque rurale a valu 1 milliard d'affaires sans toucher une centime de subvention, s'élevant contre le principe d'une subvention de l'Etat.

M. Cognat parle dans le même sens. M. le Président résume la question et précise

qu'il s'agit de donner un statut legal à ces organismes déjà existants.

Il s'agit aussi de savoir si l'on admettra la fédération des coopératives de production et des coopératives de consommation, et dans l'organisation de la fédération.

M. Pillel et M. Caput font observer que les coopératives sont déjà individuellement subventionnées et ils demandent, d'accord avec M. Murel, qu'on les laisse s'arranger ensemble, mais sans leur verser le moindre subside à l'union de coopératives.

Pour la proposition selon laquelle le Com^{te} décide :

1^o de reconnaître les unions de coopératives, même lorsqu'elles admettent des coopératives de consommation et de production.

2^o de repousser le principe d'une subvention à ces unions de coopératives.

M. Courtier est autorisé à déposer son rapport en s'inspirant des conclusions adoptées par le Com^{te}.

La séance est levée à 17 heures.

Le Président,

[Signature]

Le Secrétaire,

J. Courtier